



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

# Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 7 FÉVRIER 1920.

QUEBEC, SATURDAY, 7TH FEBRUARY 1920.

Avis divers

Miscellaneous Notices

AVIS IMPORTANT AUX ANNONCEURS.

IMPORTANT NOTICE TO ADVERTISERS.

Les règlements de la "Gazette Officielle" de Québec exigent que l'HONORAIRE des annonces soit PAYE D'AVANCE. Ce règlement ne peut donner lieu à aucune exception. Nous invitons donc les annonceurs de nous faire parvenir les balances dues pour annonces et de ne jamais transmettre de matière pour la "Gazette Officielle", à moins de faire accompagner le document d'un chèque accepté couvrant approximativement le coût de l'insertion.

Tout annonceur qui néglige de se conformer à ce règlement ou dont le nom apparaît sur nos listes de débiteurs se verra refuser la publication d'annonces nouvelles, et ce sans avis spécial.

3

The rules of the "Quebec Official Gazette" require advertisers to remit the FEES for advertisements IN ADVANCE. No exception will be made to this rule. Advertisers are requested to remit all arrears due and hereafter when sending matter for insertion in the "Official Gazette", to enclose with their copy an accepted cheque covering approximately the cost of publication.

Notices sent by advertisers failing to comply with the above rule or being in arrears with the King's Printer, will not be published, and that without further special notice.

4

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules :

1. Adresser : l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

Tarif des annonces :

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

*Gazette Officielle*, par exemp., 25c.

Feuilles volantes, 75c par douzaine.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "*Gazette Officielle*" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi.

LS-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

1

1. Address : The King's Printer, Quebec.

2. Specify the number of insertions required.

The rates are :

First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure)

Translation, 40 cents per 100 words.

*Official Gazette*, 25 cents per single number.

Slips, 75 cents per dozen.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "*Official Gazette*" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

LS-A. PROULX,

King's Printer.

2

Government House.

## Nominations

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du 21 novembre 1910, pour la paroisse de Sainte-Anne-d'Yamachiche, comté de Saint-Maurice, et de nommer par commission en date du 30 décembre 1919, MM. Ernest Langlois, rentier, Charles Girardin, agent, Charles Daveluy, cultivateur, Olivier Gadbois, maître-maçon, Oliva Frechette, cultivateur, et Majorique Desrochers, marchand, tous de Sainte-Anne-d'Yamachiche, commissaires de ladite Cour.

511

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes :

Québec, 3 décembre 1919.

M. Thomas Daniel Godman, de Témiscouata Station, juge de paix, conformément aux dispositions de l'article 3361 des S. R. Q., 1909, avec juridiction, pendant l'espace de six mois, sur le district de Pontiac.

Québec, 11 décembre 1919.

L'honorable Philippe Roy, commissaire canadien, à Paris, commissaire pour recevoir les affidavits qui peuvent servir dans une des cours de la province ou qui sont nécessaires à un acte ou document qui doit être mis à exécution ou avoir des effets civils dans la province.

Québec, 17 décembre 1919.

M. Hubert-J. Silver, surintendant des écoles protestantes, juge de paix pour le district de Montréal.

## Appointments

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes dated the 21st November, 1910, for the parish of Sainte-Anne-d'Yamachiche, county of Saint-Maurice, and to appoint by commission dated the 30th December, 1919, Messrs Ernest Langlois, annuitant, Charles Girardin, agent, Charles Daveluy, farmer, Olivier Godbois, master mason, Oliva Frechette, farmer, and Majorique Desrochers, merchant, all of Sainte-Anne-d'Yamachiche, commissioners of said Court.

512

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments, viz :

Quebec, 3rd December, 1919.

Thomas Daniel Godman, of Temiscaming Station, to be a justice of the peace pursuant to the provisions of article 3361 of the Q. R. S., 1909, with jurisdiction for a period of six months, over the district of Quebec.

Quebec, 11th December, 1919.

The honourable Philippe Roy, Canadian commissioner, at Paris, to be a commissioner to receive affidavits for use in any court of the province, or necessary for any deed or document to be carried into execution or to have its civil effect in the province.

Quebec, 17th December, 1919.

Hubert J. Silver, superintendent of protestant schools, to be a justice of the peace for the district of Montreal.

Québec, 13 janvier 1920.

M. Rodolphe Tourville, industriel, Montréal, juge de paix pour le district de Montréal.

M. le docteur Louis-Eugène-A. Parrot, de Rivière-du-Loup, membre du "Conseil supérieur d'hygiène de la province de Québec".

M. Honoré Nadeau, cultivateur, de la Mission Saint-Louis-de-Gonzague, (B. P. Saint-Omer), comté de Bonaventure, juge de paix pour le district de Gaspé.

Québec, 21 janvier 1920.

MM. Léon Bouchard, Emile Lamontagne, tous deux marchands, de Sainte-Anne-des-Monts, comté de Gaspé, et Napoléon Leveillé, cultivateur, de Saint-Charles-de-Caplan, comté de Bonaventure, juges de paix pour le district de Gaspé.

MM. Arthur Béland, cultivateur et Thomas Caron, rentier, tous deux de Louiseville, comté de Maskinongé, Joseph-Hermas Charland, gentilhomme, de Saint-Ignace-du-Lac, comté de Maskinongé, juges de paix pour le district de Trois-Rivières.

MM. Adélarde Bastien, gentilhomme, et Achille-E. Patenaude, boucher, de Racine, comté de Shefford, juges de paix pour le district de Bedford.

MM. Laurent Hudon, cultivateur, de Chute-Péribonka, et Léon Rousseau, cultivateur, de Saint-Henri-de-Taillon, comté du Lac-Saint-Jean, juges de paix pour le district de Roberval.

M. Joseph Talon, peintre, de Kénogami, comté de Chicoutimi, juge de paix pour le district de Chicoutimi.

MM. Donat Lafond, marchand, de Weedon, comté de Wolfe, et Hippolyte Angers, cultivateur, de Wolfestown, comté de Wolfe, juges de paix pour le district de Saint-François.

MM. Arthur-Louis Brault, tailleur, de Saint-Lambert et John Vaughan, contracteur, de Saint-Hubert, comté de Chambly, Salim Michel Khonri, manufacturier, de la cité de Montréal, Arthur Levin, courtier d'assurances, Westmount, Montréal, juges de paix pour le district de Montréal.

M. Hilaire Beaulieu, commerçant, et Joseph Gravel, rentier, tous deux de Saint-Damien, comté de Berthier, juges de paix pour le district de Joliette.

Québec, 26 janvier 1920.

M. Simon Manger, marchand, de Sainte-Adélaïde-de-Pabos, comté de Gaspé, juge de paix pour le district de Gaspé. 521

Quebec, 13th January, 1920.

Rodolphe Tourville, industrial, Montreal, to be a justice of the peace for the district of Montreal.

Louis-Eugène-A. Parrot, of Rivière-du-Loup, doctor of medicine, to be a member of the Superior Board of Health of the Province of Quebec.

Honoré Nadeau, farmer, of the Mission Saint-Louis-de-Gonzague (Saint-Omer, P. O.), county of Bonaventure, to be a justice of the peace for the district of Gaspé.

Quebec, 21st January, 1920.

Léon Bouchard, Emile Lamontagne, both merchants, of Sainte-Anne-des-Monts, county of Gaspé, and Napoléon Leveillé, farmer, of Saint-Charles-de-Caplan, county of Bonaventure, to be justices of the peace for the district of Gaspé.

Arthur Béland, farmer, and Thomas Caron, annuitant, both of Louiseville, county of Maskinongé, Joseph-Hermas Charland, gentleman, of Saint-Ignace-du-Lac, county of Maskinongé, to be justices of the peace for the district of Three Rivers.

Adélarde Bastien, gentleman, and Achille-E. Patenaude, butcher, of Racine, county of Shefford, to be justices of the peace for the district of Bedford.

Laurent Hudon, farmer, of Chute-Péribonka, and Léon Rousseau, farmer, of Saint-Henri-de-Taillon, county of Lake St-John, to be justices of the peace for the district of Roberval.

Joseph Talon, painter, of Kénogami, county of Chicoutimi, to be a justice of the peace for the district of Chicoutimi.

Donat Lafond, merchant, of Weedon, county of Wolfe, and Hippolyte Angers, farmer, of Wolfestown, county of Wolfe, to be justices of the peace for the district of Saint-François.

Arthur-Louis Brault, tailor, of Saint-Lambert, and John Vaughan, contractor, of Saint-Hubert, county of Chambly, Salim Michel Khonri, manufacturer, of the city of Montreal, Arthur Levin, insurance broker, Westmount, Montreal, to be justices of the peace for the district of Montreal.

Hilaire Beaulieu, trader, and Joseph Gravel, annuitant, both of Saint-Damien, county of Berthier, to be justices of the peace for the district of Joliette.

Quebec, 26th January, 1920.

Simon Manger, merchant, of Sainte-Adélaïde-de-Pabos, county of Gaspé, to be a justice of the peace for the district of Gaspé. 522

## Proclamations

Canada,  
Province of  
Québec.  
[L.S.]

C. FITZPATRICK

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

### PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT,  
Assistant-Procureur-Général. } ATTENDU  
que Albert

## Proclamations

Canada,  
Province of  
Quebec.  
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

### PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS Al-  
Deputy Attorney General. } bert Guay,

Guay, secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Haileybury, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité desdits statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique dudit diocèse et aussi ledit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Saint-Barnabé-de-Landrienne, dans le comté de Témiscamingue, dans ledit diocèse susdit, comme suit, savoir :

Le territoire à être érigé en paroisse, pour les fins civiles, sous le nom de "La paroisse de Saint-Barnabé-de-Landrienne", est situé dans le comté de Témiscamingue et sera formé :

1. Des lots numéros de neuf (9) à soixante-deux (62) inclus, dans les quatre premiers rangs du canton de Landrienne et de tous les lots des autres rangs de ce canton, soit du cinquième au dixième rang, inclusivement ;
2. De tous les lots des premier, deuxième et troisième rangs du canton de Duvernay et ;
3. Des lots numéros de soixante (60) à soixante quatre (64) inclus de chacun des huitième et neuvième rangs du canton de Figuery, ces derniers dix lots étant détachés de la paroisse de Sainte-Thérèse-d'Amos.

A CES CAUSES, NOUS AVONS confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Saint-Barnabé-de-Landrienne, ci-dessus décrites ;

Et nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Barnabé-de-Landrienne, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, NOUS AVONS fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, dans Notre cité de Québec, dans Notre dite province de Québec, ce VINGT-NEUVIÈME jour de JANVIER, dans l'année de Notre Seigneur, mil neuf cent vingt et dans la dixième de Notre règne.

Par ordre,  
Le sous-secrétaire de la province,  
C.-J. SIMARD.

487

secretary to the duly appointed Commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the Province of Quebec, in and for the Roman Catholic Diocese of Haileybury, in Our Province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the Ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said Statutes, transmitted to the Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree of the Ecclesiastical authorities together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Saint-Barnabé-de-Landrienne, in the county of Temiscaming, in the said Roman Catholic Diocese of Haileybury, to be as follows, that is to say :

The territory to be erected into a parish, for civil purposes, under the name of "the parish of Saint-Barnabé-de-Landrienne", is situated in the county of Temiscaming and is composed :

1. Of the lots numbers nine (9) to sixty two (62), both inclusive, in the first four ranges of the township of Landrienne, and of all the lots of the other ranges of said township, namely from the fifth to the tenth range, inclusively ;
2. Of all the lots of the first, second and third ranges of the township of Duvernay, and ;
3. Of the lots numbers sixty (60) to sixty four (64), both inclusive of both the eighth and ninth ranges of the township of Figuery, the last ten lots being detached from the parish of Sainte-Thérèse-d'Amos.

Now Know YE, that we have confirmed, established and recognised, and by these presents do confirm, establish and recognise the aforesaid limits and boundaries of the parish of Saint-Barnabé-de-Landrienne aforesaid ;

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Saint-Barnabé-de-Landrienne, to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint-George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this TWENTY NINTH day of JANUARY, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty and in the tenth year of Our Reign.

By command,  
C.-J. SIMARD,  
Assistant Provincial Secretary.

488

Canada,  
Province de  
Québec.  
[L.S.]

C. FITZPATRICK

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, )  
Assistant-Procureur-Général.) **A T T E N D U** que Albert Guay, secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins de chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Haileybury, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité desdits statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique dudit diocèse et aussi ledit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Saint-Paul-de-Senneterre, dans le comté de Témiscamingue, dans ledit diocèse susdit, comme suit, savoir :

Le territoire à être érigé en paroisse, pour les fins civiles, sous le nom de "La paroisse de Saint-Paul-de-Senneterre", dans le comté de Témiscamingue, est pris dans les cantons de : Montgay, Senneterre, Brassier, Dollard et ses bornes sont les suivantes, savoir :

Au nord, les cantons de Ducros et de Rochebeaucourt et les lots numéros huit et neuf (8 et 9) du canton de Senneterre ;

Au sud, les cantons de : Senneterre, Pascalis, Tiblemont et Tavernier ;

A l'Est, le lac Shabogama (ou rivière Bell) et la rivière Mégiskan ;

A l'ouest, le canton de Carpentier, le lot numéro sept (7) des premier, deuxième, troisième rangs du canton de Senneterre et le lot numéro neuf (9) des rangs du quatrième au dixième inclus, du même canton.

A CES CAUSES, NOUS AVONS confirmé, établi et reconnu, et par les présentes, confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Saint-Paul-de-Senneterre, ci-dessus décrites ;

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Paul-de-Senneterre, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, NOUS AVONS fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-

Canada,  
Province of  
Quebec.  
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, )  
Deputy Attorney General.) **W**HEREAS Albert Guay, secretary to the duly appointed Commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the Province of Quebec, in and for the Roman Catholic Diocese of Haileybury, in Our Province of Quebec, canonically acknowledge and erected by the Ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said Statutes transmitted to the Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree of the Ecclesiastical authorities together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Saint-Paul-de-Senneterre, in the county of Temiscaming, in the said Roman Catholic Diocese of Haileybury, to be as follows, that is to say :

The territory to be erected into a parish, for civil purposes, under the name of "The parish of Saint-Paul-de-Senneterre", in the county of Temiscaming, is taken in the township of : Montgay, Senneterre, Brassier, Dollard and its limits are the following, to wit :

On the north, the townships of Ducros and of Rochebeaucourt, and the lots numbers eight and nine (8 and 9) of the township of Senneterre ;

On the south, the townships of Senneterre, Pascalis, Tiblemont and Tavernier ;

On the east, the lake Shabogama (or Bell River) and the river Megiskan ;

On the west, the township of Carpentier, the lot number seven (7) of the first, second, third, ranges of the township of Senneterre and the lot number nine (9) of the ranges from the fourth to the tenth, inclusive, of the same township.

NOW KNOW YE, that we have confirmed, established and recognised and by these presents do confirm, establish and recognise the aforesaid limits and boundaries of the parish of Saint-Paul-de-Senneterre, aforesaid ;

And we have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Saint-Paul-de-Senneterre, to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Dist-

Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, dans Notre cité de Québec, dans Notre dite province de Québec, ce VINGT-HUITIÈME jour de JANVIER, dans l'année de Notre Seigneur, mil neuf cent vingt et dans la dixième de Notre règne.

Par ordre,  
Le sous-secrétaire de la province,  
489 C.-J. SIMARD.

Canada,  
Province de Québec.  
[L.S.] C. FITZPATRICK

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux que ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

#### PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU  
Assistant-Procureur-Général. } que Albert Guay, secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Haileybury, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité desdits statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique dudit diocèse et aussi ledit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Saint-Simon-de-Villemontel, dans le comté de Témiscamingue, dans ledit diocèse susdit, comme suit, savoir :

Le territoire à être érigé en paroisse, pour les fins civiles, sous le nom de "La paroisse de Saint-Simon-de-Villemontel", est situé dans le comté de Témiscamingue et sera formé :

1. De la totalité des dix rangs du canton de Trécesson ;
2. De tous les lots des neuvième et dixième rangs du canton de Villemontel ;
3. De toute la partie du canton de Launay située à l'est de la ligne centrale, soit des lots numéros de trente-deux (32) à soixante-deux (62) inclus, dans chacun des dix rangs du dit canton.

Le territoire ainsi formé occupe une étendue de cent six mille trois cent sept (106,307) acres, plus ou moins.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes, confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Saint-Simon-de-Villemontel, ci-dessus décrites ;

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Simon-de-Villemontel, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner

inguished Order of Saint Michael and Saint-George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this TWENTY EIGHTH day of JANUARY, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty and in the tenth year of Our Reign.

By command,  
C.-J. SIMARD,  
490 Assistant Provincial Secretary.

Canada,  
Province of Québec.  
[L.S.] C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

#### PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS ALBERT GUAY,  
Deputy Attorney General. } secretary to the duly appointed Commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the Province of Quebec, in and for the Roman Catholic Diocese of Haileybury, in Our Province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the Ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said Statutes, transmitted to the Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree of the Ecclesiastical authorities together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Saint-Simon-de-Villemontel, in the county of Temiscaming, in the said Roman Catholic Diocese of Haileybury, to be as follows, that is to say :

The territory to be erected into a parish, for civil purposes, under the name of "The parish of Saint-Simon-de-Villemontel" is situated in the county of Temiscaming and is composed :

1. Of the whole of the ten ranges of the township of Trécesson ;
2. Of all the lots of the ninth and tenth ranges of the township of Villemontel ;
3. Of all that part of the township of Launay situated to the east of the central line, namely of the lots numbers thirty two (32) to sixty two (62), both inclusive, in each of the ten ranges of said township ;

The territory thus made up covers an area of one hundred and six thousand three hundred and seven (106,307) acres, more or less ;

Now KNOW YE, that we have confirmed, established and recognised and by these presents do confirm, establish and recognise the aforesaid limits and boundaries of the parish of Saint-Simon-de-Villemontel, aforesaid ;

And we have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Saint-Simon-de-Villemontel, to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby

sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable *SIR CHARLES FITZPATRICK*, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, dans Notre cité de Québec, dans Notre dite province de Québec, ce **VINGT-HUITIÈME** jour de **JANVIER**, dans l'année de Notre Seigneur, mil neuf cent vingt et dans la dixième de Notre règne.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,  
C.-J. SIMARD.

491

Canada,  
Province de  
Québec.

[L.S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—**SALUT** :

#### PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, } **A T T E N D U**  
*Assistant-Procureur-Général.* } que Albert Guay, secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins de chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Saint-Jacques-le-Majeur-de-Barraute, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité desdits statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique dudit diocèse et aussi ledit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Saint-Jacques-le-Majeur-de-Barraute, dans le comté de Temiscamingue, dans ledit diocèse susdit, comme suit, savoir :

Le territoire à être érigé en paroisse, pour les fins civiles, sous le nom de "La paroisse de Saint-Jacques-le-Majeur-de-Barraute", dans le comté de Temiscamingue, est pris-dans les cantons de Barraute et de Piedmont et ses bornes sont les suivantes, savoir :

Au nord, la ligne limitative entre les sixième et septième rangs du canton de Barraute ;

Au sud, la ligne limitative entre les sixième et septième rangs du canton de Piedmont ;

A l'est, les cantons de Carpentier et de Courville ; et

A l'ouest, les cantons de Landrienne et de La Corne.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes, confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes

required to take notice and govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable *SIR CHARLES FITZPATRICK*, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint-Georges, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this **TWENTY EIGHTH** day of **JANUARY**, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty and in the tenth year of Our Reign.

By command,

C.-J. SIMARD,  
Assistant Provincial Secretary.

492

Canada,  
Province of  
Quebec.

[L.S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—**GREETING** :

#### PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, } **W H E R E A S**  
*Deputy Attorney General.* } Albert Guay, secretary to the duly appointed Commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the Province of Quebec, in and for the Roman Catholic Diocese of Saint-Jacques-le-Majeur-de-Barraute, in Our Province of Quebec, canonically acknowledge and erected by the Ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said Statutes transmitted to the Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree of the Ecclesiastical authorities together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Saint-Jacques-le-Majeur-de-Barraute, in the county of Temiscaming, in the said Roman Catholic Diocese of Haileybury, to be as follows, that is to say :

The territory to be erected into a parish, for civil purposes, under the name of "The parish of Saint-Jacques-le-Majeur-de-Barraute", in the county of Temiscaming, is taken in the townships of Barraute and of Piedmont, and its limits are the following, to wit :

On the north, the boundary line between the sixth and seventh ranges of the township of Barraute ;

On the south, the boundary line between the sixth and seventh ranges of the township of Piedmont ;

On the east, the townships of Carpentier and of Courville, and on the west, the townships of Landrienne and of La Corne.

NOW KNOW YE, that we have confirmed, established and recognised and by these presents do confirm, establish and recognise the afore-

de la paroisse de Saint-Jacques-le-Majeur-de-Barraute, ci-dessus décrites ;

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Jacques-le-Majeur-de-Barraute, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, dans Notre cité de Québec, dans Notre dite province de Québec, ce VINGT-HUITIÈME jour de JANVIER, dans l'année de Notre Seigneur, mil neuf cent vingt et dans la dixième de Notre règne.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

493

C.-J. SIMARD.

Canada,  
Province de  
Québec.  
[L.S.]

C. FITZPATRICK

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

#### PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, )  
Assistant-Procureur-Général. ) **A**TTENDU que Albert Guay, secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins de chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Haileybury, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité desdits statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique dudit diocèse et aussi ledit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Saint-Luc-de-La Motte, dans le comté de Témiscamingue, dans ledit diocèse susdit, comme suit, savoir :

Le territoire à être érigé en paroisse, pour les fins civiles, sous le nom de "La paroisse de Saint-Luc-de-La Motte", dans le comté de Témiscamingue, est pris, dans les cantons de La Motte et de Malartie et ses bornes sont les suivantes, savoir :

Au nord, la ligne limitative entre les huitième et neuvième rangs du canton de La Motte ;

said limits and boundaries of the parish of Saint-Jacques-le-Majeur-de-Barraute, aforesaid ;

And we have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Saint-Jacques-le-Majeur-de-Barraute, to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Québec, to be hereunto affixed. WITNESS Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint-George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Québec, this TWENTY EIGHTH day of JANUARY, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty and in the tenth year of Our Reign.

By command,

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

494

Canada,  
Province of  
Québec.  
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

#### PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, )  
Deputy Attorney General. ) **W**HEREAS Albert Guay, secretary to the duly appointed Commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the Province of Québec, in and for the Roman Catholic Diocese of Haileybury, in Our Province of Québec, canonically acknowledge and erected by the Ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said Statutes transmitted to the Lieutenant-Governor of Our said Province of Québec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree of the Ecclesiastical authorities together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Saint-Luc-de-La Motte, in the county of Témiscamingue, in the said Roman Catholic Diocese of Haileybury, to be as follows, that is to say :

The territory to be erected into a parish, for civil purposes, under the name of "The parish of Saint-Luc-de-La Motte", in the county of Témiscamingue, is taken, in the townships of La Motte and of Malartie, and its limits are the following, to wit :

On the north, the boundary line between the eighth and the ninth ranges of the townships of La Motte ;

A l'est, les lacs La Motte et Malartic ;

Au sud, la ligne entre les huitième et neuvième rangs du canton de Malartic et le lac Malartic dans les deux cantons susnommés ;

A l'ouest, les cantons de Preissac et de Cadillac.

Le territoire—ainsi borné—s'établit à une superficie de trente-deux mille sept cent soixante-six (32 766) acres, plus ou moins.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes, confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Saint-Luc-de-La Motte, ci-dessus décrites ;

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Luc-de-La Motte, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable sir CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, dans Notre cité de Québec, dans Notre dite province de Québec, ce VINGT-NEUVIÈME jour de JANVIER, dans l'année de Notre Seigneur, mil neuf cent vingt et dans la dixième de Notre règne.

Par ordre,  
Le sous-secrétaire de la province,  
C.-J. SIMARD.

499

On the east, the lakes La Motte and Malartic ;  
On the south, the line between the eighth and the ninth ranges of the township of Malartic and the lake Malartic in the two aforesaid townships ;

On the west, the townships of Preissac and of Cadillac ;

The territory—thus bounded—covers an area of thirty two thousand seven hundred and sixty six (32, 766) acres, more or less.

Now KNOW YE, that we have confirmed, established and recognised and by these presents do confirm, establish and recognise the aforesaid limits and boundaries of the parish of Saint-Luc-de-La Motte, aforesaid ;

And we have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Saint-Luc-de-La Motte, to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint-George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this TWENTY NINTH day of JANUARY, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty and in the tenth year of Our Reign.

By command,  
C.-J. SIMARD,  
Assistant Provincial Secretary.

500

## Bill's privés, Parlement fédéral

## Private Bills, Federal Parliament

### CHAMBRE DES COMMUNES

### HOUSE OF COMMONS.

#### DEMANDE D'APPLICATION POUR BILLS PRIVÉS

#### NOTICE OF APPLICATION FOR PRIVATE BILLS.

Les demandes adressées au Parlement pour les bills privés doivent être annoncées par un avis publié au moins une fois par semaine durant cinq semaines consécutives dans la *Gazette du Canada* et dans quelques-une des principaux journaux ; le dit avis doit clairement indiquer la nature et les objets de la demande, et être signé par ou pour les pétitionnaires et donner l'adresse des pétitionnaires ou de leur agent.

Applications to Parliament for Private Bills shall be advertised by a notice published at least once a week for five consecutive weeks in the *Canada Gazette* and in certain leading newspapers ; such notice shall clearly state the nature and objects of the application, and be signed by or for the applicants and give the address of the applicants or their agent.

Une demande pour une loi constituant en corporation une banque ou une compagnie d'assurance, ou une compagnie fiduciaire ou de prêts, ou pour une compagnie industrielle ne sollicitant pas des pouvoirs extraordinaires ou exclusifs peut être annoncée dans la *Gazette du Canada* seulement.

Application for an act to incorporate a Bank, Insurance, Trust or Loan Company, or for an Industrial Company not applying for unusual or exclusive powers may be published in the *Canada Gazette* only.

La publication en bonne et due forme de l'avis doit être établie par déclaration statutaire adressée au greffier de la Chambre et portant à l'endos les mots "Avis de bill privé".

Due publication of notice shall be established by statutory declaration sent to the clerk of the House endorsed "Private Bill Notice".

Pour plus amples détails concernant la formule de l'avis et l'endroit où pareil avis doit être

For full particulars as to form of notice and place where same should be published, form of

publié, la formule de la demande et du bill projeté et l'endroit où la date ou les susdits doivent être enregistrés ou déposés, le chiffre des droits, etc., s'adresser au greffier de la Chambre des Communes, Ottawa, ou consulter les règlements de la Chambre des Communes, tels que publiés dans la *Gazette du Canada*.

Le greffier de la Chambre des Communes,  
469-6-5 W. B. NORTHRUP.

petition and proposed bill and time or date when same should be filed or deposited, amount of fees, etc., address The Clerk House of Commons, Ottawa, or see rules of the House of Commons as published in the *Canada Gazette*.

470-6-5 W. B. NORTHRUP,  
Clerk of the House of Commons.

### Lettres patentes

### Letters patent

#### "Eastern Canada Shoe Company, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingtième jour de janvier 1920, constituant en corporation : Charles Cantin, négociant ; Raymond Cantin, marchand ; William Desbiens, gérant ; Blanche Drolet et Flore Ida Bédard, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Fabriquer, acheter, vendre tout article de cuir, agir comme manufacturiers et commerçants de chaussures, harnais, sacs de voyage et tout autre article se rapportant à ce commerce ;

Exercer le commerce et l'industrie de tanneurs, corroyeurs, teinturiers, fabricants et négociants en gros et en détail de peaux de toutes sortes, cuirs, huiles, produits chimiques ;

Acheter, vendre, fabriquer, commercer les produits chimiques, teintures, vernis, huiles ou aucun des produits relatifs à ses affaires, ainsi que les matériaux bruts pour les objets de la compagnie ;

Produire, fabriquer, acheter et vendre tout produit faisant, de quelque façon que ce soit, directement ou indirectement, l'objet de quelque commerce ou industrie ;

Acquérir tout fonds de commerce et raison sociale, droits de patente, la machinerie, les créances, l'achalandage de quelque industrie ou commerce, qu'il soit en rapport ou non avec le commerce de la compagnie, pourvu qu'il soit jugé dans son intérêt ;

Acheter ou autrement acquérir des parts, obligations, débetures, intérêts ou autres valeurs dans d'autres compagnies ou corporations et se joindre à d'autres compagnies incorporées ou à être incorporées, et les payer en parts acquittées ;

Acquérir par achat, échange, louage, concession ou par aucun autre titre légal, aucune propriété mobilière ou immobilière que la compagnie jugera avantageux d'acheter, directement ou indirectement, pour les fins du commerce de la compagnie ou comme placement ; construire et ériger des fabriques, entrepôts, boutiques et autres bâtisses quelconques nécessaires ou utiles aux fins de ladite compagnie, et généralement toute propriété mobilière ou immobilière qu'elle jugera à propos de construire et d'acquérir, ainsi que le droit de les louer, vendre et aliéner ;

Emprunter tous les montants que la compagnie jugera utiles et nécessaires pour les fins de ses entreprises et ce en aucun temps et aussi souvent qu'elle le jugera à propos, et faire lesdits emprunts aux termes et conditions et en donnant les garanties et hypothèques que la compagnie trouvera raisonnables ;

Tirer, faire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, obligations, débetures, mandats et autres instruments négociables et transportables ;

Émettre des actions acquittées de la compagnie

#### "Eastern Canada Shoe Company, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1920, incorporating Charles Cantin, merchant, Raymond Cantin, merchant, William Desbiens, manager, Blanche Drolet and Flore Ida Bédard, all of the city of Quebec, for the following purposes :

To manufacture, buy, sell any leather, article, act as manufacturers of and dealers in boot and shoe, harness, satchels and any other article relating to said business ;

To carry on the trade and business of tanners, curriers, dyers, manufacturers of and wholesale and retail dealers in hides of all kinds, leather, oil, chemical products ;

To buy, sell, manufacture and deal in chemical products, dyes, varnish, oil or any products incidental to its business, and also all raw products for the company's objects ;

To produce, manufacture, buy and sell any product being in any way whatever, directly or indirectly, the object of any business or trade ;

To acquire any stock in trade and trade name, patent rights, machinery, credits, goodwill of any trade or business, connected or unconnected with the business of the company, provided it be deemed to be in the interest of the company ;

To buy or otherwise acquire shares, bonds, debentures, interests or other securities in other companies or corporations and to amalgamate with other companies incorporated or to be incorporated, and pay for the above with paid up shares ;

To acquire by purchase, exchange, lease, concession or by any other legal title, any moveable or immovable property which the company may think advantageous to buy, directly or indirectly, for the business purposes of the company or as investment ; to construct and erect factories, warehouses, shops and other buildings whatever necessary or useful for the purposes of said company, and generally any moveable or immovable property it may think fit to build upon and acquire, together with the right to lease, sell and alienate same ;

To borrow any amounts which the company may think useful and necessary for the purposes of its undertakings and that at any time and as often it may think proper and to contract such loans upon such terms and conditions and such guarantees and hypothecs as the company may think fit ;

To draw, make, accept, endorse, pay and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, bonds, debentures, warrants and other negotiable and transferable instruments ;

To issue paid up shares of the company in

en paiement d'aucune marchandise, propriété mobilière et immobilière qu'elle pourra détenir ou qu'elle détiendra ou les services rendus ou futurs ;

Exercer tous les autres pouvoirs qui seront nécessaires ou jugés utiles à l'exercice des pouvoirs accordés par la présente à la compagnie, sous le nom de "Eastern Canada Shoe Company, Limited", avec un capital social de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents piastres (\$99,900.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (999) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de janvier 1920.

Le sous-secrétaire de la province,

371-5-2

C.-J. SIMARD.

#### "Bouvier, Limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour de janvier 1920, constituant en corporation : Vital-Pierre Bouvier, gérant, Gabrielle Vézina, secrétaire, Rodolphe DeSerres, avocat, Joseph Laurent et Willie Quevillon, comptables, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce de pianos, phonographes, d'instruments de musique de tout genre quelconque et de tous les objets, matières et articles d'aucune espèce se rapportant à ces commerces ;

Manufacturer, importer, exporter, acheter et vendre tous les objets compris dans lesdits commerces ;

Acquérir par achat, par bail ou autrement, de toute personne, société ou compagnie, comme une affaire en opération, ou autrement, tout fonds de commerce, de personne, société ou compagnie exerçant les commerces ci-dessus mentionnés ;

Acquérir et assumer l'actif et le passif d'aucune personne, société ou corporation exerçant aucun commerce en tout ou en partie semblable à ceux que la compagnie est autorisée à exercer ou qui possède des biens convenant aux fins de la compagnie et les payer en numéraire ou en actions entièrement libérées et non sujettes à appel du capital corporatif, suivant qu'on le jugera à propos ;

De payer tous services rendus à la compagnie ou requis par elle, ou pour toute acquisition de la compagnie, en actions libérées de la compagnie, ou partie en actions libérées et partie en deniers comptants ;

S'unir à, faire société ou conclure aucun arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la concession réciproque ou autrement avec aucune personne, société ou corporation exerçant aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter à la compagnie directement ou indirectement ;

De faire toutes opérations, commerces, industries, transactions, échanges, opérations financières, de nature à profiter à la compagnie et à lui aider à remplir les fins susdites, sous le nom de "Bouvier, Limitée", avec un capital social de quarante-neuf mille neuf cents piastres (\$49,900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de janvier 1920.

Le sous-secrétaire de la province,

389-5-2

C.-J. SIMARD.

payment of any merchandise, moveable and immoveable property which it may or will hold or services rendered or to be rendered ;

To exercise all other powers which may be necessary or deemed useful for the carrying on of the powers granted herein to the company, under the name of "Eastern Canada Shoe Company, Limited", with a capital stock of ninety nine thousand nine hundred dollars (\$99,900.00), divided into nine hundred and ninety (999) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Québec, in the district of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of January, 1920.

C. J. SIMARD,

372-5-2

Assistant Provincial Secretary.

#### "Bouvier, Limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the nineteenth day of January, 1920, incorporating Vital Pierre Bouvier, manager, Gabrielle Vézina, secretary, Rodolphe DeSerres, advocate, Joseph Laurent and Willie Quevillon, accountants, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To deal in pianos, phonographs, musical instruments of every kind whatever and in all objects, materials and articles of any kind incidental to the above businesses ;

To manufacture, import, export, buy and sell all the objects included in the said businesses ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, from any person, firm or company, as a going concern or otherwise, any stock in trade of individuals, firms or companies carrying on the businesses above mentioned ;

To acquire and take over the assets and liabilities of any person, firm or corporation carrying on any business in whole or in part similar to those which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to pay for the same in cash or in fully paid and non-assessable shares of the capital stock, as may be deemed fit ;

To pay for all services rendered to the company or required by it, or for any acquisition of the company, in paid up shares of the company, or partly in paid up shares or partly in cash ;

To enter into any amalgamation, partnership or arrangement for sharing of profits, union of interests, reciprocal concession or otherwise with any person, firm or corporation carrying on any business capable of being carried on so as, directly or indirectly, to benefit the company ;

To carry on all operations, businesses, industries, transactions, exchanges, financial operations calculated to benefit the company and to assist it in the attainment of the aforesaid purposes, under the name of "Bouvier, Limitée", with a capital stock of forty nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00) divided into four hundred and ninety nine (499) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of January, 1920.

C. J. SIMARD,

390-5-2

Assistant Provincial Secretary.

**"Ocmi Compagnie, Limitée—Ocmi Company, Limited".**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour de janvier 1920, constituant en corporation : Octave Michaud, marchand, Dame Maria Parent Michaud, épouse du dit Octave Michaud, dûment autorisée par son dit époux, Albert Michaud, marchand, Michel Michaud, commis, Elzéar-Auguste Côté, avocat, tous de Rimouski, dans les buts suivants :

Exercer tous commerces ou aucun d'iceux, en gros et au détail, comme fabricants, manufacturiers, producteurs, marchands, intermédiaires, agents de ventes, propriétaires d'entrepôts, importateurs et exportateurs, négociants de toutes les catégories d'effets, denrées, marchandises et produits, sans restrictions quant à l'espèce de produits et marchandises et spécialement la fabrication, préparation, vente de peinture, huile et leurs dérivés ;

Exercer aucun autre commerce, de fabrication ou autre, que la compagnie jugera susceptible d'être convenablement exercé en rapport avec son négoce ou propre, directement ou indirectement à accroître la valeur et à rendre profitables les biens ou droits de la compagnie ;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété mobilière ou immobilière, et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux fins de la compagnie ; émettre aussi en paiement des actions, obligations et débetures entièrement libérées et non sujettes à appel ;

Demander, acquérir, louer et céder des marques de commerce, dessins industriels, brevets et droits de brevets, licences et privilèges se rattachant à toutes inventions jugées utiles et avantageuses pour la compagnie, et les fabriquer, utiliser, exercer et les exploiter ;

Acheter, louer, ériger et construire des bâtiments, usines et machineries, faire l'acquisition de terrains qui seraient avantageux ou nécessaires aux fins de la compagnie ;

Emprunter sur le crédit de la compagnie, hypothéquer ou donner en garantie les immeubles, ou donner en garantie les biens meubles de la compagnie ou donner ces deux espèces de garanties, pour assurer le paiement de ces emprunts ;

Exercer tous les pouvoirs que confère la loi des compagnies de Québec, sous le nom de "Ocmi Compagnie, Limitée—Ocmi Company, Limited", avec un capital social de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Germain de Rimouski, dans le district de Rimouski.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de janvier 1920.

Le sous-secrétaire de la province.

393—5-2

C.-J. SIMARD.

**"Ocmi Compagnie, Limitée—Ocmi Company, Limited".**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1920, incorporating : Octave Michaud, merchant, Dame Maria Parent Michaud, wife of the said Octave Michaud, duly authorized by her said husband, Albert Michaud, merchant, Michel Michaud, clerk, Elzéar Auguste Côté, advocate, all of Rimouski, for the following purposes :

To carry on any business or businesses, wholesale and retail, as manufacturers, makers, producers, merchants, intermediaries, sales agents, warehouse owners, importers and exporters, dealers in all categories of goods, wares, merchandise and products, without restrictions as to kind of products and merchandise and particularly the manufacture, preparation, sale of paint, oil and their derivatives ;

To carry on any other business, manufacturing or otherwise that the company may deem fit to be suitably carried on in connection with its trade or directly or indirectly suitable to increase the value of and render profitable the property or rights of the company ;

To acquire or assume the whole or any part of the business, moveable or immoveable property and assets of any person or company carrying on any business that the present company is authorized to carry on or holding property suitable for the purposes of the company, to also issue in payment fully paid and non assessable shares, bonds and debentures ;

To apply for, acquire, lease and convey trade marks, industrial designs, patents and patent rights, licenses and privileges connected with any inventions deemed useful and advantageous for the company and manufacture, make use of, exercise and exploit same ;

To purchase, lease, erect and construct buildings, workshops and machinery, acquire lands that may be advantageous or necessary for the purposes of the company ;

To borrow upon the credit of the company, hypothecate or pledge the immoveables or pledge the moveable property of the company or give both such kind of securities to guarantee the payment of the said loans ;

To exercise all the powers that the Quebec Companies' Act confer, under the name of "Ocmi Compagnie, Limitée—Ocmi Company, Limited", with a capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00) divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporations, will be at Saint Germain de Rimouski, in the district of Rimouski.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of January, 1920.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

**"Rubber Company of Canada, Limited".**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de janvier 1920 constituant en corporation : Walter Robert Lorimer Shanks, Gerald-Augustine Coughlin, Frank Breadon, common, avocats ; Francis George Bush, teneur de livres ; Herbert William

**"Rubber Company of Canada, Limited".**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of January, 1920, incorporating Walter Robert Lorimer Shanks, Gerald Augustine Coughlin, Frank Breadon Common, advocates ; Francis George Bush, bookkeeper ; Herbert

Jackson, Michael-Joseph O'Brien, commis, et Alexander Gordon Yeoman, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes :

Faire affaires comme manufacturiers, importateurs, exportateurs et trafiquants de caoutchouc, cuir, feutre et de leurs dérivés, des bottines, souliers, de la chaussure, des pneus, articles en caoutchouc vulcanisé, imperméables et autres effets d'accoutrement, nécessaires de toilette, peignes, brosses, sacs à eau chaude et autres affluets des pharmaciens et coiffeurs, manche à eau, ceinture, ainsi que d'autres effets, denrées et marchandises de toute nature et description dans la fabrication desquels on emploie ou on peut employer le caoutchouc, le cuir, le canevas ou le feutre ;

Acheter, vendre, manufacturer, affiner, refaire, exporter, importer et trafiquer de toutes matières premières, machines, des appareils et choses propres à servir à aucune industrie que la compagnie est autorisée à exercer, ou indispensables aux clients ou personnes en relations d'affaires avec la compagnie ;

Exercer aucun autre commerce (de fabrication ou autre) que la compagnie jugera susceptible d'être convenablement exercé en rapport avec le commerce de la corporation, ou propre, directement ou indirectement à accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou à les rendre profitables ;

Bâtir, acheter ou autrement acquérir, posséder, utiliser, détenir, vendre, céder, transférer ou autrement aliéner et exploiter, aux fins de la compagnie mais non comme voituriers ordinaires, des locomotives, chars, navires, vaisseaux, bateaux, péniches et autres moyens de transport de toute espèce et nature ;

Acquérir par achat, concession, échange, ou par autre titre légal, aussi construire, bâtir, exploiter, entretenir et gérer des fabriques, moulins, entrepôts, gares, usines, boutiques, remises à engins et autres structures et constructions nécessaires à son commerce ainsi que toute autre propriété mobilière et immobilière, nécessaire et utile à la réalisation d'aucun des objets de la compagnie, aussi les louer, vendre et en disposer :

Développer et exploiter une ou plusieurs forces hydrauliques, générer, produire et accumuler les énergies électriques et électro-motrices, ou agent semblable générateur de lumière, de chaleur ou de force motrice, pour les fins de la compagnie, avec pouvoir de fournir, vendre ou autrement disposer d'aucun excédant non requis de lumière, de chaleur ou d'énergie en faveur d'aucune corporation dont les parts sont en majorité possédées ou contrôlées par la présente compagnie ; pourvu que les pouvoirs précédents, lorsqu'exercés, restent régis par toutes les lois provinciales et fédérales ou par la charte octroyée en vertu d'icelles ainsi que par les ordonnances et règlements municipaux y relatifs.

Construire, entreprendre, entretenir, améliorer, gérer, exécuter, contrôler et surveiller des chemins, routes, tramways, termini, voies ferrées latérales ou terrains que possède ou contrôle la compagnie, des ponts, réservoirs, cours d'eau, droits de flottage, pouvoirs hydrauliques, lots de grève, aqueducs, quais, structures hydrauliques, usines électriques et autres ainsi que les commodités qui paraîtront directement ou indirectement appropriés ou utiles à aucun des objets de la compagnie, aussi contribuer, subventionner ou autrement aider ou prendre part à aucunes telles opérations ;

Conclure, avec aucunes autorités gouvernementales, municipales, locales ou autres, aucun

William Jackson, Michael Joseph O'Brien, clerks ; and Alexander Gordon Yeoman, stenographer, all of the City and District of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of manufacturers, importers and exporters of and dealers in rubber, leather and felt, and the by-products thereof, boots, shoes, footwear, tires, rubber molded goods, raincoats and other articles of clothing, dressing-cases, combs, brushes, hot water bags and other druggists' and hairdressers' supplies, hose, belting, matting and other goods, wares and merchandise of every kind and description in which rubber, leather, canvas or felt is or may be used ;

To buy, sell and manufacture, refine, regenerate, export and import and deal in all raw materials, machinery, apparatus and things capable of being used in any business which the company is authorized to carry on or required by any customers of or persons having dealings with the company ;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business of the company, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To build, purchase or otherwise acquire, own, use, hold, sell, assign and transfer or otherwise dispose of and to operate for the purposes of the company, but not as common carrier, locomotives, cars, vessels, ships, boats, barges and other means of transportation of every kind and nature ;

To acquire by purchase, concession, exchange or other legal title, and to construct, erect, operate, maintain and manage all factories, mills, warehouses, depots, machine shops, engine houses and other structures and erections necessary for its business and all other property moveable and immoveable, necessary and useful for the carrying on of any of the purposes of the company, and to lease, sell and dispose of the same ;

To develop and operate any water power or water powers and to generate, produce and accumulate electric and electro-motive forces, or other similar agency for the production of light, heat or power, for the purposes of the company, with power to supply, sell or otherwise dispose of any excess not required for light, heat or power purposes to any corporation, the majority of whose shares are owned or controlled by this company ; provided that the foregoing powers when exercised shall be subject to all Provincial and Dominion laws or the charters heretofore granted thereunder and to municipal by-laws and regulations in that behalf ;

To construct, carry out, maintain, improve, manage, work, control and superintend any roads, ways, tramways, terminals and railway sidings on lands owned or controlled by the company, bridges, reservoirs, storage stations, water courses, water rights, water powers, water lots, aqueducts, wharves, hydraulic works, electric works and other works and conveniences which may seem directly or indirectly conducive to or convenient for any of the objects of the company, and to contribute to, subsidize or otherwise aid or take part in any such operations ;

To enter into any arrangement with any authorities, governmental and municipal, local

arrangement qui semblera approprié aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux, et obtenir d'aucunes telles autorités aucuns droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, aussi remplir, exercer et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions ;

Solliciter, obtenir, enrégistrer, acheter, louer, licencier à royauté ou autrement, acquérir, détenir, utiliser, posséder, exploiter, introduire, vendre céder, ou autrement disposer de marques et noms de commerce, brevets d'invention, améliorations et procédés, sous enregistrement ou non, utiles au commerce de la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis relatifs, ou autrement faire valoir ces marques, noms de commerce, inventions, permis, procédés et choses semblables ainsi que tous autres biens ou droits ;

Fonder et sustenter, aider à fonder et sustenter des associations, institutions, fonds, fiducies, avantages propres à profiter aux employés actuels ou anciens de la compagnie (ou de ces prédécesseurs en affaires), les personnes qui en dépendent ou leurs parents, accorder des pensions et gratifications, faire des paiements d'assurance en faveur d'aucune telle personne, émettre, acheter et acquérir des actions, obligations et valeurs de la compagnie pour aucunes telles fins, détenir aucunes actions, obligations et valeurs ainsi achetées et acquises, en fiducie, pour les bénéficiaires, en vertu d'aucun fidéicommiss ou fonds ainsi créé par la compagnie ;

Emettre et repartir des actions entièrement libérées du capital de la compagnie en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété foncière personnelle, mobilière, immobilière ou mixte, ainsi que des droits et concessions achetés ou acquis par la compagnie ;

Acheter, acquérir, posséder, détenir, vendre et rémettre les actions, le capital, les débentures, obligations et les autres valeurs d'aucune compagnie ou corporation, et les payer en tout ou en partie en numéraire, en actions, parts, obligations, débentures ou avec d'autres valeurs de la compagnie, aussi gérer, exploiter et administrer, comme gérant, la propriété, les franchises, entreprises et affaires d'aucune compagnie dont les actions, obligations, débentures ou autres valeurs sont détenues par la corporation, moyennant la rémunération qui sera jugée raisonnable et appropriée, garantir le paiement du capital, des dividendes et de l'intérêt sur les actions, obligations, débentures ou autres valeurs ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ;

Se fusionner ou s'unir avec aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie ;

Acquérir aussi par achat, bail, ou autrement, la propriété, les franchises, l'entreprise et le commerce d'aucune telle compagnie, en assumer le passif, et les payer en tout ou en partie avec du numéraire, des actions, obligations ou d'autres valeurs de la compagnie ;

Organiser et devenir actionnaire dans une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucun autre objet qui semblera directement ou indirectement propre à profiter à la compagnie, garantir aussi le paiement du capital, des dividendes et de l'intérêt sur les actions, le capital, les obligations, débentures et autres valeurs ainsi que de l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ;

Faire société ou aucune convention relativement au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la con-

or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them and to obtain from any such authorities any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions ;

To apply for, obtain, register, purchase, lease or license on royalty or otherwise, acquire and hold, use, own, operate and introduce and to sell, assign or otherwise dispose of any trade marks, trade names, patents of invention, improvements and processes under registration or otherwise, useful to the business of the company, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of or otherwise turn to account any such trade marks, trade names and inventions, licenses, processes and the like or any such other property or rights ;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependants or connections of such persons and to grant pensions and allowances to and to make payments towards insurance of any such persons and to issue, purchase and acquire shares, bonds and securities of the company for any such purposes, and to hold any shares, bonds and securities so purchased and acquired in trust for the beneficiaries under any trust or funds so created by the company ;

To issue and allot fully paid up shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any property, real, personal, moveable, immoveable or mixed, and of any rights and concessions purchased or acquired by the company ;

To purchase and acquire and to own, hold, sell and reissue the shares, stock, debentures, bonds, and other securities of any company or corporation and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, stock, bonds, debentures or other securities of the company, and to manage and to operate and carry on as manager the property, franchises, undertaking and business of any company any of whose shares, bonds, debentures or other securities are held by the company, for such remuneration as may be deemed reasonable and proper, and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, bonds, debentures or other securities and the performance of contracts by any such company ;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, and to acquire by purchase, lease or otherwise, the property, franchises, undertaking and business of any such company, and to assume the liabilities thereof and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, bonds or other securities of the company ;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company ;

To enter into partnership or any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or

cession réciproque, ou autre, avec aucune compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la corporation est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou à aucun commerce ou genre d'affaires susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie ;

Prêter de l'argent, garantir des contrats, ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie, souscrire ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, aussi les vendre, les détenir, les rémettre avec ou sans garantie, ou autrement en disposer ;

Acquérir l'achalandage, la propriété, les droits, l'actif, assumer aussi le passif d'aucune personne, société ou compagnie endettée envers la corporation, ou transigeant aucun négoce semblable à celui qu'exerce la compagnie, et les payer en numéraire, ou en actions, débetures, obligations ou autres valeurs de la compagnie, ou autrement ;

Vendre, louer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, des droits, franchises et entreprises de la compagnie moyennant le prix que la corporation jugera convenable, et particulièrement pour des actions, débetures, obligations et autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la corporation ;

Acheter, louer ou autrement acquérir, détenir, avoir la jouissance, l'exercice et l'efficacité de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, des franchises, de l'achalandage, des droits, pouvoirs et privilèges que détiennent ou dont jouit aucune personne, société, ou compagnie exerçant ou constituée pour exercer aucun commerce en tout ou en partie semblable à celui que la compagnie est autorisée à exercer, soit en son nom personnel ou au nom d'aucune telle personne, société ou compagnie, et payer ces biens, franchises clientèle, droits, pouvoirs et privilèges totalement ou partiellement en numéraire, totalement ou partiellement en actions libérées de la compagnie ou autrement, assumer aussi le passif d'aucune telle personne, société ou compagnie ;

Consentir des avances pécuniaires aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucunes telles personnes ou compagnies ;

Accepter en paiement d'aucune dette due à la compagnie le capital, les actions, obligations, débetures ou les autres valeurs d'aucune autre corporation ;

Prêter, placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée ;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débetures, ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre compagnie ou corporation, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation, par une ou plusieurs autres personnes avec lesquelles la compagnie pourra se trouver en relations d'affaires ;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou cessibles ;

Rémunérer par paiement en argent, ou avec l'assentiment des actionnaires, en actions, obligations ou d'aucune autre manière une ou plusieurs personnes ou corporations, de leurs services rendus ou futurs, en faisant souscrire, aidant à faire souscrire ou garantissant la souscription d'aucune action du capital corporatif, dans ou à l'occasion de la formation ou de l'organisation de la compagnie, ou dans la gestion de ses affaires ;

otherwise, with any company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company ; to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company ; to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, reissue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same ;

To acquire the goodwill, property, rights and assets and assume the liabilities of any person, firm or company indebted to the company, or transacting any business similar to that conducted by the company and to pay for the same in cash, or in shares, debentures, bonds or other securities of the company or otherwise ;

To sell, lease or otherwise dispose of the property, rights, franchises and undertakings of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds and other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company ;

To purchase, lease or otherwise acquire and to hold, enjoy, exercise and carry on all or any of the property, franchises, goodwill, rights, powers and privileges held or enjoyed by any person or firm or by any company carrying on or formed for carrying on any business similar in whole or in part to that which the company is authorized to carry on, either in its own name or in the name of any such person, firm or company, and to pay for such property, franchises, goodwill, rights, powers and privileges wholly or partly in cash or wholly or partly in paid up shares of the company or otherwise, and to undertake the liabilities of any such person, firm or company ;

To make cash advances to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons or companies ;

To accept in payment of any debt due to the company stock, shares, bonds, debentures or other securities of any company ;

To lend, invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined ;

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any other person or persons with whom the company may have business relations ;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants or other negotiable or transferable instruments ;

To remunerate by payment in cash, or with the approval of the shareholders, in stock, bonds or any other manner any person or persons or corporation or corporations, for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of stock of the company or in or about the formation or promotion of the company or in the conduct of its business ;

Distribuer en espèces ou autrement, tel que décidé, aucunes valeurs de la compagnie, à ses sociétaires, et spécialement les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie qui pourrait assumer la totalité ou aucune partie de l'actif ou du passif de la compagnie ;

Faire tout ce qui est nécessaire, convenable, avantageux ou approprié à l'accomplissement ou à la réalisation de l'un ou plusieurs d'entre les objets de la compagnie, et qui lui paraîtra ou pourra lui paraître, en aucun temps, nécessaire à la protection ou au bien de la compagnie ou de ses propriétés ;

Et généralement faire toutes les choses qui se rattachent à la réalisation des objets de la corporation, sous le nom de "Rubber Company of Canada, Limited", avec un fonds social de deux millions de piastres (\$2,000,000), divisé en vingt mille (20,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de janvier 1920.

L'assistant-sous-secrétaire suppléant de la province,

397-5-2

ALEC. DESMEULES

"L. G. Beaubien & Cie, Limitée—L. G. Beaubien & Co., Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour de janvier 1920, constituant en corporation Louis de Gaspé Beaubien, Charles-Henri Branchaud, Albert Stewart McNichols, tous trois de la cité d'Outremont, district de Montréal, agents de change ; Frank Pauzé, gérant, et Georges Bernard, comptable, ces deux derniers de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants :

Souscrire, garantir et acquérir par achat, échange ou autre titre légal et détenir absolument comme propriétaire, ou par voie de garantie collatérale ou autrement, et vendre, garantir la vente, céder, transférer ou autrement disposer ou trafiquer des obligations, débetures et autres preuves de dettes, stocks, actions et autres valeurs de tout gouvernement ou corporation municipale ou scolaire, de banque, compagnie d'utilité publique, commerciale, industrielle ou autres, ou corporation, individu ou association ; transiger et exercer généralement les affaires d'agents de change, de courtage et d'une compagnie financière, agir comme agents et courtiers pour l'achat, vente, amélioration, développement, grâce de toute propriété, industrie et entreprise ;

Offrir par souscription publique toutes actions, stocks, obligations, débetures et autres preuves de dettes ou autres valeurs de tout gouvernement, corporation, compagnie, individu ou association, et consentir des prêts ou avances de fonds sur iceux ;

Promouvoir, organiser, gérer ou développer toute corporation ou compagnie ;

Placer les fonds de la compagnie non immédiatement requis en tels placements qui seront déterminés de temps à autre ;

De temps à autre demander, acheter ou acquérir par cession, transférer ou autrement, et exercer et jouir de tout statut, ordonnance, ordre, permis, concession, droit ou privilège que tout gouvernement ou autorité suprême, municipale, locale ou toute corporation ou autre corps public peuvent avoir le pouvoir de décréter, faire ou

To distribute in specie or otherwise as may be resolved any assets of the company among its members and particularly the shares, bonds, debentures or other securities of any other company that may take over the whole or any part of the assets or liabilities of the company ;

To do all and everything necessary, suitable, convenient or proper for the accomplishment or attainment of any one or more of the objects of the company to which shall or may at any time appear to be necessary for the protection or benefit of the company or of its properties ;

And generally to do all such things as are incidental to the carrying out of the objects of the company, under the name of "Rubber Company of Canada, Limited", with a capital stock of two million dollars (\$2,000,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of January, 1920.

ALEX. DESMEULES,

398-5-2

Acting Asst. Prov. Secretary.

"L. G. Beaubien & Cie, Limitée—L. G. Beaubien & Co., Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1920, incorporating : Louis de Gaspé Beaubien, Charles-Henri Branchaud, Albert Stewart McNichols, all three of the city of Outremont, stock brokers, Frank Pauzé, manager, and Georges Bernard, accountant, of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To subscribe for, under title, and acquire by purchase, exchange, or other legal title, and to hold either absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, guarantee the sale of, and to assign, transfer or otherwise dispose of or deal in bonds, debentures and other evidences of indebtedness, stocks, shares and other securities of any government or municipal or school corporation, or of any banking, public utility, commercial, industrial or other company or corporation or individual or association ; to transact and carry on a general financial company and brokerage business, and to act as agents and brokers for the purchase, sale, improvement, development and management of any property, business or undertaking ;

To offer for public subscription any shares, stocks, bonds, debentures and other evidences of indebtedness, or other securities of any government, corporation, company, individual or association, and to make loans or advances of monies thereon ;

To promote, organize, manage or develop any corporation or company ;

To invest the funds of the company not immediately required, in such investments as may from time to time be determined ;

From time to time to apply for, purchase, or acquire by assignment, transfer or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any statute, ordinance, order, license, power, authority, concession, right, or privilege which any government or authority, supreme, municipal or local, or any corporation or other public body may be empow-

octroyer et approprier aucun des stocks, obligations et biens de la compagnie au paiement et acquittement des frais, charges et dépenses encourues ;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer et autrement acquérir toute propriété foncière et personnelle que la compagnie juge vu nécessaire ou désirable, et vendre, améliorer, gérer, développer, louer, disposer, faire valoir et autrement trafiquer de la totalité ou de toute partie de la propriété de la compagnie ;

Vendre, louer ou autrement disposer de tout ou partie des biens et de l'entreprise de la compagnie, pour telle compensation que la compagnie jugera convenable, et en partie pour des actions, obligations, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie ;

Conclure des arrangements pour le partage des bénéfices, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autrement avec toute personne ou compagnie exerçant ou engagée ou se proposant d'exercer ou entreprendre toute industrie ou transaction que cette compagnie est autorisée d'exercer ou entreprendre, ou de nature à augmenter la valeur des propriétés ou la valeur de la compagnie, prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, obtenir, réémettre avec ou sans garantie ou autrement en disposer ;

Émettre des actions libérées, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs en paiement total ou partiel de toute propriété foncière ou personnel, mobilière ou immobilière, ou autres droits, bail, affaires, franchises, entreprises, privilèges, permis ou concessions que la compagnie peut également acquérir, et en paiement des services rendus à la compagnie par voie de promotion ou autrement, et émettre des actions libérées, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie, en paiement total ou partiel ou en échange d'actions, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie faisant des affaires semblables à l'industrie de cette compagnie ou s'y rapportant ;

D'hypothéquer, nantir ou mettre en gage pour garantir le paiement des bons, obligations, débetures et débetures-stocks que la compagnie peut émettre, les biens mobiliers et immobiliers, présents ou futurs qu'elle possède ou possèdera en cette province, séparément ou conjointement et en tout ou en partie ;

De consentir par l'entremise de leurs officiers autorisés à un ou plusieurs fidéicommissaires, pour assurer le paiement de tels bons, obligations, débetures et débetures-stocks, tous actes constituant une hypothèque, un gage ou un nantissement sur les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs que la compagnie possède ou possèdera dans la province ;

Lever, aider à lever des fonds, aider au moyen de boni, prêts, promesses, endossements, garantie d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation, individu ou associations avec lesquels cette compagnie peut avoir des relations commerciales, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation, individu ou association ou par aucune autre personne ou personnes avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations commerciales ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ou compagnies ayant, en tout ou en partie, des objets semblables à ceux énumérés dans les présentes à tels termes qui peuvent être agréés ;

Payer à même les fonds de la compagnie toutes

ered to enact, make or grant, and to appropriate any of the company's stock, bonds, and assets to pay and defray the necessary costs, charges and expenses thereof ;

To purchase, take on lease, or in exchange, hire, and otherwise acquire, any real and personal property which the company may think necessary or desirable, and to sell, improve, manage, develop, lease, dispose of, turn to account, and otherwise deal with all or any part of the company's property ;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company ;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to engage in, or calculated to enhance the value of the company's properties or securities, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal in the same ;

To issue paid-up shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities for the payment either in whole or in part, of any property, real or personal, movable or immovable property, or other rights, lease, business, franchise, undertaking, power, privilege, license or concession which the company may lawfully acquire and in payment of services rendered to the company, by way of promotion or otherwise, and to issue fully paid-up shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company, in payment or part payment of, or in exchange for shares, bonds, debentures, debenture stock, or other securities of any other company doing business similar or incidental to the business of this company ;

To hypothecate, mortgage or pledge to secure the payment of the bonds, obligations, debentures and debenture-stocks which the company may issue, the moveable and immoveable property, present or future, it now owns or may own in this province, separately or jointly and in whole or in part ;

To give, through its duly authorized officers, to one or more trustees, to secure the payment of such bonds, obligations, debentures, debenture-stocks, all deeds constituting a hypothec, mortgage or pledge on the moveable or immoveable property, present or future, which the company now own or may own in the province ;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any corporation, company, individual or association, with which this company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, individual or association, or by any other persons with whom the company may have business relations ;

To amalgamate with any other company or companies having objects altogether or in part similar to those herein enumerated on such terms as may be agreed upon ;

To pay out of the funds of the company, all or

ou aucune des dépenses de sa formation ou organisation, ou s'y rapportant, et employer, passer des contrats et pourvoir à la rémunération de courtiers, agents à commission et souscripteurs lors de toute émission d'actions, obligations, débetures, actions-débetures et autres valeurs;

Distribuer, en nature, parmi les actionnaires de la compagnie, toute propriété de la compagnie et en particulier toutes actions, débetures ou valeurs d'autres compagnies appartenant à la compagnie ou desquelles la compagnie peut avoir le pouvoir de disposer;

Prendre et recevoir sur dépôts comme dépositaires pour la garde et l'emmagasinage de bijoux, piéces d'argent, argent, espèce, lingots, stocks, obligations, garanties, papiers et documents, et en général toute sorte d'objets de valeur quelconque, et de louer des voûtes, coffres de sûreté et autres objets de sûreté pour les usages, objets et bénéfices de ladite compagnie; et pour avoir le pouvoir en général de faire exécuter toutes autres affaires et choses y ayant rapport et nécessaires pour promouvoir ces objets;

Construire, maintenir et mettre en opération, ou louer des bâtisses et constructions convenables pour la réception et l'emmagasinage des biens personnels de toute nature et espèce; agir comme agents, consignataires et dépositaires d'iceux, et prendre toute sorte de biens personnels en dépôts et en sûreté, aux conditions qui pourront être convenues, et faire des prêts sur iceux;

Lorsque le montant dû pour l'usage d'aucun coffre de sûreté ou boîtes dans les voûtes de la compagnie n'aura pas été payé durant un an, la compagnie aura, après l'expiration de telle année, le droit d'envoyer à la personne ou personnes au nom de laquelle ou desquelles telle boîte ou coffre de sûreté sont entrés dans les livres de la compagnie un avis par écrit contenu dans une lettre affranchie, enregistrée à telle personne ou personnes à son adresse ou à leurs adresses respectives de bureau de poste, telles qu'entrées dans les livres de ladite compagnie, notifiant telle personne ou personnes que si le montant dû alors pour l'usage de tel coffre de sûreté ou boîte n'est pas payé sous soixante jours de la date de tel avis, la compagnie aura le droit de faire ouvrir tel coffre de sûreté ou boîte conformément aux dispositions de cette section; et si tel montant n'est pas payé sous soixante jours, ladite compagnie aura le droit de faire ouvrir tel coffre de sûreté ou boîte en la présence du président ou secrétaire de la compagnie et d'un notaire public, non officier ou employé de ladite compagnie, et les contenus d'iceux, s'il y en a, seront scellés par ledit notaire public dans un paquet sur lequel ledit notaire public marquera distinctement les noms et adresses de la personne ou personnes au nom ou noms desquelles tel coffre de sûreté ou boîte sont entrés dans les livres de la compagnie, et le paquet ainsi scellé et adressé et marqué pour identification par tel notaire public sera placé par tel notaire public dans un des coffres de sûreté ou boîte de ladite compagnie, sujet à son privilège ou droit de rétention;

Agir comme agent dans le but d'enregistrer, émettre et contre-signer les transferts et certificats de stocks, obligations, débetures ou autres obligations de la Puissance du Canada ou aucune province d'icelle, ou de toute corporation, association ou municipalité, et recevoir et administrer le fonds d'amortissement aux conditions qui peuvent être convenues;

De payer pour tous services rendus à la compagnie ou requis par elle, et pour toute acquisition

any of the expenses of, or incidental to the formation and organization thereof, and to employ, contract with and provide for the remuneration of brokers, commission agents and underwriters, on any issue of shares, bonds, debentures, debenture stock, or other securities;

To distribute among the shareholders of the company in kind, any property of the company, and in particular any shares, debentures or securities in other companies belonging to the company, or which the company may have power to dispose of

To take and receive on deposit as depositaries for the safe-keeping and storing of jewellery, silverware, money, specie, ingots, stocks, bonds, securities, papers and documents and generally any kind of objects of value whatever, and lease vaults, safes and other objects of surety for the objects and benefit of the said company; and to have the power in general to have any other matters and things carried out connected therewith and necessary for promoting such objects;

To construct, maintain and operate or lease buildings and structures suitable for the reception and storing of personal property of any nature and kind; to act as agents, consignees and depositaries thereof, and take any kind of personal property on deposit and in safe-keeping, on the conditions that may be agreed upon and make loans on same;

When the amount due for the use of any safe or boxes in the vaults of the company shall not be paid for a year, the company shall, on the expiration of such year, have the right to send to the person or persons in the name of whom such box or safe are entered in the books of the company a notice in writing contained in a registered letter to such person or persons to their respective post office addresses as entered in the books of the company notifying said person or persons that if the amount then due for the use of such safe or box be not paid within sixty days of the date of such notice, the company shall have the right to cause such safe or box to be opened in conformity with the provisions of this section; and if such amount be not paid within sixty days the said company shall have the right to cause such safe or box to be opened in the presence of the president or secretary of the company and of a notary public not an officer or employee of the said company, and the contents of same, if any, shall be sealed by the said notary public in a package on which the said notary public shall distinctly mark the names and addresses of the person or persons in the name or names of whom such safe or box are entered in the books of the company, and the package thus sealed and addressed and marked for identification by such notary public shall be placed by said notary public in one of the safes or boxes of the said company, subject to its privilege or right of retention;

To act as agent for the purpose of registering, issuing and countersigning the transfers and certificates of stocks, bonds, debentures or other obligations of the Dominion of Canada or any province thereof, or of any corporation, association or municipality, and receive and manage the sinking fund on the conditions that may be agreed upon;

To pay for any services rendered to the company or required by it and for any acquisition of

tion de la compagnie, en actions libérées, ou partie en action libérées et partie en deniers comptants ;

Fixer, de temps à autres suivant qu'il sera jugé opportun, par résolution du bureau de direction alors en exercice, le nombre de directeurs de la compagnie et as moins de trois ni à plus de neuf, pourvu qu'une copie certifiée de telle résolution sous le sceau de la compagnie soit remise au secrétaire de la province et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* ;

Faire toutes ou aucune des choses ci-dessus comme principaux, agents ou fondés de pouvoirs ;

Faire toutes autres choses pouvant être nécessaires ou utiles pour atteindre aucun des objets ci-dessus, sous le nom de "L.-G. Beaubien & Cie, Limitée—L. G. Beaubien & Co., Limited", avec un capital social de un million de piastres (\$1,000,000.00), divisé en dix mille (10,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de janvier 1920.

Le sous-secrétaire de la province,  
405—5-2 C.-J. SIMARD.

the company with paid up shares or partly in paid up shares and partly in cash ;

To fix, from time to time as may be deemed advisable, by resolution of the board of directors then in office, the number of directors of the company at not less than three nor more than nine, provided that a certified copy of such resolution under the seal of the company be forwarded to the Secretary of the Province and published in the *Quebec Official Gazette* ;

To do all or any of the hereinabove things as principals, agents or attorneys ;

To do anything else that may be necessary or useful for the attainment of the hereinabove objects, under the name of "L. G. Beaubien & Cie, Limitée—L. G. Beaubien & Co., Limited", with a capital stock of one million dollars (\$1,000,000.) divided into ten thousand (10,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of January, 1920.

C.-J. SIMARD,  
406—5-2 Assistant Provincial Secretary.

#### "Bregent Sports & Cycles, Incorporated".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-unième jour de janvier 1920 constituant en corporation : Gustave Gravel, rentier ; Auguste-Ernest Brégent, marchand ; David Courville, gérant ; Aldéric Charbonneau et Jean Quenneville, commis, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Manufacturer, acheter, vendre, exercer l'industrie et faire le commerce de marchandises, matériaux, fournitures et appareils de toutes sortes pour les sportmen et les athlètes, d'armes de toutes sortes, de munitions, cartouches, explosifs, bicycles, motocyclettes, automobiles et autres véhicules, et de tous et toutes sortes d'accessoires pour ce que ci-dessus ;

Agir en qualité d'agents pour d'autres pour manufacturer, acheter, vendre ou autrement disposer de tout ce que ci-dessus ;

Exercer tout autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie jugera convenable d'être avantageusement exercée par rapport à l'industrie ou au commerce et aux fins de la compagnie, ou qui paraîtra de nature à favoriser les objets de la présente compagnie ;

Demander, acquérir, louer, et céder des marques de commerce, dessins industriels, brevets et droits de brevets, licences et privilèges se rattachant à toute invention jugée utile ou avantageuse pour la compagnie, et les fabriquer, utiliser et exploiter ;

Acheter ou d'autre manière, acquérir ou entreprendre la totalité ou une partie des affaires, propriété, actif ou passif de toute personne, société ou compagnie engagée dans une industrie ou un commerce dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou en possession de propriétés, industrie ou commerce propres aux fins de la compagnie ;

Eriger, et construire des bâtiments, usines, machineries, qui seraient avantageux pour la compagnie, ou nécessaires à ses fins ;

Vendre, arrenter, louer, ou disposer de toute propriété mobilière ou immobilière de la compagnie ;

Souscrire, acheter et autrement acquérir et posséder des actions et valeurs de toute autre per-

#### "Bregent Sports & Cycles, Incorporated".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of January, 1920, incorporating : Gustave Gravel, annuitant, Auguste Ernest Brégent, merchant, David Courville, manager, Aldéric Charbonneau and Jean Quenneville, clerks, all of Montreal, for the following purposes :

To manufacture, purchase, sell, carry on the business of and deal in merchandise, materials, supplies and apparatus of every kind for sportsmen and athletes, arms of every kind, munitions, cartridges, explosives, bicycles, motorcycles, automobiles and other vehicles and all and any accessories for the foregoing ;

To act as agents for others to manufacture, purchase, sell or otherwise dispose of any of the foregoing ;

To carry on any other business, manufacturing or otherwise, that the company may deem suitable to be advantageously carried on in connection with the business or industry and for the purposes of the company or that may appear of a nature to benefit the objects of the present company ;

To apply for, acquire, lease and convey trade marks, industrial designs, patents and patent rights, licenses and privileges relating to any invention deemed useful or advantageous for the company and manufacture, make use of and exploit same ;

To purchase or in any other manner acquire or undertake the whole or part of the business, property, assets or liabilities of any person, firm or company engaged in any industry or business whose objects are in whole or in part similar to those of the present company, or holding any property, industry or business suitable for the purposes of the company ;

To erect and construct buildings, workshops, machinery that may be advantageous for the company or necessary for its purposes ;

To sell, rent, lease or dispose of any moveable or immoveable property of the company ;

To subscribe for, purchase and otherwise acquire and hold shares and securities of any other

sonne ou personnes, compagnie ou compagnies, exerçant une industrie ou un commerce semblable en tout ou en partie à l'industrie ou au commerce de la présente compagnie ;

Distribuer les actionnaires de la compagnie, en espèces, des actions, obligations, valeurs ou propriétés appartenant à la compagnie ;

Émettre et répartir comme acquittées, des actions du capital-actions de la compagnie en paiement complet ou partiel du prix d'achat de toute propriété mobilière ou immobilière, brevets, droits de brevets, ou actions de toute autre compagnie, dont la présente compagnie pourrait avoir besoin, et recevoir des parts du capital-actions d'autres compagnies en paiement de telle propriété ou propriétés ou droits dont la compagnie pourra disposer ;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements ou autres instruments négociables ou transférables ;

Faire toutes les choses nécessaires, convenables ou propres à l'accomplissement de la totalité ou d'une partie des objets ci-dessus mentionnés ou s'y rattachant ou qui seraient avantageux ou utiles pour le commerce, l'industrie, la production ou le bénéfice de la compagnie ;

Les pouvoirs accordés dans un paragraphe quelconque de la présente charte, ne seront ni limités ni restreints par les termes d'aucun autre paragraphe que ce soit, sous le nom de "Bregent Sports & Cycles, Incorporated", avec un capital social de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00) divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de janvier 1920.

Le sous-secrétaire de la province,  
425-5-2 C.-J. SIMARD.

#### "Canada Timber, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du seizième jour de janvier 1920 constituant en corporation : François-Philippe Brais, avocat, Laura-May Smith et Ella Mary Jackson, sténographes, Lily Copping, commis, Jules Bruneau, étudiant, tous de Montréal, pour les fins suivantes :

Exercer, sous toutes formes, un commerce de bois de charpente, de construction et de pulpe, aussi manufacturer, produire, acheter, vendre et trafiquer du bois de charpente, des billes, du bois de construction ainsi que du bois de toute espèce ;

Acheter, louer ou autrement acquérir des biens-fonds, terrains, emplacements, droits de surface, de coupes, peuplements forestiers et forêts, lots de grève, droits de flottage ainsi que d'autres droits gouvernementaux, municipaux ou autres privilèges, franchises, commodités et permis de toute espèce aussi les vendre, aliéner, échanger ou autrement en trafiquer ;

Améliorer et développer des rivières et lacs, construire et entretenir des réservoirs, canaux, écluses, jetées, estacades et autres structures et installations de toute espèce ;

Construire, acheter ou autrement acquérir des navires, péniches, remorqueurs ou une autre sorte d'embarcation ou de bateaux propres à la navigation fluviale ou océanique, aussi les utiliser et exploiter ;

Construire, acheter, louer ou autrement acquérir des bassins, docks, jetées, pontons, quais, en-

person or persons, company or companies carrying on any industry or business similar in whole or in part to the industry or business of the present company ;

To distribute among the shareholders of the company in kind any shares, bonds, securities or assets belonging to the company ;

To issue and allot as paid up shares of the capital stock of the company, in full or partial payment for the purchase price of any moveable or immoveable property, patents, patent rights or shares of any other company which the present company may need, and receive shares of the capital stock of any other companies in payment for such property or properties or rights which the company may dispose of ;

To draw, make accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading or other negotiable or transferable instruments ;

To do anything necessary, suitable or proper for the accomplishment of the whole or any part of the hereinabove mentioned objects or relating thereto or that may be advantageous or useful for the business, industry, production or benefit of the company ;

The powers granted in any paragraph whatever of the present charter shall neither be limited or restricted by the terms of any other paragraph whatever, under the name of "Bregent Sports & Cycles, Incorporated", with a capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00) divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of January, 1920.

C.-J. SIMARD,  
426-5-2 Assistant Provincial Secretary.

#### "Canada Timber, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of January, 1920 incorporating : François Philippe Brais, advocate, Laura May Smith and Ella Mary Jackson, stenographers, Lily Copping clerk, Jules Bruneau, student, all of Montreal, for the following purposes :

To carry on in all its branches a lumber, timber and pulpwood business and to manufacture, produce, buy, sell and deal in timber logs, lumber and wood of all kinds ;

To purchase, lease or otherwise acquire real estate, lands, locations, surface rights, timber rights, woodlands and timber lands, water lots river rights and government, municipal or other rights, privileges, franchises, easements and licenses of all kinds, and to sell, dispose of exchange or otherwise deal in the same ;

To improve and develop rivers and lakes, and to construct and maintain reservoirs, canals, dams, embankments, booms and other works and equipment of all kinds ;

To construct, purchase or otherwise acquire steamers, barges, tugs or any other kind of craft or boats for inland or ocean navigation, and to employ and operate the same ;

To construct, purchase, lease or otherwise acquire basins, docks, jetties, piers, wharves, ware-

trepôts, aspirateurs à grains, ou autres bâtisses ou structures susceptibles de servir en rapport avec le commerce de la compagnie ;

Construire et exploiter, pour les fins du commerce de la compagnie, des tramways et voies ferrées latérales sur des terrains que possède ou contrôle la compagnie ;

Acheter, louer ou autrement acquérir, bâtir, construire, entretenir, exploiter des moulins à bois et à scie, se livrer aussi au commerce de la fabrication et de la préparation pour le marché des bois de charpente, de construction et autres de toutes les catégories et descriptions ;

Importer, exporter, acheter, vendre et autrement faire le commerce des billes et bois de toutes espèces, manufacturer et trafiquer des articles de toutes sortes dans la fabrication desquels entre le bois de charpente ou le bois ;

Acheter, louer, ou autrement acquérir, bâtir, construire, entretenir, exploiter des usines à pulpe et à papier, faire affaires généralement comme manufacturiers, importateurs exportateurs et trafiquants de pulpe, papier et substituts du papier de toutes les catégories et descriptions, ainsi que des matières premières et substances de toute sorte, des pulpes, préparations, mélanges, produits chimiques, solutions et composés servant ou susceptibles de servir en rapport avec ledit commerce ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, aussi utiliser et développer des pouvoirs hydrauliques et autres forces génératrice, d'énergie ou force électrique, pneumatique, hydraulique ou autre, bâtir et activer des usines génératrice de cette énergie ;

Acquérir par achat, bail ou autrement l'énergie électrique ou autre d'aucune espèce pour l'éclairage, le chauffage, la force propulsive, ou pour aucunes autres fins, aussi la vendre, la louer, ou autrement disposer d'icelle ainsi que de l'énergie ou force produite par la compagnie ; mais les pouvoirs accordés au présent paragraphe seront limités à la vente, la location et l'aliénation des forces électriques ou autres, dans les limites des propriétés possédées, louées ou concédées par la compagnie, pour approvisionner ses propres usines, fabriques, bâtisses, les magasins d'autres personnes ou compagnies filiales ou connexes de la corporation, les habitations et dépendances de ses employés ;

Construire et entretenir des poteaux, fils de transmission, pour distribuer l'énergie et les fins générales industrielles de la compagnie. Pourvu, cependant, que la vente, la distribution, et la transmission de l'énergie ou force électrique, hydraulique ou autre, hors les terrains de la compagnie, soient régies par la réglementation municipale ou locale y relative ;

Acquérir la totalité ou aucune partie de l'achalandage, des droits, de la propriété et de l'actif, y compris aucune option, concession ou chose semblable, d'aucune personne, société, association ou corporation, et les payer en tout ou en partie en argent ou en obligations, ou en paiement intégral ou partiel, émettre et distribuer des actions entièrement libérées et non sujettes à appel du capital de la compagnie, souscrites ou non ;

Vendre ou autrement disperser de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, de l'actif, des droits, de l'entreprise ou de l'achalandage de la compagnie, et accepter en paiement intégral ou partiel du numéraire, des obligations, actions, ou d'autres valeurs dans aucune autre corporation ou compagnie ;

Solliciter, acheter, ou autrement acquérir aucunes patentes, licences, concessions et choses semblables conférant un droit limité, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre ren-

houses, elevators or other buildings or works capable of being used in connection with the business of the company ;

To construct and operate for the purpose of the company's business, tramways and railway sidings, on lands owned or controlled by the company ;

To purchase, lease or otherwise acquire and build and construct and maintain and operate lumber and saw-mills, and to engage in the business of manufacturing and preparing for market timber, lumber and wood of all kinds and descriptions ;

To import, export, buy, sell and otherwise deal in lumber and wood of all kinds, and to manufacture and deal in articles of all kinds in the manufacture of which timber or wood is used ;

To purchase, lease or otherwise acquire and build and construct and maintain and operate pulp and paper mills, and to carry on generally the business of manufacturers, importers, exporters and dealers in pulp, paper and paper substitutes of all kinds and descriptions, and of the raw materials and substances of every kind, pulps, preparations, mixtures, chemicals, solvents and combinations used or capable of being used in connection with the said business ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and to utilize and develop water powers and other powers for the production of electric, pneumatic, hydraulic, or other power or force, and to construct and operate works for the production of such power ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, electric or other powers of any kind for lighting, heating, motive or other purposes, and to sell, lease, or otherwise dispose of the same, as well as of power and force produced by the company ; but the powers granted by this paragraph shall be limited to the sale, lease and disposal of electric and other powers within the limits of the properties owned, leased or licensed by the company for supplying the company's own mills, manufactories and buildings, and stores of other persons or companies which are subsidiary to or connected with the company and residences and appurtenances of the employees thereof ;

To construct and maintain poles, lines and transmission lines, for the distribution of power and for the general purposes of the company's business. Provided, however, that all sales, distribution, and transmission of electric, hydraulic or other powers or force beyond the lands of the company shall be subject to local and municipal regulations in that behalf ;

To acquire all or any part of the good will, rights, property and assets, including any option, concession or the like of any individual firm, association or corporation, and to pay for the same wholly or in part in cash or bonds, or in payment or part payment therefor, to allot and issue as fully paid up and non-assessable shares of the capital stock of the company, whether subscribed for or not ;

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, assets, rights, undertaking, or good-will of the company, and to accept payment for the same, wholly or in part in cash, bonds, stocks, or other securities in any corporation or company ;

To apply for, purchase, or otherwise acquire, any patents, licenses, concession and the like conferring any exclusive or co-exclusive or limited right to use or any secret or other information

seignement relative à aucune invention ou à aucun procédé, aussi faire valoir, vendre, louer ou autrement trafiquer de ces patentes, licences ou concessions ;

Acquérir et détenir, vendre ou autrement disposer du capital, des actions, valeurs ou de l'entreprise d'aucune autre compagnie dont l'un des objets est l'exercice d'aucun des pouvoirs de la compagnie, transférer son entreprise ou son actif ou se fusionner avec aucune autre compagnie ;

Conclure aucun arrangement relatif au partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, le risque mutuel, la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou compagnie exerçant ou ayant l'intention d'exercer aucun commerce en tout ou en partie semblable à celui de la compagnie, et généralement faire tous actes, exercer tous pouvoirs et aucun commerce se rattachant à la parfaite réalisation des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation ;

Acquérir par achat, ou autrement, détenir, vendre et trafiquer du commerce, de l'actif, de l'achalandage, du capital des actions ou valeurs d'aucune autre compagnie ou corporation exerçant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de la compagnie, et généralement faire tous actes, exercer tous pouvoirs et aucun commerce se rattachant à la parfaite réalisation des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation ;

Aucuns pouvoirs accordés dans aucun paragraphe des présentes ne seront limités par référence à aucun autre paragraphe ou déduction d'icelui, sous le nom de "Canada Timber, Limited", avec un fonds social de soixante quinze mille piastres (\$75,000.00), divisé en sept cent cinquante (750) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de janvier 1920.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,  
483-6-2 ALEX. DESMEULES.

#### "Crichton Realities, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour de janvier 1920, constituant en corporation : John Wesley Blair et Francis Joseph Laverty, Conseils en loi du Roi ; Charles Albert Hale, avocat ; Anna Brennan et Edythe Pearson, commis, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes :

Acquérir par achat, échange, bail ou par aucun autre titre, posséder, détenir, démolir, embellir, exploiter, louer, vendre, échanger ou autrement céder des biens-fonds, de la propriété mobilière et immobilière de toute catégorie et description ;

Construire sur des terrains appartenant à la compagnie ou dans lesquelles elle peut, en aucune façon, être intéressée, des bâtisses pour servir à aucunes fins quelconques, aussi entretenir, surveiller, exploiter, louer, sous-louer, vendre et autrement disposer de tous les bâtiments ainsi construits ainsi que de toutes les autres bâtisses possédées ou louées par la corporation ;

Distribuer, par dividende ou boni, aux actionnaires, en espèces, en actions libérées ou d'aucune autre manière jugée convenable, aucune propriété de la compagnie ou les produits de la vente ou de l'aliénation d'aucune propriété de la corporation ;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie du passif, de la propriété et de l'entreprise, y compris l'achalandage et les autres droits de

as to any invention or process and to turn to account, sell, lease or otherwise deal in such patents, licenses or concessions ;

To acquire and hold, and to sell or otherwise dispose of the stock, shares, securities or undertaking of any other company having for one of its objects the exercise of any of the powers of the company or to transfer its undertaking or assets to or to amalgamate with any such company ;

To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interest co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or intending to carry on any business which this company is authorized to carry on or is capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company ;

To acquire by purchase, or otherwise, hold, sell and deal in the business, assets, good-will, stock, shares or securities of any company or corporation carrying on a business similar in whole or in part to that of the company, and generally to do all acts and exercise all powers and carry on any business incidental to the proper fulfilment of the objects for which the company is incorporated ;

Any powers granted in any paragraph hereto shall not be restricted in reference to or inference from any other paragraph, under the name of "Canada Timber, Limited", with a capital stock of seventy five thousand dollars (\$75,000.00), divided into seven hundred and fifty (750) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of January, 1920.

ALEX. DESMEULES,  
484-6-2 Acting Assistant Provincial Secretary.

#### "Crichton Realities, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1920, incorporating John Wesley Blair and Francis Joseph Laverty, both King's Counsels ; Charles Albert Hale, advocate ; Anna Brennan and Edythe Pearson, clerks, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To acquire by purchase, exchange, lease or any other title, and to possess, hold, demolish, embellish, exploit, rent, sell, exchange or otherwise make over real estate, and moveable and immoveable property of all kinds and descriptions ;

To construct on the lands belonging to the company, or in which it may be interested in any way whatever, buildings to be used for any purposes whatever, and maintain, superintend, work, rent, sublet, sell and otherwise dispose of all buildings so constructed and all other buildings owned or leased by the company ;

To distribute by way of dividend or bonus among the shareholders in specie, in fully paid up shares, or in any manner deemed advisable, any property of the company or any proceeds of the sale or disposal of any property of the company ;

To acquire and take over the whole or part of the liabilities, property and undertaking, including good-will and other rights of all persons,

toutes personnes, sociétés, associations ou corporations dont les pouvoirs sont semblables à ceux de la présente compagnie ou qui possèdent la propriété appropriée à son objet, aussi les payer en numéraire, en actions ou en obligations de la présente corporation, ou autrement ;

Vendre ou disposer de la propriété ou de l'entreprise de la corporation ou d'aucune partie d'icelles moyennant le prix que la compagnie jugera convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement, semblables à ceux de la présente compagnie, sous le nom de "Crichton Realities, Limited", avec un fonds social de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) parts de cent piastres (\$100.00), chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de janvier 1920.

Le sous-secrétaire de la province,  
485-6-2 C.-J. SIMARD.

#### " Archambault-Leclair, Limitée "

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, ses lettres patentes, en date du vingt-septième jour de janvier 1920, constituant en corporation: J.-A.-Aquila Leclair, entrepreneur, de la cité de Verdun, district de Montréal; Gaspard Archambault, ingénieur civil; Louis-Bruno Cordeau, avocat; Valentine Boisvert, sténographe, tous trois des cité et district de Montréal, et Arthur-E.-J. Bissonnet, avocat, du village du Bassin de Chambly, district de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce et les travaux d'entrepreneurs généraux et faire des entreprises de constructions et de travaux dans toutes les branches de l'industrie ;

Exécuter tous les contrats d'ouvrage pour la construction de bâtiments, bâtisses, maisons, édifices publics, chemins de fer, navires, trottoirs, canaux d'égouts, aqueducs, chaussées, jetées, barrages, fondations, pavages et macadamisages des chemins et exécuter tels contrats d'ouvrage soit par soumission, soit à forfait, à la pièce ou à la journée ;

Exercer généralement sous toutes ses formes le commerce de manufacturiers et négociants en gros et en détail de portes, de châssis et de tous matériaux nécessaires ou utiles pour les fins sus-mentionnées ;

Acquérir des forces hydrauliques, électriques ou autres, d'aucune espèce ;

Acheter ou autrement acquérir des terrains ou autres propriétés foncières, y construire des résidences et aucunes autres bâtisses ;

Acheter, louer, détenir, acquérir de la propriété mobilière et immobilière et aucun commerce de même nature que celui exercé par la compagnie soit en tout, soit en partie, aussi les inventions et brevets et les payer soit en numéraire, soit en actions, en débetures ou avec d'autres valeurs de la corporation ou autrement, et assumer les obligations des vendeurs ou cédants, ou s'en charger ;

Emettre les actions entièrement libérées et non sujettes à appel, des obligations ou d'autres valeurs de la compagnie en paiement total ou partiel d'aucune propriété que la corporation acquerra en vertu d'aucun titre ;

Vendre, louer ou autrement aliéner la totalité ou aucune partie de l'entreprise de la compagnie en considération de ce qu'elle jugera avantageux

firms, associations or corporations having powers similar to those of the present company, or possessed of property suitable for its purpose, and to pay for the same in cash, shares or bonds of the present corporation or otherwise ;

To sell or dispose of the property or undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, under the name of "Crichton Realities, Limited", with a capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of January, 1920.

C.-J. SIMARD,  
486-6-2 Assistant Provincial Secretary.

#### " Archambault-Leclair, Limitée "

Public notice is hereby given that, under the Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of January, 1920, incorporating: J. A. Aquila Leclair, contractor, of the city of Verdun, district of Montreal; Gaspard Archambault, civil engineer, Louis Bruno Cordeau, advocate, Valentine Boisvert, stenographer, all three of the city and district of Montreal, and Arthur E. J. Bissonnet, advocate of the village of Chambly Basin, district of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business and work of general contractors and carry out construction work and undertakings in all the branches of the business ;

To execute any contract work for the building of structures, dwellings, houses, public buildings, railways, ships, sidewalks, sewers, waterworks, dikes, piers, dams, foundations, paving and macadamizing roads, and carry out such contract work by tender, lump, sum, by the piece or by the day ;

To generally exercise under all its forms the business of wholesale and retail manufacturers of and dealers in doors and windows and any materials necessary or useful for the aforementioned purposes ;

To acquire hydraulic, electric or other power of any kind ;

To purchase or otherwise acquire lands or other real estate, erect thereon residences and any other buildings ;

To purchase, lease, hold, acquire moveable and immoveable property and any business of a similar nature to that carried on by the company, either in whole or in part, also inventions and patents and pay for same in cash, shares, debentures or other securities of the corporation or otherwise, and assume the liabilities of the sellers or transferrors, or take over same ;

To issue fully paid up non assessable shares, bonds or other securities of the company in whole or part payment for any property that the corporation may acquire under any title ;

To sell, lease or otherwise alienate the whole or any part of the undertaking of the company in consideration for what it may deem advantageous

ou s'unir à aucune personne, société ou corporation, exerçant un commerce dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente corporation, pour les conditions, stipulations et prix estimés convenables ; et en paiement d'icelle, accepter du numéraire ou au lieu du numéraire, des parts entièrement acquittées et non sujettes à appel, des bons, des débetures ou d'autres valeurs d'aucune corporation et de temps à autre distribuer aux actionnaires en nature les obligations, les valeurs ou les autres biens appartenant à la compagnie ;

Tirer, faire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissaires, des lettres de crédit, des connaissements, des traites, chèques, débetures et d'autres instruments négociables et transférables ;

Faire toutes choses, exercer tous pouvoirs et aucune industrie se rattachant à la réalisation des objets pour lesquels la présente compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Archambault-Leclair, Limitée", avec un capital social de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de janvier 1920.

Le sous-secrétaire de la province,  
497-6-2 C.-J. SIMARD.

**"Elite Liquor Company".**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour de janvier 1920, constituant en corporation: John-A.-A. Ayotte, restaurateur ; R. Léo Ayotte, épicier ; J.-A.-Sylva Frappier, architecte ; Olivier-D. Ayotte, voyageur de commerce ; Saul Bervein, marchand, tous de la ville de Montréal, dans les buts suivants :

Exercer et pratiquer dans toutes leurs spécialités le commerce et l'industrie se rapportant aux liqueurs, alcools, vins, cidres, bières, tabacs et cigares ;

Importer, exporter, fabriquer, acheter et vendre les marchandises et articles faisant partie du commerce susnommé ;

Agir comme agent à commission ou à forfait et représentant de manufacturier ;

Produire, fabriquer, acheter et vendre tous produits faisant de quelque façon que ce soit directement ou indirectement l'objet de tel commerce ou industrie ;

Conclure des arrangements avec aucune autorité, gouvernement, municipalité locale ou autre qui seront de nature à atteindre les objets de la compagnie ou aucun d'eux, et obtenir de ces gouvernements ou autorités tous les droits, privilèges et concessions que la compagnie jugera convenable d'obtenir et exécuter ou exercer et se conformer à tous tels arrangements, droits, privilèges et concessions ;

Vendre, céder ou disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce ou de l'entreprise de la présente compagnie en faveur d'aucune corporation ou en faveur d'aucune corporation ou personne, et accepter comme prix de cette vente, cession ou aliénation aucunes actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie, acheter aussi avec les parts de la compagnie aucun commerce semblable à celui que la présente compagnie est autorisée à exercer ;

Émettre des bons, débetures ou tout autre genre de sécurité, engagés ou vendues ces bons,

or unite with any person, firm or corporation carrying on any business whose objects are wholly or partly similar to those of the present corporation on and upon the conditions, stipulations and prices considered advisable, and in payment for same accept cash or instead of cash fully paid up non assessable shares, bonds, debentures or other securities of any corporation and from time to time distribute among the shareholders in kind the bonds, securities or other assets belonging to the company ;

To draw, make, accept, endorse, pay and issue, promissory notes, bills of exchange, bills of lading, drafts, cheques, debentures and other negotiable and transferable instruments ;

To do all things, exercise any powers and any industry relating to the realization of the objects for which the present company is incorporated, under the name of "Archambault-Leclair, Limitée", with a capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montréal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of January, 1920.

C.-J. SIMARD,  
498-6-2 Assistant Provincial Secretary.

**"Elite Liquor Company".**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of January, 1920, incorporating MM. John A. A. Ayotte, restaurantkeeper ; R. Léo Ayotte, grocer ; J. A. Sylva Frappier, architect ; Olivier D. Ayotte, commercial traveller ; Saul Bergevin, merchant, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To exercise and carry on in all their specialties the business and industry relating to liquors, alcohol, wines, cider, beer, tobacco and cigars ;

To import, export, manufacture, purchase and sell the merchandise and articles forming part of the above named business ;

To act as agent on commission or lump sum and manufacturers' representative ;

To produce manufacture, purchase and sell any products directly or indirectly forming in any way whatever the object of such business or industry ;

To enter into arrangements with any authority, government, local municipality or other that may be of a nature for attaining the objects of the company or any of them, and obtain from such governments or authorities any rights, privileges and concessions that the company may deem suitable to obtain and execute or exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions ;

To sell, convey or dispose of the whole or any part of the business or undertaking of the present company in favor of any corporation or in favor of any corporation or person, and accept as the price of such sale, conveyance or alienation any shares, debentures or securities of any other company, to also purchase with the shares of the company any similar business that the present company is authorized to carry on ;

To issue bonds, debentures or any other kind of security, pledge or sell such bonds, debentures

déventures ou sécurités pour des prix conventionnels, pourvu que tel bon, débenture ou sécurité ne soit pas d'une valeur moindre de cent piastres chacune ;

Hypothéquer ou transporter tels bons, débentures ou sécurités pour toutes avances d'argent ou marchandises ou toutes valeurs commerciales, reçus d'entrepôts, en douane ou en franchises, d'un commerce semblable à celui que la présente compagnie est autorisée à exercer ;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissaires, lettres de crédit, lettres de change, traites, chèques, débentures et d'autres instruments négociables ;

Tout pouvoir accordé dans un paragraphe quelconque des présentes ne sera ni limité, ni restreint par induction des termes de tout autre paragraphe que ce soit ;

Faire toutes choses, exercer tous pouvoirs et aucun commerce se rattachant aux objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Elite Liquor Company, Limited", avec un capital social de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de janvier 1920.

Le sous-secrétaire de la province,  
495-6-2 C.-J. SIMARD.

or securities for stipulated prices, provided that such bond, debenture or security be not of a value less than one hundred dollars each ;

To hypothecate or transfer such bonds, debentures or securities for any advances of money or merchandise or any commercial securities, warehouse receipts, in bond or free, of a similar business to that which the present company is authorized to carry on ;

To draw, underwrite, accept, endorse, pay and issue promissory notes, letters of credit, bills of exchange, drafts, cheques, debentures and other negotiable instruments ;

Any power granted in any paragraph whatever hereof shall neither be limited or restricted by induction from the terms of any other paragraphs whatever ;

To do all things, exercise any powers and any business relating to the objects for which the company is incorporated, under the name of "Elite Liquor Company, Limited", with a capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00) divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of January, 1920.

C.-J. SIMARD,  
496-6-2 Assistant Provincial Secretary.

#### "Mount Royal Securities".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingtième jour de janvier 1920 constituant en corporation : Robertson Fleet, Charles Stewart LeMesurier, avocats, Joseph Alphonse L'Heureux, teneur de livres ; Douglass Charles Abbott, étudiant ; et Lillian Montgomery Gamble, sténographe, tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes :

Souscrire, acheter ou d'aucune manière acquérir et détenir des actions, du capital des débentures, bons, obligations, billets et autres valeurs émises ou garanties par aucun gouvernement municipal ou une autre corporation ou par aucune compagnie constituée ou faisant affaires dans la Puissance du Canada ou ailleurs, aussi les vendre ou autrement en disposer et garantir aucunes telles valeurs ainsi vendues ou aliénées ;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de l'actif, de la propriété et du passif d'aucune compagnie dont la présente corporation peut posséder les actions, parts, débentures, bons, obligations ou les autres valeurs ;

Exercer aucun commerce connexe au précédent et que la compagnie jugera propre à être convenablement exercé en rapport avec aucun des commerces ou objets précités, ou susceptible d'accroître présentement la valeur d'aucuns des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables ;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour le prix que la corporation jugera convenable et spécialement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente corporation ;

Partager l'actif de la compagnie, en espèces, entre ses membres ;

Faire affaires comme compagnie de biens-fonds et terrains et comme agence foncière, agir aussi comme courtiers en immeubles et estima-

#### "Mount Royal Securities".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1920 incorporating : Robertson Fleet, Charles Stewart LeMesurier, advocates, Joseph Alphonse L'Heureux, bookkeeper ; Douglass Charles Abbott, student ; and Lillian Montgomery Gamble, stenographer, all of the city of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes :

To subscribe for, buy or in any way acquire and hold shares, stock, debentures, bonds, obligations, notes and other securities of or issued or guaranteed by any government municipal or other corporation or by any company constituted or carrying on business in the Dominion of Canada or elsewhere, and to sell or otherwise dispose thereof and to guarantee any such securities so sold or disposed of ;

To acquire and undertake the whole or any part of the business, assets, property and liabilities of any company of which this company may own shares, stocks, debentures, bonds, obligations or other securities ;

To carry on any business germane to the foregoing which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any of the businesses or objects or calculated to enhance the value of or render profitable any of the company's properties or rights for the time being ;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities in any other company having objects similar to those of this company ;

To divide any of the assets of the company in specie among its members ;

To carry on the business of a real estate and land company and a real estate agency, and to act as real estate brokers and valuers and as in-

teurs et comme agents d'assurance avec pouvoir d'acquiescer acheter, détenir, posséder, louer, entretenir, contrôler, gérer, exploiter, développer, vendre, transférer, louer, échanger, améliorer, cultiver, louer et autrement trifiquer et disposer de biens-fonds et propriétés, bâties et immeubles, ou d'aucune valeur, d'aucun intérêt ou droit en iceux, balance de prix de vente ainsi que de toutes autres espèces de propriétés et effets, et à ces fins affecter et employer le capital de la compagnie à acheter, surveiller, améliorer, développer et préparer à l'occupation et à la colonisation desdits terrains, des biens-fonds, bâties, immeubles, équités, intérêts, droits ou balances de prix ;

Aider à promouvoir, organiser, développer ou administrer aucune corporation ou compagnie, prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie ou autrement, aucune corporation dans le capital-action de laquelle la présente compagnie à des parts ou avec laquelle elle peut se trouver en relations d'affaires ;

Etre agents pour d'autres dans le placement de deniers pour l'exercice d'aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer ;

Faire enregistrer, désigner ou autrement reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, désigner et nommer les personnes qui y agiront comme procureurs ou représentants de la présente corporation avec plein pouvoir de la représenter dans toutes affaires conformément aux lois de ce pays étranger et recevoir signification, pour et au nom de la présente compagnie, d'aucune procédure ou action, sous le nom de "Mount Royal Securities", avec un fonds social de vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00), divisé en deux cent cinquante (250) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de janvier 1920.

Le sous-secrétaire de la province.

501-6-2

C.-J. SIMARD.

#### "Goldstein's, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour de janvier 1920, constituant en corporation Michael Garber, J. Emery Phaneuf, Roméo Poirier, avocats ; Ange-Lys Beaupré, notaire et Joseph-Ovila Cartier, médecin, tous de Montréal, pour les fins suivantes :

Acheter et revendre, importer et exporter, commercer, trafiquer et fabriquer toutes les sortes d'accoutrements pour messieurs et dames, de vêtements, fourrures, chaussures, pelleteries, mercerie, drap, coton, nouveautés, étoffes, lainages, tissus, ou tous articles se rapportant d'aucune manière, directement ou indirectement, au commerce sus-mentionné ;

Acheter, vendre, accepter, prendre, percevoir, acquiescer, détenir, vendre ou aliéner, d'aucune manière, des actions, du capital ordinaire ou de priorité, des débetures, bons et autres obligations dans aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables aux objets de la présente compagnie, ou qui exerce aucun commerce propre à profiter directement ou indirectement à la présente corporation ;

Acquiescer, assumer, louer et contrôler aucune corporation, compagnie, firme ou société faisant affaires au Canada ou ailleurs, d'aucune façon

assurance agents with power to acquire, buy, hold, own, hire, maintain, control, manage, work, develop, sell, convey, lease, exchange, improve, cultivate, let and otherwise deal in and dispose of real estate and real property, buildings and immovables, or any equity, interest or right therein or balance of price thereof and all other kinds of property and chattels, and to that end apply and invest the capital of the company in the purchase, survey, improvement, development and preparation for occupation and settlement of the said real estate, lands, buildings, immovables, equity, interests, rights or balances of price ;

To assist in the promotion, organisation, development, or management of any corporation or company, and to raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee or otherwise any corporation in the capital stock of which this company hold shares or with which it may have business relations ;

To act as agents for others in the investment of funds for the carrying out of any business which this company is authorized to carry on ;

To procure the company to be registered, designated or otherwise recognized in any foreign country and to designate and appoint persons therein as attorneys or representatives of this company with full power to represent in all matters according to the laws of such foreign country and to accept services for and on behalf of this company of any process or suit, under the name of "Mount Royal Securities", with a capital stock of twenty-five thousand dollars (\$25,000.00) divided into two hundred and fifty (250) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of January 1920.

C.-J. SIMARD,

502-6-2

Assistant Provincial Secretary.

#### "Goldstein's, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January 1920, incorporating : Michael Garber, J. Emery Phaneuf, Roméo Poirier, advocates ; Ange-Lys Beaupré, notary, and Joseph-Ovila Cartier, physician, all of Montreal, for the following purposes :

To buy and sell, import and export, trade and deal, and manufacture all kinds of men's and ladies' wear, clothing, furs, boots and shoes, furs, millinery, cloth, cotton, dry goods, tweeds, woollens, fabrics, or any articles connected in any way, directly or indirectly with the above mentioned trade ;

To purchase, resell, accept, take, receive, acquire, hold, sell, or dispose of, in any way, shares, stock, either common or preferred, debentures, bonds and other obligations in any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company ;

To acquire, take over, lease and operate any corporation, company, firm or partnership, carrying on business in Canada or elsewhere in any

se rapportant directement ou indirectement au commerce ou à partie du commerce qu'exerce "Goldstein's Limited", y compris l'actif, les marques de commerce, procédés brevetés, licences et l'achalandage se rapportant directement ou indirectement aux fins de "Goldstein's Limited, et en payer le prix convenu soit en numéraire soit en actions libérées du capital de la compagnie constituée aux présentes, ou partie en argent et partie en actions libérées ;

Ouvrir et gérer des succursales, manufactures, entrepôts, magasins, ateliers, agences privées, comptoirs de magasins à rayons et toutes espèces de postes de négoce ou se peuvent transiger les affaires de la compagnie ;

Prendre des agences pour aucune compagnie, corporation, société ou personne exerçant un commerce se rattachant d'aucune manière à aucun des objets de la présente compagnie ;

S'unir à aucune compagnie, société ou personne exerçant un commerce semblable d'aucune manière à celui de la présente corporation ;

Vendre, céder ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce de la présente compagnie en faveur d'aucune corporation, société ou personne, et accepter comme prix des actions, débetures, obligations ou valeurs d'aucune autre compagnie ;

Acquérir, acheter, acquérir par achat, louer, prendre à bail, vendre, échanger ou aliéner d'aucune façon la propriété immobilière et foncière que la présente compagnie pourra considérer nécessaire ou utile à l'exercice de son commerce ;

Emettre, vendre et repartir, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus à la compagnie, à titre professionnel ou autrement, en actions libérées du capital de la compagnie, sous le nom de "Goldstein's, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de janvier 1920.

Le secrétaire de la province,

503-6-2

C.-J. SIMARD.

**"The C. Lamb and Company, Incorporated  
—La Compagnie C. Lamb, Incorporée".**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de janvier 1920 constituant en corporation : Charles Lamb, entrepreneur-général ; Gustave Guay, mécanicien ; J. Rousseau Bastien, notaire ; Melle Adéline Lamb, sténographe ; Dame Cécile Marcotte, épouse séparée de biens dudit J. Rousseau Bastien, et, par ce dernier ici présent autorisée par contrat de mariage devant le notaire Trudel, le 15 septembre 1918, enreg. Percé B-28-3751, tous de Chandler, Co. de Gaspé, Qué., dans les buts suivants :

Acheter, posséder à titre de propriétaire, recevoir par donation ou testament des immeubles pour servir les fins de la compagnie, ou pour toutes autres fins ; ériger, construire toutes bâtisses, usines et installations quelconques pour servir les fins de la compagnie ou toutes autres fins ;

Construire, fabriquer, réparer, faire commerce sur, acheter et vendre tout ce qui peut se construire, se fabriquer, se réparer dans une boutique à travailler le fer (machine shop) avec département pour ouvrage de plomberie, dans une boutique à travailler le bois (wood work shop) et dans une fonderie, et tout ce qui peut se cons-

line connected directly or indirectly with the business or part of the business carried on by Goldstein's, Limited, together with any assets, trade-marks, designs patents, licenses and goodwill connected either directly or indirectly with the purposes of Goldstein's, Limited, and to pay for same the price agreed upon either in cash or in fully paid up shares of the capital stock of the company hereby created, or partly in cash and partly in paid up shares ;

To open and operate branches, manufactories, warehouses, stores, shops, private agencies, counters in departmental stores and all kinds of places of business where the business of the company may be carried on ;

To take agencies for any company, corporation, partnership or person carrying on business in any line connected with any of the present company's objects ;

To amalgamate with any company, partnership or person carrying on a business similar in any way to that of the present company ;

To sell, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the present company's business to any corporation, partnership or person and to accept in consideration shares, debentures, bonds or securities of any other company ;

To acquire, buy, purchase, lease, rent, sell, exchange or dispose of in any way any immoveable property or real estate which the present company may consider necessary or useful to carry out any of its business ;

To issue, sell, and allot with the approval of the shareholders, for services rendered to the company either professional or otherwise fully paid up shares of the capital stock of the present company, under the name of "Goldstein's, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of January, 1920.

C.-J. SIMARD,

504-6-2

Assistant Provincial Secretary.

**"The C. Lamb and Company, Incorporated  
—La Compagnie C. Lamb, Incorporée".**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of January, 1920, incorporating : Charles Lamb, general contractor, Gustave Guay, mechanic, J. Rousseau Bastien, notary, Miss Adéline Lamb, stenographer, Dame Cécile Marcotte, wife separated as to property of the said J. Rousseau Bastien, and by the latter here present authorized by marriage contract before the notary Trudel, on the 15th September, 1918, registered Percé B-28-3751, all of Chandler, county of Gaspé, Que., for the following purposes :

To purchase, hold as proprietor, receive by gift or will immoveables to serve the purposes of the company or for any other purposes ; to erect, construct any buildings, workshops and installations whatever to serve the purposes of the company or any other purposes ;

To construct, manufacture, repair, carry on a sound business, purchase and sell anything that may be constructed, manufactured, repaired in a machine shop with a plumbing department, in a wood work shop and in a foundry, and anything that may be constructed, manufactured and repaired with the raw materials employed in a wood

truire, se fabriquer et se réparer avec les matières premières employées dans une boutique etc., fonderie, et faire le commerce des matières premières employées dans l'industrie de la compagnie, fer, bois, préparés ou non, faire chantier, acheter ou louer des réserves forestières et amener ces matières premières au siège de la compagnie ou en tous autres endroits pour les fins de la compagnie ; entreprendre à la pièce, à la journée ou à l'entreprise la construction, la fabrication et la réparation de tout ce qui fait l'objet des affaires d'un entrepreneur-général ;

Faire tous actes nécessaires pour arriver aux fins de la compagnie, sous le nom de "The C. Lamb and Company, Incorporated—La Compagnie C. Lamb, Incorporée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$10,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Chandler, dans le district de Gaspé.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de janvier 1920.

Le sous-secrétaire de la province,

513—6—2

C.-J. SIMARD.

work shop, foundry, and deal in the raw materials employed in the business of the company, iron, wood, prepared or otherwise, carry on lumbering purchase or lease timber limits and bring such raw materials to the seat of the company or to any other places for the purposes of the company; to undertake by the piece, the day or by contract the construction, manufacture and reparation of anything that forms the object of the business of a general contractor ;

To do any acts necessary to accomplish the purposes of the company, under the name of "The C. Lamb and Company, Incorporated—La Compagnie C. Lamb, Incorporée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Chandler, in the district of Gaspé.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of January, 1920.

C.-J. SIMARD,

514—6—2

Assistant Provincial Secretary.

#### "D. Jackel, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour de janvier 1920 constituant en corporation : Isaac Kert, notaire public, Edward Kert, marchand, Abraham Wilfred Muhlstock, avocat, Joseph Fineberg, agent foncier, et Aaron Harry Fineberg, gérant, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes :

Acheter, vendre, ou trafiquer, manufacturer, importer, exporter toutes espèces de vêtements, soies, dentelles, draps, tissus, effets en fil, boutons, cordons, glands ainsi que tous les autres articles qui leur sont nécessaires, dans toutes les diverses branches de ce commerce, dans toutes choses s'y rattachant ou s'y rapportant ;

Être agents des négociants, commerçants et manufacturiers d'aucun effets, denrées et marchandises ;

Acquérir et assumer, à titre de firme active, ou autrement, le commerce, les entreprises, l'actif et le passif d'aucune personne, société ou corporation exerçant un commerce semblable ou un commerce se rattachant à celui de la présente compagnie, et les payer totalement ou partiellement en numéraire ou totalement ou partiellement en actions libérées de la compagnie ;

Acquérir par achat ou autrement, assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété, ou du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente corporation est autorisée à exercer ou en possession de biens appropriés à l'objet de la présente compagnie ;

Faire aucune convention avec aucune personne relative à des services à être rendus par aucune personnes, et payer ce contrat et ces services en argent ou en actions libérées de la compagnie ;

Généralement, acheter, prendre à bail, en échange, ou autrement acquérir aucune propriété foncière ou personnelle, aucuns droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables aux fins de son commerce et particulièrement des terrains, bâtiments, commodités, machines, outillages et fonds de commerce ;

Souscrire et autrement acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement sem-

#### "D. Jackel, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1920 incorporating : Isaac Kert, notary public, Edward Kert, merchant, Abraham Wilfred Muhlstock, advocate, Joseph Fineberg, real estate dealer, and Aaron Harry Fineberg, manager, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To buy, sell, deal in, trade, manufacture, import and export all kinds of wear apparel, silks, laces, cloths, textiles, yarn products, buttons, cords, tassels and all other goods accessory thereto in all and several the respective branches thereof and in all things appertaining or incidental thereto ;

To act as agents for traders, dealers and manufacturers of any goods, wares and merchandise ;

To acquire and take over as a going concern or otherwise the business, undertakings, assets and liabilities of any individual, firm or corporation carrying on a similar business or a business incidental to that of this company, and is pay for the same either wholly in cash or partly in cash or wholly or partly in paid up shares of this company ;

To acquire by purchase or otherwise, or undertake the whole or any part of the business, property or liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purpose of this company ;

To enter into any contract with any person for services to be rendered by such person and to pay for such contract and services in cash or fully paid up shares of the company ;

Generally to purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular any land, buildings, easements, machinery, plant and stock in trade ;

To take and otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or

blable à celui de la présente compagnie ou qui exerce un commerce susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente corporation ;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété et des droits de la compagnie ;

Payer avec les deniers de la compagnie les frais et dépens occasionnés par la constitution et l'organisation de la compagnie ;

Aucun pouvoir accordé dans aucun paragraphe des présentes ne sera limité par référence à aucun autre paragraphe ou déduction d'icelui, sous le nom de "D. Jackel, Limited", avec un fond social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de janvier 1920.

Le sous-secrétaire de la province,

515-6-2

C.-J. SIMARD.

carrying on business capable of being conducted as to directly or indirectly benefit this company ;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company ;

To pay out of the funds of the company all costs and expenses of and incidental to the incorporation and organization of the company ;

Any power granted in any paragraph hereof shall not be limited by reference to or inference from any other paragraph, under the name of "D. Jackel, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of January 1920.

C.-J. SIMARD,

516-6-2

Assistant Provincial Secretary.

**"Verdun House Furnishing, Limited".**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour de janvier 1920 constituant en corporation : Aimé-Victor Fiola, marchand, Wilbert-Célestin Fiola, commis ; Louis-Philippe-Napoléon Fiola, expéditeur ; John Barry, mouleur et Dame Angéline Fiola, son épouse contractuellement séparée de biens qu'il autorise à l'effet des présentes, tous de Verdun, dans les buts suivants :

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce en gros et en détail de meubles, garnitures de maison, quincaillerie, valises et tous accessoires ;

Manufacturer tous meubles, garnitures de maison et valises ;

Acquérir par achat, échange ou autrement et louer de toute personne, société ou compagnie, la totalité ou auune partie des biens et de l'actif d'un commerce en tout ou en partie semblable à celui de cette compagnie, avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à son exploitation, et leurs installations et clientèle, et les payer en argent ou en obligations ou actions acquittées de la compagnie ;

Acheter ou autrement acquérir, posséder et louer toute propriété immobilière qui peut être nécessaire ou utile aux fins de la compagnie, et payer telle acquisition, détention ou loyer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie ;

Contracter des emprunts d'argent sur la garantie de ces propriétés mobilières et immobilières ;

Construire et maintenir sur tous immeubles par elle acquis ou détenus toutes bâtisses et faire à icelles toutes améliorations ou additions qu'elle jugera nécessaires ;

Acquérir, posséder, vendre et céder des actions, débentures ou autres valeurs de toutes compagnies ou corporations ;

Faire généralement tous actes et choses qui peuvent être utiles ou avantageux pour atteindre les fins et exécuter les affaires de cette compagnie dans la limite des objets ci-dessus, sous le nom de "Verdun House Furnishing, Limited", avec un capital social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

**"Verdun House Furnishing, Limited".**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of January, 1920, incorporating : Aimé Victor Fiola, merchant, Wilbert Celestin Fiola, clerk, Louis Philippe Napoléon Fiola, shipper, John Barry, moulder and Dame Angelina Fiola, his wife contractually separated as to property and authorized by him for the purposes hereof, all of Verdun for the following purposes :

To carry on generally and in all its branches a wholesale and retail business in furniture, household goods, hardware, trunks and all accessories ;

To manufacture all furniture, household goods and trunks ;

To acquire by purchase, exchange or otherwise and to lease from any person, firm or company, the whole or any part of the property and assets of any business in whole or in part similar to that of this company, with or without the lands and buildings used for or destined to its exploitation together with their equipment and goodwill and to pay for same in cash or in bonds or paid up shares of the company ;

To buy or otherwise acquire, own and lease any immoveable property which may be deemed necessary or useful for the company's purposes and to pay for such acquisition, holding or leasing in cash or in bonds or in paid up shares of the company ;

To contract loans upon the security of such moveable and immoveable property ;

To construct and maintain upon all immoveables acquired or held any buildings and make thereto all improvements or additions which it may deem necessary ;

To acquire, own, sell and assign shares, debentures or other securities of any companies or corporations ;

To generally do all acts and things which may be deemed useful or conducive to the attainment of the purposes and the carrying out of the business of this company, within the limits of the above objects, under the name of "Verdun House Furnishing, Limited" with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Verdun, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de janvier 1920.

Le sous-secrétaire de la province,  
505-6-2 C.-J. SIMARD.

The principal place of business of the corporation, will be at Verdun, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of January, 1920.

C.-J. SIMARD,  
506-6-2 Assistant Provincial Secretary.

**"La Cie des Utilités domestiques, Limitée".**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour de janvier 1920, constituant en corporation Joseph-Edouard Fortin, avocat et journaliste; Homère Fauteux, dentiste; Henri-R. Renault, négociant; Adonia Lacasse, menuisier, et J.-Wilbrod Lacasse, ferblantier-plombier, tous de Beauceville, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce et fabriquer un séchoir dont le brevet d'invention est actuellement sollicité à Ottawa; fabriquer et faire le commerce de tous autres articles en fer ou en bois, d'utilités domestiques et général; faire le commerce de bois en général et toutes les autres transactions qui en découlent; acquérir et posséder des immeubles, moulins à scie et usines et exercer tout commerce relatif à l'industrie du bois et du fer.

Acquérir les droits que possèdent J.-Edouard Fortin *et al.*, dans un brevet actuellement en instance, à Ottawa, lequel brevet devra être payé en actions acquittées de ladite compagnie. Avoir le droit d'emprunter sur hypothèques ou sur billets promissoires au nom de la compagnie, sous le nom de "La Cie des Utilités domestiques, Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Beauceville, dans le district de Beauce.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de janvier 1920.

Le sous-secrétaire de la province,  
507-6-2 C.-J. SIMARD.

**"La Cie des Utilités domestiques, Limitée".**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of January, 1920, incorporating: Joseph-Edouard Fortin, advocate and journalist; Homère Fauteux, dentist; Henri-R. Renault, trader; Adonia Lacasse, joiner, and J.-Wilbrod Lacasse, tinsmith and plumber, all of Beauceville, Province of Quebec, for the following purposes:

To deal in and manufacture a dryer, a patent for which is now being applied for at Ottawa; to manufacture and deal in all other wooden or iron articles for domestic and general use; to carry on a general lumber business and all other transactions resulting therefrom; To acquire the rights of J.-Edouard Fortin *et al.*, in a patent now being applied for at Ottawa, which patent must be paid for in paid up shares of the said company.

To have the right to borrow on hypothec, or promissory notes in the name of the company, under the name of "La Cie des Utilités domestiques, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Beauceville, in the district of Beauce.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of January, 1920.

C.-J. SIMARD,  
508-6-2 Assistant Provincial Secretary.

**"The Railway and Steamship Employees Club".**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour de janvier 1920, constituant en corporation: Arthur-François Brunet, agent; Aimé Clair, Joseph-Pierre Picard, William Shore, William John Ryan, Léon-Télesphore Bourdeau, Léon Toussaint, Laurence McGlynn, Demetrius Robert, commis, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Fonder, entretenir et gérer un club d'un caractère non-politique, pour accommoder les membres du club et leurs amis, et acquérir, par bail ou autrement, se procurer des salles de réunion et d'autres commodités, et généralement donner aux membres et à leurs amis tous les privilèges, avantages, commodités et facilités d'usage dans un club;

Acquérir et détenir les propriétés mobilières et immobilières qui peuvent être nécessaires à ses fins, aussi les vendre, louer, grever, emprunter de l'argent et émettre des obligations pour garantir aucun montant ainsi emprunté;

Solliciter, détenir et exercer toutes licences

**"The Railway and Steamship Employees Club".**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of January, 1920, incorporating Arthur-François Brunet, agent; Aimé Clair, Joseph-Pierre Picard, William Shore, William John Ryan, Léon Télesphore Bourdeau, Léon Toussaint, Laurence McGlynn, Demetrius Robert, clerks, all of Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a club of non-political character for the accommodation of members of the club and their friends, and to acquire, by lease or otherwise, and to provide club rooms and other conveniences, and, generally to afford members and their friends all the usual privileges, advantages, conveniences and accommodations of a club;

To acquire and hold such moveable and immovable properties as may be necessary for its purposes, and to sell, lease and hypothecate the same;

To borrow money and to issue bonds for any sums so borrowed;

To apply for and to hold and exercise all

de club pour la vente des spiritueux, tel que prévu par la Loi des licences de Québec ;

Acheter des vêtements, aliments et autres nécessités de la vie, pour les distribuer aux membres, d'après la méthode coopérative.

Faire toutes les autres choses prévues ou approuvées à la réalisation des objets précités ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter et émettre des billets promissoires, lettres de change, mandats, débetures, garanties fournies en vertu de la Loi des banques, ainsi que d'autres instruments négociables ou transférables, sous le nom de "The Railway and Steamship Employees Club", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de janvier 1920.

Le sous-secrétaire de la province,  
517-6-2 C.-J. SIMARD.

club licenses for the sale of intoxicating liquors, as provided for by the Quebec License Law ;

To purchase clothing, provisions and other necessities of life to be divided amongst the members on a co-operative basis ;

To do all such other things as are stipulated or conducive to the attainment of the above objects ;

To draw, make, accept, endorse, discount and issue promissory notes, bills of exchange, warrants, debentures, securities under the Bank Act, and other negotiable or transferable instruments, under the name of "The Railway and Steamship Employees Club", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars.

The principal place of business will be at the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of January, 1920.

C.-J. SIMARD,  
518-6-2 Assistant Provincial Secretary.

## Lettres Patentes supplémentaires

## Supplementary Letters Patent

### " F. Côté, Limitée ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-sixième jour de janvier 1920, à "Compagnie Commerciale et Industrielle de Montréal", changeant son nom en celui de "F. Côté, Limitée".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de janvier 1920.

Le sous-secrétaire de la province,  
509-6-2 C.-J. SIMARD.

### " F. Côté, Limitée ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of January, 1920, changing the name of the company "Compagnie Commerciale et Industrielle de Montréal", into that of "F. Côté, Limitée".

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of January, 1920.

C.-J. SIMARD,  
510-6-2 Assistant Provincial Secretary.

### " Allens Montreal Theatre, Limited ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, supplémentaires en date du dix-neuvième jour de janvier 1920 à "Allens Montreal Theatre, Limited", à l'effet de remplacer par d'autres dispositions certaines clauses des lettres patentes à ladite compagnie octroyées le 15 décembre 1919, à savoir :

Le dernier paragraphe, page quatre, et le premier, page cinq, desdites lettres patentes pour se lire comme suit :

Lesdites actions de priorité conféreront au détenteur le droit de recevoir, lorsque et tel que déclaré par l'exécédant ou les bénéficiaires nets de la compagnie, des dividendes au taux de huit pour cent (8%) par année et pas plus, sur le capital alors versé sur icelles, payable trimestriellement, deux fois l'an, ou une fois l'an, suivant décision des administrateurs ;

Les dividendes sur les actions de priorité seront cumulatifs et payables avant qu'aucun dividende sur les actions ordinaires ne soit payé en réserve, de telle sorte que si des dividendes annuels au taux de huit pour cent (8%) n'ont pas été payés sur icelles, le déficit sera payable avant qu'aucun dividende ne soient payés ou réservés pour les actions ordinaires.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de janvier 1920.

Le sous-secrétaire de la province,  
519-6-2 C.-J. SIMARD.

### " Allens Montreal Theatre, Limited ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1920 to "Allens Montreal Theatre, Limited", to the effect of replacing by other provisions certain clauses of the letters patent granted to said company on the 15th December 1919, to wit :

That the last paragraph on the fourth page and the first paragraph on the 5th page of the said letters patent will read as follows :—

The said preference shares shall confer on the holder the right to receive when and as declared from the surplus or net profits of the company yearly dividends at the rate of eight per cent (8%) per annum and no more on the capital for the time being paid up thereon, payable quarterly half-yearly or yearly as the directors may determine ;

The dividends on the preference shares shall be cumulative and shall be payable before any dividend on the common shares shall be paid or set apart, so that if any year dividends amounting to eight per cent (8%) shall not have been paid thereon, the deficiency shall be payable before any dividends shall be paid upon or set apart for the common shares.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of January, 1920.

C.-J. SIMARD,  
520-6-2 Assistant Provincial Secretary.

**"La Compagnie Manufacturière de Matane, Limitée".**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21 janvier 1920, à "La Compagnie Manufacturière de Rivière Blanche, Limitée", échangeant son nom en celui de "La Compagnie Manufacturière de Matane, Limitée".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-et-unième jour de janvier 1920.

Le sous-secrétaire de la province.  
387-5-2 C.-J. SIMARD.

**"La Compagnie Manufacturière de Matane, Limitée".**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 21st January, 1920, changing the name of "La Compagnie Manufacturière de Rivière Blanche, Limitée" into that of "La Compagnie Manufacturière de Matane, Limitée".

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of January, 1920.

C. J. SIMARD,  
388-5-2 Assistant Provincial Secretary.

**Demandes à la Législature**

Avis public est par les présentes donné que la ville Saint-Michel s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la présente session, pour obtenir une loi spéciale amendant la loi 9 George V, chapitre 110, de manière à rendre applicables aux emprunts permanents les dispositions relatives aux emprunts temporaires qui y sont mentionnées, et pour autres fins.

Montréal, 12 janvier 1920.

Le secrétaire-trésorier,  
225-3-4 Dr J.-A. PESANT.

Monsieur le capitaine Archambault, de Montréal, donne avis qu'à la présente session de la Législature de Québec, lors de l'étude du bill de la cité de Montréal, il demandera l'amendement de la loi 62 Victoria, chapitre 58, telle qu'amendée, quant à l'emploi des hommes qui composent le corps de police municipale, de manière qu'une pension soit accordée à certains employés ayant fait partie du corps de police.

227-3-4 CAPITAINE ARCHAMBAULT.

Avis public est par le présent donné que la "North Railway Company" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir la passation d'une loi à l'effet d'amender sa charte de manière à lui permettre de commencer la construction de sa voie dans les deux ans et de la compléter dans les sept ans de l'entrée en vigueur de la loi qui sera passée à ce sujet.

Montréal, 14 janvier 1920.

229-3-4 F. H. CLERGUE.

Avis public est par les présentes donné que MM. E. J. Cleaver, agent, et W. F. Empey, courtier de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, lorsque le projet de loi relatif à la cité de Montréal sera pris en considération, en vue d'obtenir l'annexion de la ville Saint-Michel à la cité de Montréal, et pour autres fins.

Montréal, 14 janvier 1920.

255-3-4 E. J. CLEAVER,  
W. F. EMPEY.

Monsieur John Joseph Barry, ancien secrétaire du département et de la commission de Police de Montréal, et ancien sous-rédacteur du "Bulletin Municipal", donne avis qu'à la présente session de la Législature de Québec, lors de l'étude du bill de la cité de Montréal, il demandera l'amendement de la loi 62 Victoria, chapitre 58, telle qu'amendée, de façon à lui assurer une pension, et pour d'autres fins.

Montréal, 12 janvier 1920.

265-3-4 JOHN JOSEPH BARRY.

**Applications to the Legislature**

Public notice is hereby given that The town of Saint Michel shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, in order to obtain a special law amending the act 9 Georges V, chapter 110, in order to apply to permanent loans the provisions relative to temporary loans therein mentioned, and for other purposes.

Montreal, January 12th, 1920.

Dr. J. A. PESANT,  
226-3-4 Secretary-treasurer.

Captain Archambault, of Montreal, gives notice that at the present session of the Quebec Legislature, when the bill of the city of Montreal comes up for discussion, he will ask for an amendment to the act 62 Victoria, chapter 58, as amended, respecting the men of the municipal police force, so that a pension be granted to certain former police officers.

228-3-4 CAPTAIN ARCHAMBAULT.

Public notice is hereby given that the "North Railway Company" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for an act to amend its charter so as to enable it to commence the construction of its line within two years, and to complete it within seven years of the coming into force of an act to that effect at the present session.

Montreal, 14th January, 1920.

230-3-4 F. H. CLERGUE.

Public notice is hereby given that "MM. E. J. Cleaver, agent, and W. F. Empey, real estate broker, both of Montreal" shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, when the bill relating to the city of Montreal shall be considered, in order to obtain the annexation of the town of Saint-Michel to the city of Montreal, and for other purposes.

Montreal, 14th January, 1920.

256-3-4 E. J. CLEAVER,  
W. F. EMPEY.

Mr. John Joseph Barry, former secretary of the Police Department and Committee of Montreal, and former assistant editor of the "Municipal Bulletin", hereby gives notice that at the present session of the Legislature of Quebec, when the bill of the city of Montreal will be examined, he will ask for an amendment to the Act 62 Victoria, chapter 58, as amended, so as to guarantee a pension to him, and for other purposes.

Montreal, 12th January, 1920.

266-3-4 JOHN JOSEPH BARRY.

## Département de l'instruction publique

## Department of Public Instruction

143-19.

Québec, 2 février 1920.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Pierre-de-Durham, comté de Drummond, le lot No 18 et les subdivisions 568, 569 et 570, du 7ième rang de l'Avenir et de les annexer à celle de Durham-Sud, (Saint-Fulgence), même comté. 539-6-2

143-19.

Quebec, 2nd February, 1920.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Pierre-de-Durham, county of Drummond, the lot No. 18 and the subdivisions 568, 569 and 570, of the 7th range of L'Avenir and to annex them to that of Durham-Sud, (Saint-Fulgence), same county. 540-6-2

2245-19.

Québec, 22 janvier 1920.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Thomas-d'Aquin, comté de Saint-Hyacinthe, les lots Nos 1234 du plan cadastral de la paroisse de Saint-Hyacinthe, côté sud du chemin, jusqu'au lot No 1247 ; les lots Nos 1248, côté nord du chemin, jusqu'au lot No 1257a du même plan cadastral, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de La-Présentation, même comté. 421-5-2

2245-19.

Quebec, 22nd January, 1920.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Thomas-d'Aquin, county of Saint-Hyacinthe, the lots Nos. 1234 of the cadastral plan of the parish of Saint-Hyacinthe, south side of the road, to the lot No. 1247 ; the lots Nos. 1248, north side of the road, to the lot No. 1257a of the same cadastral plan, and to annex all that territory to the school municipality of La-Présentation, same county. 422-5-2

200-18.

Québec, 26 janvier 1920.

Demande est faite au surintendant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Aimé, comté de Richelieu, les lots Nos 583 à 601, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Aimé et de les annexer à celle de Saint-Louis-de-Bonsecours, même comté. 413-5-2

200-18.

Quebec, 26th January, 1920.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Aimé, county of Richelieu, the lots Nos 583 to 601, both inclusive, of the official cadastre of the parish of Saint-Aimé, and to annex them to that of Saint-Louis-de-Bonsecours, same county. 414-5-2

2522-16.

Québec, 26 janvier 1920.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Authier, dans le comté de Temiscamingue, les lots Nos 49, rangs 2 et 49, rang 3, du canton de Royal-Roussillon, et de les annexer à la municipalité scolaire de Royal-Roussillon, même comté. 415-5-2

2522-16.

Quebec, 26th January, 1920.

Application is made to detach from the school municipality of Authier, county of Temiscamingue, the lots Nos. 49, ranges 2 and 49, range 3, of the township of Royal-Roussillon, and to annex them to the school municipality of Royal-Roussillon, same county. 416-5-2

768-16.

Québec, 26 janvier 1920.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Barnabé, comté de Saint-Maurice, les lots Nos 574 et 575 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Etienne-des-Grès, et de les annexer à celle de Saint-Etienne-des-Grès, même comté. 417-5-2

768-16.

Quebec, 26th January, 1920.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Barnabé, county of Saint-Maurice, the lots Nos. 574 and 575 of the official cadastre of the parish of Saint-Etienne-des-Grès and to annex them to that of Saint-Etienne-des-Grès, same county. 418-5-2

197-17.

Québec, 26 janvier 1920.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Lafèche, comté de Champlain, les lots Nos 548 à 557, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Stanislas, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Stanislas, même comté. 419-5-2

197-17.

Quebec, 26th January, 1920.

Application is made to detach from the school municipality of Lafèche, county of Champlain, the lots Nos. 548 to 557, both inclusive, of the official cadastre of the parish of Saint-Stanislas, and to annex them to the school municipality of Saint-Stanislas, same county. 420-5-2

## Département du trésor

## Treasury Department

Avis est par le présent donné que "The Ladies Catholic Benevolent Association", de Erie, Pa., a été enregistrée pour faire les affaires dans cette province, d'assurance vie, le et après le deuxième jour de février 1920.

Le nom et l'adresse du principal agent pour la province, sont : J.-C.-H. Dussault, édifice "Crédit Foncier", Montréal, P. Q.

Notice is hereby given that "The Ladies Catholic Benevolent Association", of Erie, Pa., has been registered to transact, within the Province of Quebec, the business of Life Insurance on and after the second day of February, 1920.

The name and address of the chief agent for the Province of Quebec, are : J. C. H. Dussault, "Crédit Foncier" bldg., Montreal, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce deuxième jour de février 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec,  
Le surintendant des assurances,  
F. L. MONCK.

Branche des Assurances,  
Département du trésor, Québec. 481-6-2

Avis est par le présent donné que "The Royal Scottish Insurance Company, Ltd." a été enregistrée pour faire les affaires, dans cette province, d'assurance contre le feu le et après le vingt-sixième jour de janvier 1920.

Le nom et l'adresse du principal agent pour la province de Québec sont : G. E. Moberly, 17 rue Saint-Jean, Montréal, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-huitième jour de janvier, 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec,  
Le surintendant des assurances, P. Q.,  
F. L. MONCK.

Branche des assurances,  
Département du trésor, Québec. 435-5-2

Given pursuant to article 6950 R. S. P. Q., 1909, this second day of February, 1920.

For the Treasurer of the Province of Quebec,  
Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,  
Treasury Department, Quebec. 482-6-2

Notice is hereby given that "The Royal Scottish Insurance Company, Ltd." has been registered to transact, within the Province of Quebec, the business of fire insurance on and after the twenty sixth day of January, 1920.

The name and address of the chief agent for the Province of Quebec, are : G. E. Moberly, 17 Saint John street, Montreal, P. Q.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twenty eighth day of January, 1920.

For the Treasurer of the Province of Quebec,  
F. L. MONCK,  
Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,  
Treasury Department, Quebec. 436-5-2

### Actions en séparation de biens

Province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour supérieure, No 432. Dame Edouardina Lafond, épouse de Calixte Descôteaux, tailleurs de la cité des Trois-Rivières, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Calixte Descôteaux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 3 février 1920.

Trois-Rivières, 3 février 1920.

Les procureurs de la demanderesse,  
527-6-5 DUPLESSIS & LANGLOIS.

Dans la Cour supérieure de la province de Québec, district de Montréal, No. 4501.

Dame Rebecca Blumberg, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Frank Axler, agent, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Frank Axler, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée dans cette cause, le 19 janvier 1920.

Montréal, le 23 janvier 1920.

Le procureur de la demanderesse,  
369-5-5 B. SHULMAN.

Province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 938. Dame Véronique Veilleux, épouse commune en biens de Jean Poulin, du canton de Stratford, dit district, dûment autorisée à ester en justice, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son époux.

Sherbrooke, 16 janvier 1920.

Le procureur de la demanderesse,  
281-4-5 LIONEL FOREST.

Cour supérieure, Beauce, No 4656. Dame Marie Patry, épouse de Gédéon Gendron, commerçant, de Sainte-Marie, Beauce, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Gédéon Gendron, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 10 janvier 1920.

Saint-Joseph, Beauce, le 12 janvier 1920.

Les procureurs de la demanderesse,  
279-4-5 FORTIER, CLICHE & DUTIL.

### Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No. 432. Dame Edouardina Lafond, wife of Calixte Descoteaux, tailor, of the city of Three Rivers, duly authorized to ester en justice, plaintiff ; vs the said Calixte Descoteaux, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 3rd February, 1920.

Three Rivers, 3rd February, 1920.

DUPLESSIS & LANGLOIS,  
528 Attorneys for plaintiff.

In the Superior Court, for the Province of Quebec, district of Montreal, No. 4501.

Dame Rebecca Blumberg, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Frank Axler, agent, of the same place, duly authorized to ester en justice, plaintiff ; vs the said Frank Axler, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on 19th January, 1920.

Montreal, 23rd January, 1920.

B. SHULMAN,  
370-5-5 Solicitor for plaintiff.

Province of Quebec, district of Saint Francis, No. 938. Superior Court. Dame Véronique Veilleux, wife common as to property of Jean Poulin, of Stratford, in the said district, duly authorized to ester en justice, has instituted, this day, an action in separation as to property against her said husband.

Sherbrooke, 16th January, 1920.

LIONEL FOREST,  
282-4-5 Attorney for plaintiff.

Superior Court, Beauce, No. 4656. Dame Marie Patry, wife of Gédéon Gendron, trader, of Sainte-Marie, Beauce, duly authorized to ester en justice, plaintiff ; vs the said Gédéon Gendron, defendant.

An action for separation as to property has been instituted on the 10th January, 1920.

Saint Joseph, Beauce, 12th January, 1920.

FORTIER, CLICHE & DUTIL,  
280-4-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4797. Dame Juliette Brosnan, épouse du major Hercule Lefebvre, ingénieur civil de la cité et du district de Montréal, ladite dame Juliette Brosnan dûment autorisée à ester en justice, par jugement de la Cour supérieure, district de Montréal, demanderesse ; vs le dit major Hercule Lefebvre, défendeur.

La demanderesse a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre le défendeur.

Montréal, 17 janvier 1920.

Les avocats de la demanderesse,  
ST. GERMAIN, GUERIN  
329—4-5 & RAYMOND.

Canada, province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4797. Dame Juliette Brosnan, wife of major Hercule Lefebvre, civil-engineer, of the city and district of Montreal, the said Dame Juliette Brosnan being duly authorized to *ester en justice* by a judgment of the Superior Court for the district of Montreal, plaintiff ; vs the said major Hercule Lefebvre, defendant.

The plaintiff has, this day, instituted proceedings against the defendant for separation as to property.

Montreal 17th January, 1920.

ST. GERMAIN, GUERIN & RAYMOND,  
330—4-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 1932. Hazah Daniel Swad, de Québec, épouse commune en biens de Michel Joseph, commerçant, actuellement de Québec, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs Michel Joseph, actuellement de Québec, commerçant, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingtième jour de janvier mil neuf cent vingt.

Québec, 21 janvier 1920.

Le procureur de la demanderesse,  
367—4-5 M.-A. LEMIEUX.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 1932. Hazah Daniel Swad, of Quebec, wife common as to property of Michel Joseph, merchant, presently of Quebec, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs Michel Joseph, presently of Quebec, merchant, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the twentieth day of January, one thousand nine hundred and twenty.

Quebec, 21st January, 1920.

M. A. LEMIEUX,  
Attorney for plaintiff.

Cour supérieure, district de Chicoutimi, No 6150. Dame Marie-Anne Tremblay, de Saint-Alexis, épouse de Ernest Cauchon, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Ernest Cauchon, de Saint-Alexis, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le troisième jour de janvier 1920.

Chicoutimi, 13 janvier 1920.

Le procureur de la demanderesse,  
235—3-5 ELZEAR LEVESQUE.

Superior Court, district of Chicoutimi, No. 6150. Dame Marie Anne Tremblay, of Saint-Alexis, wife of Ernest Cauchon, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs the said Ernest Cauchon, of Saint-Alexis, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the third day of January, 1920.

Chicoutimi, 13th January, 1920.

ELZEAR LEVESQUE,  
Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 5360. Dame Anna Rodack, de la cité et du district de Montréal, épouse de Harry Stuart, marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Harry Stuart, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le 31 décembre 1919.

Montréal, le 31 décembre 1919.

Le procureur de la demanderesse,  
63—2-5 L. MILLMAN.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 5360. Dame Anna Rodack, of the city and district of Montreal, wife of Harry Stuart, merchant, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs the said Harry Stuart, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 31st December, 1919.

Montreal, 31st December, 1919.

L. MILLMAN,  
Attorney for plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Hull, Cour supérieure. Dame Mathilda-A. Duford, épouse de L.-J.-Osias Lavoie, des cité et district de Hull, dûment autorisée par un des honorables juges de cette Cour à ester en justice, demanderesse ; vs ledit L.-J.-Osias Lavoie, du même endroit, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 3ième jour de janvier 1920.

Hull, le 3 janvier 1920.

Les procureurs de la demanderesse,  
77—2-5 DEVLIN & STE MARIE.

Canada, Province of Quebec, district of Hull, Superior Court. Dame Mathilda A. Duford, wife of L. J. Osias Lavoie of the city and district of Hull, duly authorized by one of the Honorable judges of this Court to sue at law, plaintiff ; the said L. J. Osias Lavoie, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted this 3rd day of January, 1920.

Hull, January 3rd, 1920.

DEVLIN & STE MARIE,  
Attorneys for plaintiff.

## Avis divers

Extrait du livre des minutes de la "Brompton Lumber & Mfg. Co."

Sur proposition de M. P. Alegre, secondé par M. D. Hains, il est résolu : Règlement No 3, que le nombre des directeurs de cette compagnie soit augmenté de cinq à sept.

Je, soussigné, J.-O. Asselin, de Bromptonville, secrétaire de la "Brompton Lumber & Mfg. Co.", certifie que ce qui précède est une copie exacte d'un règlement passé par ses actionnaires, à une assemblée générale et spéciale tenue le vingt-quatrième jour de janvier mil neuf cent vingt, après avoir été convoquée conformément aux règlements de la compagnie.

Donné à Bromptonville, ce vingt-septième jour de janvier mil neuf cent vingt.

Le secrétaire,  
J.-O. ASSELIN.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de janvier 1920.

Le sous-secrétaire de la province,  
473 C.-J. SIMARD.

## Miscellaneous Notices

Extract from the minute book of the "Brompton Lumber & Mfg. Co."

Moved by Mr. P. Alegre, seconded by Mr. D. Hains and resolved : By-law No. 3, that the number of directors of this company be raised from five to seven.

I, the undersigned, J. O. Asselin, of Bromptonville, secretary of the "Brompton Lumber & Mfg. Co.", certify that the foregoing is a true copy of a by-law passed by its shareholders at a general special meeting held on the twenty fourth day of January, one thousand nine hundred and twenty, said meeting having been called in accordance with the company's by-laws.

Given at Bromptonville, this twenty seventh day of January, one thousand nine hundred and twenty.

J. O. ASSELIN,  
Secretary.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of January, 1920.

474 C. J. SIMARD,  
Assistant Provincial Secretary.

## Compagnie dissoute

Lachute Mills, Qué., 21 janvier 1920.

Extrait des minutes d'une assemblée générale des actionnaires de la compagnie "Lachute Stores, Limited", tenue le 21 janvier 1920.

Dissolution.—Proposé par Gonzague Brisson, secondé par R. E. Carkner, que la compagnie "Lachute Stores, Limited" soit dissoute ce jour.

Adopté à l'unanimité,

Le secrétaire,  
FELIX PAQUETTE.

Vraie copie,

Je certifie par les présentes que la susdite résolution est conforme à l'original, d'après ma connaissance personnelle, et j'ai signé,

Le secrétaire,  
FELIX PAQUETTE.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuf janvier 1920.

Le sous-secrétaire de la province,  
475 C.-J. SIMARD.

## Company dissolved

Lachute Mills, Que., 21st January, 1920.

Extract of minutes passed at a general meeting of shareholders of "Lachute Stores, Limited", held on 21st January, 1920.

Dissolution.—Moved by Gonzague Brisson, seconded by R. E. Carkner, that "Lachute Stores, Limited", be dissolved this day.

Adopted unanimously,

FELIX PAQUETTE,  
Secretary.

True copy,

I hereby certify that the above resolution is true in accordance with my personal knowledge, and I have signed,

FELIX PAQUETTE,  
Secretary.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of January, 1920.

476 C. J. SIMARD,  
Assistant Provincial Secretary.

## Faillite—avis de

Province de Québec, district de Joliette, No 8588, Cour supérieure. *In re* : Omer Beaudry, commerçant, de la paroisse de Sainte-Béatrix, failli.

Je, soussigné, donne par les présentes avis que, le 22 janvier 1920, j'ai été nommé curateur aux biens du failli, suivant la loi, et les réclamations, attestées sous serment, devront être produites entre mes mains dans les 30 jours du présent avis.

Joliette 29 janvier 1920.

Le curateur,  
HERMENEGILDE CHEVALIER.

471 Joliette, Qué.

## Notice of Bankruptcy

Province of Quebec, district of Joliette, No. 8588, Superior Court. *In re* : Omer Beaudry, trader, of the parish of Saint-Béatrix, insolvent debtor.

I, the undersigned, by these presents give notice that on the 22nd of January, 1920, I have been appointed curator to the assets of the estate of the said insolvent debtor, according to law, and the creditors of the said insolvent debtor are requested to file their claims in my hands, duly sworn, within thirty days from this date.

Joliette 29th January, 1920.

HERMENEGILDE CHEVALIER,  
Curator.

472 Joliette, Que.

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure. Adjutor Robitaille, marchand quincailleur, de Québec, a, le 4ième jour de février 1920, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour le district de Québec, conformément à la loi.

Les gardiens provisoires,  
BEDARD & BELANGER,

Bureau : 101 rue Saint-Pierre.  
Québec, 4 février 1920.

525

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court. Adjutor Robitaille, hardware merchant, of Quebec, has, on the 4th day of February, 1920, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors at the prothonotary's office of the Superior Court of the district of Quebec, according to law.

BEDARD & BELANGER,  
Provisional guardians.

Office : 101 Saint-Peter street.  
Québec, 4th February, 1920.

526

Province de Québec, district de Bedford, Cour supérieure, No 266. *In re*: Arad. W. Thomas vs Arthur T. Freer, Foster, Québec, failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 7ième jour de février prochain, inclusivement, et sera payable à mon bureau, à Knowlton, le 10ième jour de février prochain 1920.

Knowlton, 20 janvier 1920.

399-5-2

Le curateur,

E. FLEURY.

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 266. *In re*: Arad. W. Thomas vs Arthur T. Freer, Foster, Quebec, insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open for objection until the 7th day of February, 1920, inclusively, and the dividend will be payable at my office, at Knowlton, on the tenth day of February next, 1920.

Knowlton, this 20th day of January, 1920.

400-5-2

E. FLEURY,

Curator.

### Liquidation—Avis de

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 105. Holmes Hogue, limitée, en liquidation.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé entre les mains de J.-G. Duhamel, liquidateur, domicilié au No 92 de la rue Notre-Dame-Est, à Montréal, un acte passé devant le notaire J.-H. Marin, le 30 janvier 1920, entre J.-G. Duhamel, *ès-qualité* et J.-Armand Lalonde, de Sainte-Genève, comté Jacques-Cartier, étant une vente pour la somme de \$19,500.00 par ledit J.-G. Duhamel, *ès-qualité* audit J.-Armand Lalonde, des immeubles suivants :

1. Un lot de terre ou emplacement dans le quartier Saint-Joseph, connu et désigné comme lot numéro deux cent vingt-quatre (224) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, en la cité de Montréal, mesurant ledit lot, quarante-cinq pieds de front par cent vingt-deux pieds de profondeur, le tout plus ou moins, et sans garantie de mesure précise—avec bâtisses portant No civique 202 rue Chatham ;

2. Un lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent quarante-deux (242) aux plan et livre de renvoi officiels dudit quartier Saint-Antoine, en la cité de Montréal, contenant cinquante pieds de largeur par cent vingt-deux de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, portant les numéros civiques 219 et 231 rue Chatham, et droits y attachés et bâtisses sus érigées ;

3. Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Joseph, en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Chatham, et connu et désigné auxdits plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, en la cité de Montréal, sous le numéro deux cent quarante-trois (243), contenant, ledit lot, cinquante pieds de largeur par cent vingt-deux de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses ou manufactures dessus construites, ensemble les engins, bouilloires, "shafting and belting", portant le numéro civique 235 rue Chatham, et droits y attachés ;

Font aussi partie de ces immeubles, comme immeubles par destination, les machineries, outi-

### Winding up notice

Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 105. Holmes Hogue, limited, in liquidation.

Notice is hereby given that there has lodged into the hands of J. G. Duhamel, liquidator, domiciled at No. 92 Notre-Dame-East street, Montreal, a deed passed before J. H. Marin, esq. notary, on the 30th January, 1920, between J. G. Duhamel *ès-qualité* and J. Armand Lalonde, of Sainte-Genève, county of Jacques-Cartier, being a sale for the sum of \$19,500.00 by the said J. G. Duhamel, *ès-qualité* to the said J. Armand Lalonde, of the following immoveables :

1. A lot of land or emplacement in Saint-Joseph ward, known and designated as being the lot number two hundred and twenty four (224) on the official plan and book of reference of Saint-Antoine ward, in the city of Montreal, measuring, said lot, forty five feet in front by one hundred and twenty two feet in depth, the whole more or less, and without warranty as to precise measurements—with the buildings thereon bearing civic No. 202 Chatham street ;

2. A lot of land known and designated under the number two hundred and forty two (242) on the official plan and book of reference of said Saint-Antoine ward, in the city of Montreal, containing fifty feet in width by one hundred and twenty two feet in depth, English measure, more or less, bearing the civic numbers 219 and 231 Chatham street, with the rights attached thereto and the buildings thereon ;

3. A lot of land situate in Saint-Joseph ward, in the city of Montreal, fronting on Chatham street, and known and designated on the aforesaid official plan and book of reference of Saint-Antoine ward, in the city of Montreal, under the number two hundred and forty three (243), containing, said lot, fifty feet in width by one hundred and twenty two feet in depth, English measure, more or less—with the buildings or manufactories thereon erected, together with the engines, boilers, shafting and belting, bearing civic number 235 Chatham street and the rights attached thereto ;

Form also part of the said immoveables as immoveables by destination, the present machi-

lage et équipement actuels des manufactures érigées sur les lots deux cent quarante-deux et deux cent quarante-trois sus-décrits (242-243) ;

a. Un lot de terre connu et désigné comme étant la subdivision numéro cinq cent quatre-vingt-dix-sept du lot originaire numéro cent cinquante-deux A (152-A 597) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, ayant front avenue Cavendish—sans bâtisse ;

b. Le lot de terre connu et désigné comme étant la subdivision numéro quatre cent soixante-deux du lot originaire numéro quatre cent neuf (409-462) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, ayant front rue Sherbrooke—sans bâtisse ;

c. Le lot de terre connu et désigné comme étant la subdivision sept cent quarante et un du lot originaire numéro quatre cent neuf (409-741) desdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe ayant front rue Gonthier—sans bâtisse.

Lesdits immeubles avec les constructions et bâtisses érigées et les machineries s'y trouvant à perpétuelle demeure, qui ont servi à l'exploitation d'une manufacture de boîtes, ainsi que lesdits immeubles sans bâtisse, le tout ayant été en la possession de : 1o Holmes et Arpin et ensuite Vincent Lamarre, *ès-qualité*, comme curateur de Holmes & Arpin, faillis ; 2o Cesarine Moquin épouse séparée de biens de Stephen Holmes et Henri Hogue ; 3o Holmes Hogue limitée ;

Tous comme propriétaires depuis les trois dernières années, tel que fait foi les certificats de recherches des bureaux d'enregistrement d'Hochelaga et Jacques-Cartier et de Montréal-Ouest déposés à mon bureau avec ledit acte de vente.

Tous les créanciers de la compagnie en liquidation, ainsi que toutes les personnes ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur l'immeuble vendu et voulant surenchérir sur le prix d'achat, sont avertis d'avoir à offrir selon la loi leurs surenchères dans les quinze jours qui suivront la dernière insertion de cet avis.

Montréal, le 2 février, 1920.

Le liquidateur,

479-6-2

J.-G. DUHAMEL.

nery, tools and equipment of the manufactories erected on the lots two hundred and forty two and two hundred and forty three (242 and 243) above described :

a. A lot of land known and designated as being the subdivision number five hundred and ninety seven of the original lot number one hundred and fifty two A (152A 597) of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, fronting on Cavendish avenue—without building ;

b. The lot of land known and designated as being the subdivision number four hundred and sixty two of original lot number four hundred and nine (409-462) of the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe, fronting on Sherbrooke street—without building ;

c. The lot of land known and designated as being the subdivision seven hundred and forty one of original lot number four hundred and nine (409-741) of said official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe, fronting on Gonthier street—without building ;

The said immoveables with the constructions and buildings thereon erected and the machinery therein for a permanency which were used in the exploitation of a box factory, together with the immoveables without building, the whole having been owned and possessed by : 1o Holmes and Arpin and afterwards Vincent Lamarre, *ès-qualité* as curator to Holmes and Arpin, insolvents ; 2o Cesarine Moquin, wife separated as to property of Stephen Holmes and Henri Hogue ; 3o Holmes, Hogue, Limitée, all as proprietors for the last three years as shown on the registrar's certificates of the registry offices of Jacques-Cartier and Montreal-West deposited at my office with the said deed of sale.

All creditors of the company in liquidation and all persons having hypothecary or real rights upon the immovable sold wishing to offer an increase over the purchase price, are notified to make their offer according to law within the fifteen days following the last insertion of this notice.

Montreal, 2nd February, 1920.

J. G. DUHAMEL,

480-6-2

Liquidator.

## Minutes de notaire

Québec, 29 janvier 1920.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été présentée au lieutenant-gouverneur, en Conseil par M. Louis-Achille Bériau, notaire, pratiquant et demeurant en la cité de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, repertoire et index de M. Camille Perreault, notaire, du même lieu, qui a cessé de pratiquer comme notaire pour cause d'aliénation mentale.

Le sous-secrétaire de la province,

447-5-5

C. J. SIMARD.

Québec, 7 janvier 1920.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été présentée au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en Conseil, par M. Léon-Domitien-Eugène Rousseau, notaire, résidant et pratiquant en la ville de Montmagny, comté et district de Montmagny, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes,

## Notarial minutes

Quebec, 29th January, 1920.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council by Louis Achille Bériau, notary, practising and residing in the city of Montreal, for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of Camille Perreault, notary, of the same place, who has ceased to practice as notary, on account of mental derangement.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 7th January, 1920.

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Notarial Code, application is made to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec in Council by Mr. Leon Domitien Eugène Rousseau, notary, residing and practicing in the town of Montmagny, county and district of Montmagny, for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of Mr. Geor-

repertoire et index de M. Georges-Wilfrid Pion, notaire, du même lieu, qui a volontairement cessé de pratiquer comme notaire.

Le sous-secrétaire de la province,  
125—2-5 C.-J. SIMARD.

ges Wilfrid Pion, notary, of the same place, who has voluntarily ceased to practice as notary.

126—2-5 Assistant C.-J. SIMARD,  
Provincial Secretary.

Québec, 7 janvier 1920.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en Conseil, par M. Max-Henri Gagnon, notaire, pratiquant et demeurant en les cité et district de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, repertoire et index de feu J.-Emilien Marcil, en son vivant notaire, du même lieu, ainsi que des minutes, repertoire et index de feu le notaire Félix Rioutord, dont ledit J.-Emilien Marcil était le cessionnaire.

Le sous-secrétaire de la province,  
127—2-5 C.-J. SIMARD.

Quebec, 7th January, 1920.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code that application is made to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, in Council, by Mr. Max Henri Gagnon, notary, residing and practicing in the city and district of Montreal, for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late J. Emilien Marcil, in his lifetime notary, of the same place, and also the minutes, repertory and index of the late notary Felix Rioutord, which had been transferred to said J. Emilien Marcil.

128—2-5 Assistant C. J. SIMARD,  
Provincial Secretary.

### Ordre de Cour

Canada, province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure. No 6389.

Devant le protonotaire de ladite Cour en l'absence du juge.

La corporation de la ville de Saint-Germain-de-Rimouski, district de Rimouski, demanderesse; vs Améla Ringuet, garde-malade, domiciliée à l'hôpital Dupont, rue Sherbrooke, Montréal; Anna Ringuet, domiciliée au No 31 avenue Parent, Québec, toutes deux filles majeures de feu Michel Ringuet; aussi veuve Michel Ringuet, épouse contractuellement séparée de biens de feu Michel Ringuet, résidant au No 31 avenue Parent, Québec; Mathilde Ringuet, épouse contractuellement séparée de biens de Joseph-E. Petitclerc, aussi domiciliée au No 31 avenue Parent, Québec, et ledit Joseph-E. Petitclerc, son époux, dument mis en cause à l'effet d'assister sadite épouse à ester en justice aux fins des présentes; Fortunat Ringuet, journalier, résidant au No. 163, rue Boyer, Montréal; Michel Ringuet, journalier, résidant au No 508 Saint-Christophe, Montréal; Alice Dumont, veuve de Conrad Ringuet, domiciliée au No 1247 Saint-Hubert, Montréal, en sa qualité de tutrice aux enfants mineurs de feu son époux, tous et chacun d'iceux des districts de Québec et de Montréal, étant héritiers de feu Michel Ringuet, soit directement, soit indirectement, en leur qualité d'héritiers de la part d'Adhémar ou de feu Michel ou des deux, défendeurs; et Dame Arthémise Côté-Talbot, demoiselle Anna Talbot-Talbot, dame Louis A. Dion, née Berthe Talbot, tous trois de la ville de Saint-Germain-de-Rimouski, et Amanda Talbot, en religion sœur Saint-Antoine-de-Padoue, de la paroisse de Sillery, toutes héritières de feu J.-A. Talbot, en son vivant marchand, de la ville de Rimouski, créanciers-réclamants.

Vu la requête des héritiers Talbot ci-dessus mentionnés et l'allégation d'insolvabilité et de déconfiture des défendeurs;

Vu l'absence du juge et l'urgence,

Il est ordonné que les créanciers de la succession Ringuet soient appelés par un avis à être publié deux fois dans les langues française et anglaise, dans la *Gazette Officielle de Québec*, à produire leurs réclamations contre ladite succes-

### Rule of Court

Canada, province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court. No 6389.

Before the prothonotary of said Court in the absence of the Judge.

The corporation of the town of Saint-Germain-de-Rimouski, district of Rimouski, plaintiff; vs Améla Ringuet, nurse, domiciled at Dupont hospital, Sherbrooke street, Montreal; Anna Ringuet, domiciled at No. 31 Parent avenue, Quebec, both spinsters, daughters of the late Michel Ringuet; also widow Michel Ringuet, wife contractually separated as to property of the late Michel Ringuet, residing at No. 31 Parent avenue, Quebec; Mathilde Ringuet, wife contractually separated as to property of Joseph E. Petitclerc, also domiciled at No. 31 Parent avenue, Quebec, and the said Joseph E. Petitclerc, her husband, a party hereto to assist his said wife to *ester en justice* for the purposes hereof; Fortunat Ringuet, laborer, residing at No. 163 Boyer street, Montreal; Michel Ringuet, laborer, residing at No. 508 Saint-Christophe street, Montreal; Alice Dumont, widow of Conrad Ringuet, domiciled at No. 1247 Saint-Hubert street, Montreal, in her quality of tutrix to her minor children of her late husband, all and each of them of the districts of Quebec and Montreal, being the heirs of the late Michel Ringuet, either directly or indirectly in their quality of heirs of the share of Adhemar or of the late Michel Ringuet or of both, defendants; and Dame Arthémise Côté-Talbot, Miss Anna Talbot-Talbot, Dame Louis-A. Dion, née Berthe Talbot, all three of the town of Saint-Germain-de-Rimouski, and Amanda Talbot, in religion sister Saint-Antoine-de-Padoue, of the parish of Sillery, all heirs of the late J. A. Talbot, in his lifetime merchant, of the town of Rimouski, creditors-claiming.

Owing to the petition of the heirs Talbot above mentioned and the allegation of insolvency of the defendants;

Owing to the absence of the Judge and the urgency;

It is ordered that the creditors of the Ringuet estate be called by a notice to be published twice in the French and English languages in the *Quebec Official Gazette* to file their claims against said Ringuet estate within fifteen days from the date

sion Ringuet dans les quinze jours de ladate de la première insertion du présent avis dans ladite Gazette Officielle.

Le protonotaire,  
Rimouski, 28 janvier 1920.  
E. AUGUSTE COTE

459-5-2

of the first insertion of the present notice in the said *Official Gazette*.

Rimouski, 28th January, 1920.  
E. AUGUSTE COTE,  
Prothonotary.

460-5-2

### Vente par licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3601. Dame Rosalie Groulx *et vir* demanderesse; vs Dame Exilda Groulx *et al*, défendeurs.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 26 janvier 1920, dans une cause dans laquelle Dame Rosalie Groulx, épouse contractuellement séparée de biens de Odilon Lesieur, restaurateur, des cité et district de Montréal, et ce dernier pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes, sont demandeurs; et Dame Exilda Groulx, fille majeure et usant de ses droits, Philomène Groulx, épouse séparée de biens de Pierre-Adolphe L'Heureux, gérant, et ce dernier pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes; Nathalie Groulx, épouse séparée de biens d'Hormisdas Leblanc, commerçant, et ce dernier pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes; Arthémise Chabot, veuve de feu Napoléon Groulx, Raoul Groulx, Leonidas Groulx et Alma Groulx, épouse contractuellement séparée de biens de Adolphe Blais, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

Un emplacement ayant front sur la rue Dorchester, en la cité de Montréal, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro quatre cent soixante-neuf (469) sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal, de la contenance de cinquante-cinq pieds de largeur sur trente-six pieds de profondeur, de là prenant quarante-sept pieds de largeur sur une nouvelle profondeur de quatorze pieds et sept pouces, de là prenant une largeur de trente-six pieds et six pouces sur une nouvelle profondeur de quarante-quatre pieds et onze pouces, et de là prenant une largeur de soixante et dix-sept pieds sur une nouvelle profondeur de quarante-deux pieds, le tout mesure anglaise et sans garantie de mesure précise. Cet emplacement est borné en front par ladite rue Dorchester, en arrière par le lot numéro quatre-cent-soixante-dix sur ledit plan, d'un côté, vers l'ouest, partie par le lot numéro quatre cent soixante-six sur ledit plan, et partie par le lot numéro quatre cent soixante-dix sur le même plan, et d'autre côté, vers l'est, par d'autres parties dudit lot numéro quatre cent soixante-neuf sur le même plan.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le PREMIER jour de MARS 1920, Cour tenante, dans la salle d'audience No 31 du Palais de justice de Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudica-

### Sale by licitation

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3601. Dame Rosalie Groulx *et vir*, plaintiff; vs Dame Exilda Groulx *et al*, defendants.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 26th January, 1920, in a cause in which Dame Rosalie Groulx, wife separated as to property by her marriage contract of Odilon Lesieur, of the city and district of Montreal, eating house keeper, and the said Odilon Lesieur to authorize his said wife for the purpose of the present action, is plaintiff; and Exilda Groulx, bachelor, Philomène Groulx, wife separated as to property of Pierre-Adolphe L'Heureux, manager, and the said Pierre-Adolphe L'Heureux to authorize his said wife, Nathalie Groulx, wife separated as to property of Hormisdas Leblanc, trader, and the said Hormisdas Leblanc to authorize his said wife; Arthémise Chabot, widow of the late Napoleon Groulx, Raoul Groulx, Leonidas Groulx and Alma Groulx, wife separated as to property of Adolphe Blais, and the said Adolphe Blais to authorize his said wife, all of the city and district of Montreal are defendants, ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit:

A piece of land fronting Dorchester street, in the city of Montreal, being part of the lot of land known and designated under number four hundred and sixty nine (469) of the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, of the city of Montreal, being fifty five feet wide by thirty six feet deep, from there having a width of forty seven feet by a new depth of fourteen feet and seven inches, from there having a width of thirty six feet and six inches by a new depth of forty four feet and eleven inches, and from there having a width of seventy seven feet by a new depth of forty two feet, the whole English measure and without guaranty as to the measurement. This piece of ground is bounded in front by Dorchester street, in rear by lot number four hundred and seventy on the said plan on the west side, by the lot four hundred and sixty six on the said plan, and by the lot four hundred and seventy and on the east side by other parts of the said lot number four hundred and sixty nine on the same plan.

The property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder on the FIRST day of MARCH, 1920, sitting the Court, in the Court room, number 31, of the Court House, in Montreal, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days

tion ; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.  
Montréal, 27 janvier 1920.

Les avocats de la demanderesse,  
433-5-2 BISSONNET & CORDEAU.

after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Montreal, 27th January, 1920.

BISSONNET & CORDEAU,  
434-5-2 Attorneys for plaintiff.

### Ventes pour taxes municipales.

### Sales for municipal taxes

#### PROPRIÉTÉ A VENDRE AU CONSEIL DE COMTÉ

DIVISION NO 2, COMTÉ DE MONTMORENCY, ISLE D'ORLÉANS.

Anselme Guérard, Sainte-Famille, Isle d'Orléans, 13 acres environ, No du cadastre 1, évaluation \$250.00.

Taxes municipales.....	\$ 11.09
Taxes scolaires.....	4.00
	<u>\$ 15.09</u>

Succession Jean Pouliot, Saint-Jean, Isle d'Orléans, superficie 1 acre environ, évaluation \$200.00. No du cadastre 205.

Taxes municipales.....	\$ 8.59
Taxes scolaires.....	2.40
Répartitions d'église.....	1.70
Total dû.....	<u>\$ 12.69</u>

Je, soussigné, secrétaire du conseil de comté, certifie que ces comptes sont exacts.

Et j'ai signé,

Le secrétaire du conseil de comté,  
545-6-2 J.-L. LETOURNEAU.

#### PROPERTY FOR SALE AT THE COUNTY COUNCIL.

DIVISION NO. 2, COUNTY OF MONTMORENCY, ISLAND OF ORLEANS.

Anselme Guérard, Sainte-Famille, Island of Orleans, 13 acres about, cadastral No. 1, estimated value \$250.00.

Municipal taxes.....	\$ 11.09
School taxes.....	4.00
	<u>\$ 15.09</u>

Estate Jean Pouliot, Saint-Jean, Island of Orleans, area 1 acre about, estimated value \$200.00, cadastral No. 205.

Municipal taxes.....	\$ 8.59
School taxes.....	2.40
Church dues.....	1.70
Total due.....	<u>\$ 12.69</u>

I, the undersigned, secretary of the county council, certify that the said accounts are correct. And I have signed,

J. L. LETOURNEAU,  
546-6-2 Secretary of the county council.

### VENTE PAR LE SHÉRIF ARTHABASKA

### SHERIFF'S SALE ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Cour de circuit.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } NAPOLEON ROUS-  
No 254. } SEAU, deman-  
deur ; vs ERNEST MARCOTTE, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur :

Une terre située à Notre-Dame-du-Bon-Conseil, faisant partie du lot No 5 du premier rang du canton de Horton, contenant 3 arpents de large sur 24 arpents de longueur, plus ou moins; bornée au bout nord-ouest au No 14b, au bout sud-est au chemin passant entre le 1er et le 2e rang, du côté nord-est à Donat Boucher et du côté sud-ouest à Uldoric Boucher—avec les bâtisses et dépendances dessus, laquelle terre est connue et désignée comme faisant partie sur le travers des lots Nos 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21 et 22 du cadastre officiel dudit canton de Horton et marqué E sur un plan déposé au bureau d'enregistrement du comté de Drummond.

Pour être vendue à la porte de l'église de la pa-

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Circuit Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit : } NAPOLEON ROUS-  
No. 254. } SEAU, plaintiff ;  
vs ERNEST MARCOTTE, defendant :

As belonging to said defendant :

A certain piece of land situated at Notre-Dame-du-Bon-Conseil, forming part of lot No 5 in the 1st range of the township of Horton containing 3 acres of land in width by 24 acres in depth, more or less; bounded on the north west end by lot No. 14b, on the south east end by the road passing between the 1st and the 2d ranges, on the north east side by Donat Boucher and on the south west side by Uldoric Boucher—with the buildings and dependencies thereon, which said piece of land is known and designated as forming part across the lots of the lots Nos 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21 and 22 of the official plan and book of reference of said township of Horton and marked E upon a plan deposited at the registry office of the county of Drummond.

To be sold at the church door of the parish of

roisse de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, le ONZE MARS prochain (1920), à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Arthabaska, 3 février 1920.

Le shérif,

533—6—2 J.-E. GIROUARD.  
[Première publication, 7 février 1920].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } F.-X. LABBE, de-  
No 350. } F. mandeur ; vs  
LES HERITIERS de feu Achille Gagnon, dé-  
fendeurs.

Comme appartenant auxdits héritiers :

Un certain terrain situé dans la ville d'Arthabaska, de la contenance de 450 pieds de front sur 491 pieds de profondeur, connu et désigné comme étant une partie du lot No 62 du cadastre officiel du village d'Arthabaskaville; borné en front au nord-est par la rue ou chemin communément appelé "Côte Stein", en arrière au sud-ouest par le terrain des commissaires d'écoles d'Arthabaska, du côté nord-ouest par les emplacements de Dame J.-E. Méthot, C.-R. Garneau, succession Sir W. Laurier et Alfred Paradis, et du côté sud-est par le terrain de Hector Beauchesne; la vente à être faite à la charge de payer deux rentes foncières de \$15.00 chacune, payables à F.-X. Labbé, à compter du 1er mai 1919 et aux autres charges et conditions, suivant que le tout est stipulé aux actes constitutifs desdites rentes.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice, à Arthabaska, le DIXIEME jour de MARS prochain (1920), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Arthabaska, 3 février 1920.

Le shérif,

535—6—2 J.-E. GIROUARD.  
[Première publication, 7 février 1920].

## CHICOUTIMI

FIERI FACIAS.

*Cour supérieure.—District de Chicoutimi.*

No 5843. } PIERRE TREMBLAY ET AL  
vs JOHN MCCARTHY.

Comme appartenant aux demandeurs :

Tous les droits, ouvrages et prétentions quelconques que les demandeurs ont et peuvent avoir sur le lot numéro cinquante-quatre (54) du quatrième rang nord du chemin Kénogami, suivant le cadastre officiel du canton Kénogami.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Cyriaque, le DIX-NEUVIEME jour de FÉVRIER 1920, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

L. ALAIN.

Bureau du shérif.

Chicoutimi, 9 janvier 1920. 201—3—2  
[Première publication le 17 janvier 1920].

## MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } J.-LEONARD BLAN-  
No 2556. } J. CHARD, deman-  
deur ; contre EMERY GAUTHIER, défendeur.

Notre-Dame-du-Bon-Conseil, on the ELEVENTH day of MARCH next (1920) at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

Arthabaska, 3rd February, 1920.

J. E. GIROUARD,

534—6—2 Sheriff.  
[First publication, 7th February, 1920].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit : } F.-X. LABBE, plain-  
No. 350. } F. tiff ; vs THE  
HEIRS of Achille Gagnon, defendants.

As belonging to said heirs :

A certain piece of land situated in the town of Arthabaska, containing 450 feet in front by 491 feet in depth, known and designated as being a part of lot No 62 of the official plan and book of reference of the village of Arthabaskaville; bounded in front towards the north east by the street or road generally known as "Côte Stein", in rear towards the south west by the land belonging to the school commissioners of Arthabaska, on the north west side by the emplacements of Dame J. E. Methot, C. R. Garneau, Sir W. Laurier's estate and Alfred Paradis, and on the south east side by the land of Hector Beauchesne; the sale to be made subject and at the charge to pay the two ground rents of \$15.00 each, payable unto F. X. Labbé, computed from the 1st day of May 1919, and to the other charges and conditions, as the whole is stipulated in the deeds constituting the said rents.

To be sold at my office, in the Court House, at Arthabaska, on the TENTH day of MARCH next (1920) at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

Arthabaska, 3rd February, 1920.

J. E. GIROUARD,

536—6—2 Sheriff.  
[First publication, 7th February, 1920].

## CHICOUTIMI

FIERI FACIAS.

*Superior Court.—District of Chicoutimi.*

No. 5843. } PIERRE TREMBLAY ET AL  
vs JOHN MCCARTHY.

As belonging to plaintiffs :

All the rights, works and pretensions whatever which the plaintiffs have and may have on the lot number fifty four (54) of the 4th range north of Kenogami road, according to the official cadastre of Kenogami township.

To be sold at the church door of Saint-Cyriaque, on the NINETEENTH day of FEBRUARY, 1920, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. ALAIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Chicoutimi, 9th January, 1920. 202—3—2  
[First publication, 17th January, 1910].

## MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } J.-LEONARD BLAN-  
No. 2556. } J. CHARD, plaintiff;  
against EMERY GAUTHIER, defendant.

1. Une partie du numéro quatre-vingt-huit (ptie 88) des plan et livre de renvoi officiels du village de Rigaud, comté de Vaudreuil—avec bâtisses dessus construites décrites comme suit : tenant en front au chemin public, en arrière à la rivière Rigaud, du côté nord à André Malette, et du côté sud à James Fletcher ou représentants et au numéro quatre-vingt-dix. Le terrain présentement saisi comprend tout le numéro quatre-vingt-huit susdit, moins une lisière de terrain de trente-trois pieds de largeur à prendre du chemin public jusqu'à ladite rivière Rigaud, du côté nord dudit numéro quatre-vingt-huit, laquelle lisière appartient audit André Malette, avec droit de passage sur le chemin qui existe sur ladite lisière en commun avec les propriétaires, soit à pieds ou en voiture ;

2. Un emplacement de forme irrégulière, situé en ladite ville de Rigaud, formé du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du ci-devant village de Rigaud, sous le numéro quatre-vingt-onze et partie du lot numéro quatre-vingt-douze (92), contenant soixante et trois pieds de largeur sur la rue Saint-Pierre qui le borne en front, cinquante pieds vers le milieu de sa profondeur et quarante-cinq pieds aussi de largeur à la rivière Rigaud qui le borne en arrière ; tenant d'un côté au numéro quatre-vingt-dix et de l'autre côté au reste dudit lot numéro quatre-vingt-douze, donnant une superficie d'environ huit perches, tel que ledit emplacement se trouve actuellement, le tout plus ou moins—avec maison et étal de boucher y attendant, boulangerie, remises et autres bâtisses dessus érigées ;

3. Un certain emplacement ayant front sur l'avenue Monat, au Sault-au-Récollet, formant partie du lot numéro soixante et un aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse du Sault-au-Récollet et plus particulièrement connu sur le plan de subdivision, dûment fait et déposé, dudit lot officiel comme les subdivisions numéros cinq cent soixante et dix-sept et cinq cent soixante et dix-huit (577 et 578 de 61). Contenant chaque lot trente et un pieds de largeur par soixante et treize pieds de profondeur de deux mille deux cent soixante et trois pieds de superficie, mesure anglaise, et plus ou moins, tel que le tout se trouve actuellement, sans aucune réserve quelconque.

Pour être vendus les paragraphes Nos 1 et 2 à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Rigaud, le ONZIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin, et le paragraphe No 3 à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Montréal, 4 février 1920.

Le shérif,

529—6-2

L.-J. LEMIEUX.

[Première publication, 7 février 1920.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } LES COMMISSAIRES  
No. 1586. } L' D'ECOLE DE LA  
MUNICIPALITE DE WESTMOUNT, dans le comté d'Hochelaga, corporation légalement constituée et ayant son bureau-chef dans la cité de Westmount, dans le district de Montréal, demandeurs ; vs SUNNYSIDE REALTIES, LIMITED, corporation légalement constituée et ayant son bureau et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, défenderesse.

Un emplacement sis et situé en la cité de Westmount, district de Montréal, ayant front sur l'a-

1. A part of the number eighty eight (pt. 88) on the official plan and book of reference of the village of Rigaud, county of Vaudreuil—with buildings thereon erected, described as follows : Bounded in front by the public road, in the rear by the river Rigaud, on the north side by André Malette, and on the south side by James Fletcher or representatives and by the number ninety. The lot of land presently seized comprises the whole of number eighty eight aforesaid, minus a strip of land of thirty three feet in width to be taken from the public road as far as the said river Rigaud, on the north side of the said number eighty eight, which strip belongs to the said André Malette, with right of way in the road that exists on the said strip in common with the proprietors either on foot or in vehicle ;

2. An emplacement of irregular outline situate in the said town of Rigaud, formed of the lot known and designated on the official plan and book of reference of the heretofore village of Rigaud, under the number ninety one and part of the lot number ninety two (92), containing sixty three feet in width on Saint-Pierre street which bounds it in front, fifty feet towards the middle of its depth and forty five feet also in width at the river Rigaud which bounds it in the rear ; bounded on one side by the number ninety and on the other side by the remainder of the said lot number ninety two, giving an area of about eight perches, as the said emplacement actually is, all more or less—with house and butcher's stall attached thereto, bakery, sheds and other buildings thereon erected ;

3. A certain emplacement fronting on Monat avenue, in Sault-au-Récollet, forming part of the lot number sixty one on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Sault-au-Récollet and more particularly known on the subdivision plan, duly made and filed, of the said official lot as the subdivisions numbers five hundred and seventy seven and five hundred and seventy eight (577 and 578 of 61). Each lot containing thirty one feet in width by seventy three feet in depth and two thousand two hundred and sixty three feet in area, English measurement, more or less, as the whole presently is, without any reserve whatever.

To be sold paragraphs Nos. 1 and 2 at the parochial church door of the parish of Rigaud, on the ELEVENTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon, and paragraph No. 3 at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

Montreal, 4th February, 1920.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

530—6-2

[First publication, 7th February, 1920.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } THE SCHOOL COM-  
No. 1586. } MISSIONERS OF  
THE MUNICIPALITY OF THE CITY OF WESTMOUNT, in the county of Hochelaga, a body politic and corporate duly incorporated and having its head office at the city of Westmount, in the district of Montreal, plaintiffs ; vs SUNNYSIDE REALTIES, LIMITED, a body politic and corporate duly incorporated and having its head office and principal place of business at the city and district of Montreal, defendant.

An emplacement lying and situate in the city of Westmount, district of Montreal, fronting on

venue Sunnyside de ladite cité, et composé de ce qui suit, savoir :

1. Les lots de terre connus et désignés comme étant les subdivisions Nos 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 de la subdivision officielle No 16 du lot originaire No 284 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Montréal ;

2. Un lot de terre connu et désigné sous le No 198B de la subdivision officielle du lot originaire No 282 desdits plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Montréal ;

3. Un lot de terre connu et désigné sous le No. 1 de la subdivision du lot No 201 de la subdivision officielle du lot originaire No 282, desdits plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Montréal ;

4. Un lot de terre connu et désigné sous le No 4 de la subdivision du lot No 200 de la subdivision officielle du lot originaire No 282, desdits plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses dessus érigées; le tout ne formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Montréal, 4 février 1920.

Le shérif,

531—6—2

L.-J. LEMIEUX.

[Première publication, 7 février 1920].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } ALPHONSE JEAN-  
No 41½. } A NOTTE demandeur contestant; vs EUCLIDE BERNARD, défendeur failli, et J.-P.-M. BEDARD, curateur, et L.-E. BERNARD, avocat distrayant.

Comme appartenant audit défendeur failli :

L'immeuble portant le numéro trois cent quatorze (314) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Bruno, ayant front sur le chemin public.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Bruno, le DIX-NEUVIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif.

Montréal, 12 janvier 1920.

Le shérif,

213—3—2

L.-J. LEMIEUX.

[Première publication, 17 janvier 1920].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } L'HONORABLE AL-  
No 3430. } BERT - EMMA-  
NUEL DELORIMIER, des cité et district de Montréal, juge de la Cour supérieure pour cette province, demandeur; contre F. MALLETTTE et AL, défendeurs, et G.-L. L'HEUREUX, curateur au délaissement.

Un lot de terre situé en la paroisse de Sainte-Marthe, dans le comté de Vaudreuil, connu et désigné comme étant le lot numéro quatre cent quatre-vingt-huit (No 488) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Sainte-Marthe, situé côté nord de la concession Saint-Henri, dans ladite paroisse de Sainte-Marthe; borné en front par le chemin du Roi, en arrière par les terres de la concession Saint-George, côté sud, d'un côté par le numéro quatre cent quatre-vingt-sept dudit cadastre et de l'autre côté par le numéro quatre cent quatre-vingt-neuf—avec une écurie dessus érigée.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale

Sunnyside avenue of said city, and composed of the following lots, to wit :

1. The lots of land known and designated as being the subdivisions Nos 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 and 10 of the official subdivision No. 16 of the original lot No. 284 of the official cadastral plan and book of reference of the parish of Montreal ;

2. A lot of land known and designated under the No. 198B of the official subdivision of the original lot No. 282 of said official cadastral plan and book of reference of the parish of Montreal.

3. A lot of land known and designated under the No. 1 of the subdivision of the lot No. 201 of the official subdivision of the original lot No. 282, of said official cadastral plan and book of reference of the parish of Montreal ;

4. A lot of land known and designated under the No. 4 of the subdivision of the lot No. 200 of the official subdivision of the original lot No. 282 of said official cadastral plan and book of reference of the parish of Montreal—with the buildings thereon erected; the whole forming one single plot of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

Montreal, 4th February, 1920.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

532—6—2

[First publication, 7th February, 1920].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } ALPHONSE JEAN-  
No. 41½. } A NOTTE, contesting plaintiff; vs EUCLIDE BERNARD, insolvent defendant and J. P. M. BEDARD, curator, and L. E. BERNARD, advocate distracting for costs.

As belonging to said insolvent defendant :

The immoveable bearing the number three hundred and fourteen (314) of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Bruno, fronting on the public road.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Bruno, on the NINETEENTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

Montreal, 12th January, 1920.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

214—3—2

[First publication, 17th January, 1920].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } THE HONORABLE  
No. 3430. } T ALBERT EMMA-  
NUEL DELORIMIER, of the city and district of Montreal, judge of the Superior Court for this Province, plaintiff; against F. MALLETTTE et AL, defendants and G. L. L'HEUREUX curator to the surrender of property.

A lot of land situate in the parish of Sainte-Marthe, in the county of Vaudreuil, known and designated as being the lot number four hundred and eighty eight (No. 488) of the official cadastral plan and book of reference of the parish of Sainte-Marthe, situate on the north side of Saint-Henri concession, in said parish of Sainte-Marthe; bounded in front by the King's highway, in rear by the lands of Saint George's concession, south side, on one side by the number four hundred and eighty seven of said cadastre and on the other side by the number four hundred and eighty nine—with a stable thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the

siale de la paroisse de Sainte-Marthe, le DIX-NEUVIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif,  
Montréal, 14 janvier 1920.

261—3-2

Le shérif.

[Première publication, 17 janvier 1920].

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **LA SOCIÉTÉ DE PL-**  
No 4028. } **CEMENTS DE**  
**MONTREAL, LIMITÉE**, corporation légale-  
ment constituée, ayant son siège social à Mont-  
réal, demanderesse ; vs **LA SOCIÉTÉ NATIONALE**  
**D'IMMEUBLES, LIMITÉE**, corpora-  
tion légalement constituée, ayant son siège  
social à Montréal, défenderesse.

1. Un terrain situé à Montréal, au coin nord-ouest de la rue Sainte-Catherine et de l'avenue de l'hôtel-de-ville, étant la plus grande partie du lot numéro cinq cent trois, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis de la cité de Montréal ; borné en front par la rue Sainte-Catherine, derrière par le lot numéro cinq cent deux, des mêmes plan et livre de renvoi officiels, d'un côté au nord-est par ladite avenue Hôtel-de-Ville, et de l'autre côté, au sud-ouest, partie par le lot numéro cinq cent quatre et partie par le reste dudit lot numéro cinq cent trois, ayant appartenu à Joseph Beauchamp ou représentants—avec constructions, dépendances et servitudes ;

Le terrain ci-dessus a été subdivisé suivant plan déposé le 20 juin 1918, et porte les numéros un, deux, trois et quatre (Nos 1, 2, 3 et 4) de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinq cent trois (503) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal ;

Aux charges suivantes :

a. De payer à la succession John Pratt, une somme de quarante-deux mille huit cents piastres (\$42,800.00) en capital, due par la défenderesse, en vertu d'un acte de prorogation de délai passé devant Me P.-C. Lacasse, notaire, le seize novembre mil neuf cent dix-sept, enregistré à Montréal-Est, sous le No 105753, et des actes enregistrés au même bureau sous les Nos 47998, 78217, 83943 et 86604, avec intérêt au taux de six et demi pour cent par an, à compter du premier décembre 1919, payable semi-annuellement, les premiers juin et décembre de chaque année, et le capital exigible le 6 juin 1920 ;

b. De payer à John-Omer Marchand, architecte, de Westmount, une somme de neuf mille quatre cents piastres (\$9,400.00) en capital, à lui due par la défenderesse, en vertu d'un acte de cession-transport consenti par Alexandre Desmar-teau, devant Me P.-C. Lacasse, notaire, le onze avril mil neuf cent quatorze, enregistré à Montréal-Est, sous le No 94593, et de l'acte enregistré sous ledit No 86604, avec intérêt au taux de six pour cent par an, à compter du premier décembre 1919, payable semi-annuellement, les premiers juin et décembre de chaque année, et le capital étant actuellement exigible ;

2. Le lot de terre connu et désigné sous le numéro cinq cent deux (No 502) sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis de la cité de Montréal ; borné en front par l'avenue de l'Hôtel-de-Ville—avec les constructions y érigées, portant les Nos 314, 316 et 318 de l'avenue de l'Hôtel-de-Ville ;

parish of Sainte-Marthe, on the NINETEENTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

Montréal, 14th January, 1920.

262—3-2

Sheriff.

[First publication, 17th January, 1920].

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **LA SOCIÉTÉ DE PL-**  
No. 4028. } **CEMENTS DE**  
**MONTREAL, LIMITEE**, a legally constituted  
corporation, having its place of business at Mont-  
real, plaintiff ; vs **LA SOCIÉTÉ NATIONALE**  
**D'IMMEUBLES, LIMITEE**, a legally consti-  
tuted corporation, having its place of business at  
Montreal, defendant.

1. A lot of land situate in Montreal, at the northwest corner of Sainte-Catherine street and City Hall Avenue, being the greater part of the lot number five hundred and three on the official plan and book of reference of Saint-Louis ward of the city of Montreal ; bounded in front by Sainte-Catherine street, in the rear by the lot number five hundred and two on the same official plan and book of reference, on one side to the northeast by the said City Hall Avenue, and on the other side to the southwest, partly by the lot number five hundred and four and partly by the remainder of the said lot number five hundred and three, having belonged to Joseph Beauchamp or representatives—with buildings, dependencies and servitudes ;

The above lot of land has been subdivided as per plan deposited on the 20th June, 1918, and bears the numbers one, two, three and four (Nos. 1, 2, 3 and 4), of the official subdivision of original lot number five-hundred and three (503), of the official plan and book of reference of Saint-Louis ward, in the city of Montreal ;

Subject to the following charges :

a. Of paying to the estate John Pratt, the sum of forty two thousand eight hundred dollars (\$42,800.00) in capital, due by the defendant under a deed of prorogation of delay passed before Me. P. C. Lacasse, notary, on the sixteenth of November, one thousand nine hundred and seventeen, registered at Montreal-East under the No. 105753 and the deeds registered at the same office under the Nos. 47998, 78217, 83943 and 86604—with interest at the rate of six and a half per cent per annum from the first of December, 1919, payable semi annually on the first of June and December of every year, and the capital demandable on the 6th June, 1920 ;

b. Of paying to John Omer Marchand, architect, of Westmount, the sum of nine thousand four hundred dollars (\$9,400.00) in capital, due to him by the defendant under a deed of conveyance made by Alexandre Desmar-teau before Me. P. C. Lacasse, notary, on the eleventh of April, one thousand nine hundred and fourteen, registered at Montreal-East under the No. 94593 and of the deed registered under the said No. 86604—with interest at the rate of six per cent per annum from the first of December, 1919, payable semi annually on the first of June and December of every year, and the capital being actually demandable ;

2. The lot of land known and designated under the number five hundred and two (No. 502) on the official plan and book of reference of Saint-Louis ward, of the city of Montreal ; bounded in front by City Hall Avenue—with the buildings erected thereon, bearing the Nos 314, 316 and 318 of City Hall Avenue ;

## Aux charges suivantes :

a. De payer une somme de douze mille piastres (\$12,000.00) en capital, due à Melle Blanche Plante, majeure, de Saint-Jean, et à Melles Caesaria Kreuzburg, Gertrude Kreuzburg et Angela Kreuzburg, toutes majeures, domiciliées à Pau, Basses-Pyrénées, en France, (dont huit mille piastres à Melle Plante et quatre mille piastres aux Melles Kreuzburg, conjointement), en vertu d'une obligation passée devant E. Biron, notaire, le quatre décembre mil neuf cent dix-huit, enregistrée à Montréal-Est sous le numéro 108372, portant intérêt au taux de sept pour cent par an, à compter du premier septembre dernier, payable semi-annuellement les premiers mars et septembre de chaque année, et le capital exigible le 4 décembre 1923 ;

3. Un terrain situé en la cité de Montréal, dans le quartier Saint-Louis, sur la rue Sainte-Catherine, connu et désigné sous le numéro cinq cent quatre (No 504) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal; ce terrain est borné comme suit : en front à la rue Sainte-Catherine, en profondeur, partie par le lot numéro 503-5 ci-après décrit, et partie par la ruelle portant le No 503-3, d'un côté par le No 505, et d'autre côté par les lots Nos 503-1 et 503-2—avec les constructions y érigées ;

4. Un autre terrain situé au même lieu, en arrière dudit lot No 504, connu et désigné sous le numéro cinq, de la subdivision du lot numéro cinq cent trois, des plan et livre de renvoi officiels dudit quartier Saint-Louis ; borné au sud-est par une partie du numéro 504 et partie par le numéro 505, au nord-ouest par le lot No 502, et au nord-est, partie par le lot numéro 503-4 et par le passage ci-après mentionné, portant le numéro 503-3, et au sud-ouest, partie par le lot numéro 505 et partie par le lot numéro 507—avec les constructions y érigées, et avec droit de passage sur ledit lot numéro 503-3, contenant huit pieds de largeur sur cinquante-quatre pieds et soixante-quinze centièmes de profondeur, s'étendant de l'avenue de l'Hôtel-de-Ville audit No 503-5, ci-dessus décrit.

## A la charge :

a. De payer à l'Alliance Nationale, de Montréal, dans dix ans du onze octobre 1918, une somme de vingt mille piastres (\$20,000.00) avec intérêt à compter du premier janvier 1920, au taux de six et demi pour cent par an, payable semi-annuellement les premiers janvier et juillet de chaque année, due aux termes d'un contrat de prêt devant L.-O. Dauray, notaire, le onze octobre mil neuf cent dix-huit, enregistré audit bureau de Montréal-Est, sous le numéro 107.995 ; et d'une quittance subrogative reçue devant le même notaire, le vingt-trois octobre mil neuf cent dix-huit, enregistré au même bureau, sous le No 108,104.

Les immeubles ci-dessus ne formant en tout qu'une seule et même exploitation et devant être vendus en bloc.

La vente sera faite à la charge de toutes les clauses des actes d'obligation et hypothèque ci-dessus et des droits desdits créanciers hypothécaires, tels que constitués en vertu des titres de chacune de leurs créances.

Ces immeubles seront de plus vendus à la charges des baux existant, suivant leur forme et teneur.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de

## Subject to the following charges :

a. Of paying the sum of twelve thousand dollars (\$12,000.00) in capital, due to Miss Blanche Plante, of full age of Saint Jean, and to Misses Caesaria Kreuzburg, Gertrude Kreuzburg and Angela Kreuzburg, all of full age, domiciled at Pau, Basses-Pyrénées, in France (of which eight thousand dollars to Miss Plante and four thousand dollars to Misses Kreuzburg, conjointly), in virtue of an obligation passed before E. Biron, notary, on the fourth of December, one thousand nine hundred and eighteen, registered at Montreal-East under the number 108372, bearing interest at the rate of seven per cent per annum from the first of September last, payable semi annually on the first of March and September of every year, and the capital demandable on the 4th December, 1923 ;

3. A lot of land situate in the city of Montreal, in Saint-Louis ward, on Sainte-Catherine street, known and designated under the number five hundred and four (No. 504) on the official plan and book of reference of Saint-Louis ward of the city of Montreal, the said land being bounded as follows : in front by Sainte-Catherine street, in depth partly by the lot number 503-5 hereinafter described and partly by the lane bearing the No. 503-3, on one side by the No. 505, and on the other side by the lots Nos. 503-1 and 503-2—with the buildings erected thereon ;

4. Another lot of land situate at the same place, in the rear of the said lot No. 504, known and designated under the number five of the subdivision of the lot number five hundred and three on the official plan and book of reference of the said Saint-Louis ward ; bounded on the southeast by a part of the number 504 and partly by the number 505, on the northwest by the lot No. 502, and on the northeast, partly by the lot number 503-4 and by the passage hereinafter mentioned, bearing the number 503-3, and on the southwest, partly by the lot number 505 and partly by the lot number 507—with the buildings erected thereon and with the right of way in the said lot number 503-3, containing eight feet in width by fifty four feet and seventy five one hundredths in depth, extending from City Hall Avenue to the said No. 503-5, hereinafter described ;

## Subject to the charge :

a. Of paying to l'Alliance Nationale of Montreal, in ten years from the eleventh of October, 1918, the sum of twenty thousand dollars (\$20,000.00) with interest from the first of January 1920, at the rate of six and one half per centum per annum, payable semi-annually the first of January and July of every year due upon the terms of a loan contract before L. O. Dauray, notary, on the eleventh of October, one thousand nine hundred and eighteen, registered at the said office of Montreal-East under the number 107,995 ; and of a subrogative discharge received before the same notary on the twenty third of October, one thousand nine hundred and eighteen, registered at the same office under the No. 108,104 ;

The hereinabove immovable form in all but one plot and are to be sold in block.

The sale shall be made subject to all the clauses of the hereinabove deeds of contract and hypothec and rights of the said hypothecary claimants, as constituted in virtue of the titles of each of their claims.

The said immovables shall moreover be sold subject to the existing leases according to their form and tenor.

To be sold at my office, in the city of Montreal

Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures du matin.  
Bureau du shérif.

Montréal, 14 janvier 1920.

Le shérif,

263-3-2

L.-J. LEMIEUX.

[Première publication, 17 janvier 1920.]

## NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Cour supérieure.—District de Nicolet.*

Nicolet, à savoir : } LA BANQUE NATIONALE, de Nicolet, demanderesse ; vs ALBERT BOISCLAIR et ANTONIO PERRAULT, défendeurs.

Comme appartenant au défendeur, Antonio Perrault, l'immeuble suivant, savoir :

Un terrain contenu dans le lot de terre No deux cent vingt-six (226), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Bécancourt, du second rang du fief Dutord, du côté sud du chemin de front dudit rang, longeant la ligne sud-ouest du lot No deux cent trente (230) ; prenant son front audit chemin et se terminant en profondeur au terrain de Pierre Pratte ; joignant au nord-est ledit Pierre Pratte, et au sud-ouest Urcisse Carpentier ; quant à sa largeur, il a été convenu que sa ligne du côté du sud-ouest passe à douze pieds à l'est du puits qu'il y a sur le terrain dudit Urcisse Carpentier à aller en droite ligne au coin nord-est de la remise dudit Urcisse Carpentier pour se rendre aussi en ligne droite jusqu'audit chemin, soit environ cent quatre pieds (104) de largeur à son front sur quatre-vingt-dix-neuf pieds de largeur à sa profondeur ; la ligne sud-ouest dudit terrain ayant environ cent dix (110) pieds de longueur, et la ligne nord-est soixante (60) pieds ; à distraire cependant la partie prise pour route—avec bâtisse dessus construite servant de beurrerie-fromagerie et dépendances, et y compris tout le matériel et machines servant à l'exploitation de ladite beurrerie-fromagerie, et avec le droit, pour l'acquéreur, de prendre de l'eau pour les besoins de ladite beurrerie-fromagerie, dans le puits sur le terrain de Urcisse Carpentier.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Bécancourt, le DIX-SEPTIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif.

Nicolet, 3 février 1920.

Le shérif,

537-6-2

J.-H.-O. HEBERT.

[Première publication, 7 février 1920.]

## OTTAWA

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de circuit.—District de Hull.*

Hull, à savoir : } THE ROCK CITY TOBACCO CO., LTD., demanderesse ; contre DAME EDMOND CLOUTIER, défenderesse, à savoir :

Le lot numéro trois cent soixante-treize (373) des plan et livre de renvoi officiels pour la ville

on the NINETEENTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,

Montreal, 14th January, 1920.

L.-J. LEMIEUX,

264-3-2

Sheriff.

[First publication, 17th January, 1920.]

## NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Superior Court.—District of Nicolet.*

Nicolet, to wit : } LA BANQUE NATIONALE, of Nicolet, plaintiff ; vs ALBERT BOISCLAIR and ANTONIO PERRAULT, defendants.

As belonging to the defendant, Antonio Perrault, the following immoveable, to wit :

A lot contained in the lot of land number two hundred and twenty six (226) of the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Bécancourt, in the second range of the fief Dutord, on the south side of the front road of the said range, running along the southwest line of the lot number two hundred and thirty (230) ; taking its front on the said road and terminating in depth at the land of Pierre Pratte ; adjoining on the north east the said Pierre Pratte and on the southwest Urcisse Carpentier ; as to its width, it was agreed that its line on the southwest side passes at twelve feet on the east of the well that there is on the land of the said Urcisse Carpentier going in a straight line to the northeast end of the shed of the said Urcisse Carpentier to extend also in a straight line as far as the said road, say about one hundred and four feet (104) in width on its front by ninety nine feet in width on its depth ; the southwest line of the said land being about one hundred and ten (110) feet in length, and the northeast line sixty (60) feet ; to be withdrawn however the part taken for by-road—with a building thereon erected used for a butter and cheese factory and dependencies, and including all the equipment and machinery used in the operation of the said butter and cheese factory, and with the right for the purchaser of taking water for the needs of the said butter and cheese factory from the well on the land of Urcisse Carpentier.

To be sold at the parochial church door of the parish of Bécancourt, on the SEVENTEENTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

Nicolet, 3rd February, 1920.

J. H. O. HEBERT.

538-6-2

Sheriff.

[First publication, 7th February, 1920.]

## OTTAWA

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.—District of Hull.*

Hull, to wit : } THE ROCK CITY TOBACCO CO., LTD., plaintiff ; against DAME EDMOND CLOUTIER, defendant, to wit :

Lot number three hundred and seventy three (373) of the official plan and book of reference

de Buckingham, district de Hull—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Grégoire-de-Mazianze, à Buckingham, le DEUXIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

C. M. WRIGHT.

Bureau du shérif.

Hull, 27 janvier 1920.

477—6-2

[Première publication, 7 février 1920.]

for the town of Buckingham, in the district of Hull—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Grégoire-de-Mazianze, at Buckingham, on SECOND day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff.

Sheriff's office.

Hull 27th January, 1920.

478—6-2

[First publication, 7th February, 1920.]

## QUÉBEC

### FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } DANS une cause où JO-  
No 2422. } SEPH LAMBERT,  
de Saint-Apollinaire, comté de Lotbinière, journalier et cultivateur, est demandeur; contre NAPOLEON DESRUISSEAUX, de Saint-Apollinaire, comté de Lotbinière, défendeur; ledit défendeur contre ledit demandeur, Joseph Lambert, à savoir :

1. Une terre située en la paroisse de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, comté de Lotbinière, faisant partie du lot No 32 (trente-deux) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Flavien, comté de Lotbinière, contenant deux arpents sur trente arpents; bornée au nord-est à Napoléon Lambert et au sud-ouest à Abdon Couture, circonstances et dépendances ;

2. Une terre située en la paroisse de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, comté de Lotbinière, connue comme faisant partie du No 36 (trente-six) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Flavien, comté de Lotbinière, contenant deux arpents sur vingt arpents; bornée au nord-est à Honoré Lambert et au sud-ouest à Napoléon Lambert, circonstances et dépendances ;

3. Partie du lot No 167 (cent soixante et sept) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Apollinaire, comté de Lotbinière, étant un emplacement situé dans le village de Saint-Apollinaire contenant 48 pieds de front sur le côté nord-est sur 145 pieds de profondeur, et 44 pieds de front sur le côté sud-ouest, mesure anglaise; borné au nord-est au chemin privé de Emile Rousseau, au sud-ouest au bout de ladite profondeur, au nord partie à environ 30 pieds du chemin de fer Intercolonial et partie à Emile Rousseau, et au sud à Emile Roussau, tel que renclôs à l'heure actuelle—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Les lots premièrement et deuxièmement décrits pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, comté de Lotbinière, le ONZIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Le lot troisièmement décrit pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Apollinaire, comté de Lotbinière, le ONZIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 5 février 1920.

541—6-2

[Première publication, 7 février 1920].

[Deuxième publication, 21 février 1920].

## QUEBEC

### FIERI FACIAS

Quebec, to wit : } IN a cause wherein JO-  
No. 2422. } SEPH LAMBERT, of  
Saint-Apollinaire, county of Lotbinière, laborer and farmer, is plaintiff; against NAPOLEON DESRUISSEAUX, of Saint Apollinaire, county of Lotbinière, is defendant; the said defendant against the said plaintiff, to wit :

1. A piece of land situate in the parish of Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, county of Lotbinière, forming part of the lot No. 32 (thirty two) of the official cadastre for the parish of Saint-Flavien, county of Lotbinière, containing two arpents by thirty arpents; bounded on the northeast by Napoléon Lambert and on the southwest by Abdon Couture, circumstances and dependencies;

2. A piece of land situate in the parish of Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, county of Lotbinière, known as forming part of the lot No. 36 (thirty six) of the official cadastre for the parish of Saint-Flavien, county of Lotbinière, containing two arpents by twenty arpents; bounded on the northeast by Honoré Lambert and on the southwest by Napoléon Lambert; circumstances and dependencies.

3. Part of the lot No 167 (one hundred and sixty seven) of the official cadastre for the parish of Saint-Apollinaire, county of Lotbinière, being an emplacement situate in the village of Saint-Apollinaire, containing 48 feet in front on the northeast side by 145 feet in depth and 44 feet in front on the southwest side English measure; bounded on the northwest by the private road of Emile Rousseau, on the southwest at the end of said depth, on the north partly at about 30 feet from the Intercolonial Railway and partly by Emile Rousseau and on the south by Emile Rousseau, as presently fenced in—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The lots firstly and secondly above described to be sold at the parochial church door of Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, county of Lotbinière, on the ELEVENTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

The lot thirdly above described to be sold at the parochial church door of Saint-Apollinaire, county of Lotbinière, on the ELEVENTH day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Quebec, 5th February, 1920.

542—6-2

[First publication, 7th February, 1920].

[Second publication, 21st February, 1920].

## FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : ) **QUÉBEC LAND COM-**  
 No 2837. ) **PANY**, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la cité de Québec ; contre **MONTREAL QUEBEC REALTY COMPANY**, corps politique, ayant sa principale place d'affaires en la cité de Québec, à savoir :

1. Les subdivisions Nos 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 998, 999, 1000, 1001, 1002, 1003, 1004, 1005, 1006, 1007, 1008, 1009, 1010, 1011, 1012, 1013, 1014, 1016, 1017, 1018, 1019, 1020, 1021, 1022, 1023, 1024, 1025, 1026, 1404, 1405, 1406, 1407, 1408, 1409, 1410, 1411, 1412, 1414, 1415, 1416, 1417, 1418, 1419, 1420, 1421, 1422, 1423, 1424, 1425, 1426, 1427, 1429, 1430, 1431, 1432, 1433, 1434, 1435, 1436, 1437, 1438, 1439, 1440, 1441, 1442, 1444, 1445, 1446, 1447, 1448, 1449, 1450, 1451, 1452, 1454, 1455, 1456, 1457, 1458, 1459, 1460, 1461, 1462, 1463, 1464, 1465, 1466, 1467, 1469, 1470, 1471, 1472, 1473, 1474, 1475, 1476, 1477, 1478, 1479, 1480, 1481, 1482, 1484, 1485, 1486, 1487, 1488, 1489, 1490, 1491, 1492, 1494, 1495, 1496, 1497, 1498, 1499, 1500, 1501, 1502, 1503, 1504, 1505, 1506, 1507, 1509, 1510, 1511, 1512, 1513, 1514, 1515, 1516, 1517, 1518, 1519, 1520, 1521, 1522, 1545, 1546, 1547, 1549, 1550, 1551, 1585, 1586, 1587, 1589, 1590, 1591, 1614, 1615, 1616, 1618, 1619, 1620, 1632, 1633, 1634, 1636, 1637, 1638, 1644, 1645, 1646, 1647, 1648, 1650, 1651, 1652, 1654, 1655, 1656, 1658, 1659, 1660, 1661, 1662, 1663, 1664, 1665, 1666, 1668, 1669, 1670, 1672, 1673, 1674, 1676, 1677, 1678, 1679, 1680, 1681, 1682, 1683, 1684, 1686, 1687, 1688, 1690, 1691, 1692, 1694, 1695, 1696, 1697, 1698, 1699, 1700, 1701, 1702, 1704, 1705, 1706, 1708, 1709, 1710, 1714, 1715, 1716, 1717, 1718, 1719, 1720, 1721, 1722, 1725, 1726, 1727, 1728, 1729, 1730, 1731, 1732, 1733, 1736, 1737, 1738, 1739, 1740, 1741, 1742, 1743, 1744, 1747, 1787, 1788, 1789, 1790, 1791, 1792, 1793 du lot No 508 (cinq cent huit) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch-Nord, étant des lots situés dans le quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec (autrefois quartier Limoilou)—circonstances et dépendances ;

2. Les subdivisions Nos 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742 du lot No 509 (cinq cent neuf) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch-Nord, étant des lots situés dans le quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec (autrefois quartier Limoilou)—circonstances et dépendances ;

3. Les lots Nos 441-47 (quatre cent quarante et un, quarante-sept) et 441-a-3 (quatre cent quarante et un-a-trois) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch-Nord, étant des lots situés dans le quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec (autrefois quartier Limoilou), avec la contenance qui leur est donnée sur un plan annexé à la minute portant le No 15569 du reper-

## FIERI FACIAS.

Québec, to wit : ) **QUEBEC LAND-COM-**  
 No. 2837. ) **PANY**, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city of Quebec ; against **MONTREAL QUEBEC REALTY COMPANY**, a body politic, having its principal place of business in the city of Quebec, to wit :

1. The subdivision Nos. 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 998, 999, 1000, 1001, 1002, 1003, 1004, 1005, 1006, 1007, 1008, 1009, 1010, 1011, 1012, 1013, 1014, 1016, 1017, 1018, 1019, 1020, 1021, 1022, 1023, 1024, 1025, 1026, 1404, 1405, 1406, 1407, 1408, 1409, 1410, 1411, 1412, 1414, 1415, 1416, 1417, 1418, 1419, 1420, 1421, 1422, 1423, 1424, 1425, 1426, 1427, 1429, 1430, 1431, 1432, 1433, 1434, 1435, 1436, 1437, 1438, 1439, 1440, 1441, 1442, 1444, 1445, 1446, 1447, 1448, 1449, 1450, 1451, 1452, 1454, 1455, 1456, 1457, 1458, 1459, 1460, 1461, 1462, 1463, 1464, 1465, 1466, 1467, 1469, 1470, 1471, 1472, 1473, 1474, 1475, 1476, 1477, 1478, 1479, 1480, 1481, 1482, 1484, 1485, 1486, 1487, 1488, 1489, 1490, 1491, 1492, 1494, 1495, 1496, 1497, 1498, 1499, 1500, 1501, 1502, 1503, 1504, 1505, 1506, 1507, 1509, 1510, 1511, 1512, 1513, 1514, 1515, 1516, 1517, 1518, 1519, 1520, 1521, 1522, 1545, 1546, 1547, 1549, 1550, 1551, 1585, 1586, 1587, 1589, 1590, 1591, 1614, 1615, 1616, 1618, 1619, 1620, 1632, 1633, 1634, 1636, 1637, 1638, 1644, 1645, 1646, 1647, 1648, 1650, 1651, 1652, 1654, 1655, 1656, 1658, 1659, 1660, 1661, 1662, 1663, 1664, 1665, 1666, 1668, 1669, 1670, 1672, 1673, 1674, 1676, 1677, 1678, 1679, 1680, 1681, 1682, 1683, 1684, 1686, 1687, 1688, 1690, 1691, 1692, 1694, 1695, 1696, 1697, 1698, 1699, 1700, 1701, 1702, 1704, 1705, 1706, 1708, 1709, 1710, 1714, 1715, 1716, 1717, 1718, 1719, 1720, 1721, 1722, 1725, 1726, 1727, 1728, 1729, 1730, 1731, 1732, 1733, 1736, 1737, 1738, 1739, 1740, 1741, 1742, 1743, 1744, 1747, 1787, 1788, 1789, 1790, 1791, 1792, 1793 of the lot No 508 (five hundred and eight) of the official cadastre for the parish of Saint-Roch-north, being lots situate in Jacques-Cartier ward, of the city of Quebec (formerly Limoilou ward)—circumstances and dependencies ;

2. The subdivisions Nos 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742 of the lot No. 509 (five hundred and nine) of the official cadastre for the parish of Saint-Roch-Nord, being lots situate in Jacques-Cartier ward, of the city of Quebec (formerly Limoilou ward)—circumstances and dependencies ;

3. The lots Nos 441-47 (four hundred and forty one-forty seven) and 441-a-3 (four hundred and forty one-a-three) of the official cadastre for the parish of Saint-Roch-Nord, being lots situate in Jacques-Cartier ward of the city of Quebec (formerly Limoilou ward)—with the area given them on a plan annexed to the minute bearing to No. 15569 of the repertory of the notary Joseph Al-

toire du notaire Joseph Allaire, de Québec—circonstances et dépendances.

Le tout pour être vendu en bloc.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-SEPTIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Québec, 22 janvier 1920.

Le shérif,

361—4-2 CLEOPHAS BLOUIN.

[Première publication, 24 janvier 1920].

[Deuxième publication, 7 février 1920].

laire, of Quebec—circumstances and dependencies.

The whole to be sold in block.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY SEVENTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

Québec, 22nd January, 1920.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

362—4-2

[First publication, 24th January, 1920].

[Second publication, 7th February, 1920].

## Lettres patentes

### "The Dyers of Montreal, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingtième jour de janvier 1920, constituant en corporation: Russel Thomas Stackhouse, Ralph Erskine Allen, John Macnaughton, avocats; William Taylor, comptable; Gretta Deegan, secrétaire, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire affaires comme blanchisseurs et teinturiers de toutes les espèces d'effets, substances et marchandises, exercer plus particulièrement l'industrie des blanchisseurs et teinturiers des pailles, soies, soies artificielles, fils et coton et de laine, effets de toutes sortes en coton et laine;

Blanchir, teindre, nettoyer, embellir, rénover et réparer toutes les espèces de drap, tissus, effets, substances et articles;

Manufacturer, acheter, vendre et trafiquer de produits chimiques, pharmaceutiques, médicaux, industriels, autres préparations et articles, aussi les préparer, composer, fabriquer, importer et exporter généralement;

Eprouver, changer, deviser, inventer, faire, élaborer ou développer aucune idée ou invention dans aucun procédé, plan, machine, article ou outillage relatifs à aucun commerce que la compagnie peut exercer, ou qui paraîtra probablement approprié à l'accroissement direct ou indirect des biens ou droits de la compagnie;

Acheter, vendre, manufacturer, épurer, manipuler, exporter, importer et trafiquer de toutes substances, des appareils et choses susceptibles de servir à aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou nécessaires aux clients ou aux personnes en relations d'affaires avec la compagnie;

Exercer aucune autre industrie, de fabrication ou autre, que la compagnie croira propre à être convenablement exercé en rapport avec l'industrie de la compagnie, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la corporation ou de les rendre profitables;

Faire société ou aucune convention relativement au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personnes ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou aucun commerce ou genre d'affaires susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi prêter de l'argent, garantir les contrats, bons, débetures ou

## Letters patent

### "The Dyers of Montreal, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of January, 1920, incorporating: Russel Thomas Stackhouse, Ralph Erskine Allen, John Macnaughton, advocates; William Taylor, accountant, Gretta Deegan, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of bleachers and dyers of all kinds of goods, materials and merchandise and more particularly the business of bleachers and dyers of straws, silks, artificial silks, cotton and woolen yarns and cotton and woolen piece goods of every sort;

To bleach, dye, clean, embellish, renovate and repair all kinds of cloth, fabrics, goods, materials and articles;

To manufacture, buy, sell and deal in chemicals, pharmaceutical, medicinal, industrial and other preparation and articles, and prepare, compound, manufacture, import and export generally the same;

To experiment upon, revolve, device, invent, make, construct, or develop any idea or invention in any process, device, machine, article or equipment relating to any business which the company is empowered to carry on, or which may seem likely to be convenient for or to directly or indirectly enhance the value of the company's property or rights;

To buy, sell and manufacture, refine, manipulate, export and import and deal in all substances, apparatus and things capable of being used in any such business as the company is authorized to carry on, or required by any customer of, or persons having dealings with the company;

To carry on any other business whether manufacturing or otherwise which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the company's business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts, bonds, debentures and other obligations of, or otherwise assist any such person

autres obligations ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie, souscrire ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, les remettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier ;

Rémunérer par paiement en argent, aussi, avec l'assentiment des actionnaires, en capital, obligations, ou d'aucune autre manière une ou plusieurs personnes ou corporations, pour services rendus ou à être rendus, en faisant souscrire, aidant à faire souscrire, ou garantissant la souscription d'aucune des actions du capital de la compagnie, ou dans ou à l'occasion de la formation, de l'organisation de la compagnie, ou de la gestion de ses affaires ;

Pour faire connaître ou annoncer les lettres-patentes d'invention, les brevets, améliorations, droits, privilèges et produits, adopter les moyens qui paraîtront judicieux à la compagnie ;

Vendre ou disposer de la totalité ou d'aucune partie de l'actif et de l'entreprise de la corporation à titre de firme active, ou autrement, moyennant le prix que la corporation jugera convenable, et particulièrement pour des actions, obligations, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblable à ceux de la compagnie ;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée, et distribuer aux actionnaires de la compagnie, en nature, espèces ou autrement, tel que décidé, au moyen de dividende, boni ou d'aucune autre manière jugée convenable, aucune propriété, aucunes valeurs de la compagnie, aucuns produits de la vente ou de l'aliénation d'aucune propriété de la corporation, et spécialement aucunes actions, obligations, débetures, actions-obligations ou autres valeurs dans ou d'aucunes autres compagnies appartenant à la présente corporation, ou dont elle peut disposer ;

Émettre et répartir des actions libérées du capital-action de la compagnie en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété foncière, personnelle, mobilière, immobilière ou mixte, d'aucuns droits ou concessions achetées ou acquises par la compagnie, et spécialement aucun emplacement de moulin ou fabrique, des bâtisses, ateliers, machines, outillages, fonds de commerce ou affaires ;

Organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la présente compagnie, ou pour aucune autre fin qui paraîtra directement ou indirectement propre à profiter à la présente corporation ;

Faire tout ce qui est nécessaire, convenable, approprié ou avantageux à la réalisation des objets mentionnés aux présentes, ou qui paraîtra ou pourra paraître nécessaire à l'avancement ou à l'avantage de la corporation, soit comme propriétaire ou détenteur, d'intérêt pour aucune propriété, ou autrement ;

Exercer aucun commerce, faire tous les actes et choses précitées, soit comme principaux, soit comme agents, par l'entremise de fiduciaires, d'agents, ou autrement, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "The Dyers of Montreal, Limited", avec un capital social de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same ;

To remunerate by payment in cash, and, with the approval of the shareholders, in stock, bonds, or any other manner any person or persons, or corporation or corporations, for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guarantee the placing of any of the shares of the stock of the company, or in or about the formation or promotion of the company or in the conduct of the business ;

To adopt such means of advertising or making known its letters patent of invention, inventions, improvements, rights, privileges and products as may seem expedient to the company ;

To sell or dispose of the whole or any part of the assets and undertaking of the company as a going concern or otherwise, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, bonds, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company ;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined, and to distribute among the shareholders of the company in kind, specie or otherwise, as may be resolved by way of dividend, bonus or in any other manner deemed advisable any property or assets of the company, or any proceeds of the sale or disposal of any property of the company, and in particular any shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of or in any other companies belonging to this company or which it may have power to dispose of ;

To issue and allot fully paid up shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any property, real, personal, moveable, immoveable or mixed, and for any rights or concessions purchased or acquired by the company, and particularly for any mill or factory site or buildings, plant, machinery, equipment, stock-in trade or business ;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of this company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company ;

To do all and everything necessary, suitable or convenient or proper for the accomplishment of any of the purposes or attainment of any one or more of the objects therein enumerated, or which shall or may at any time appear to be necessary for the promotion or benefit of the corporation either as owner or holder of or interest in any property or otherwise ;

To carry on or to do business or any of the acts or things aforesaid, either as principals, agents or by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with another, or otherwise, under the name of "The Dyers of Montreal, Limited", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province,  
ce vingt-unième jour de janvier 1920.

Le sous-secrétaire de la province,  
523-6-2 C.-J. SIMARD.

Dated from the office of the Provincial Secretary,  
this twenty first day of January, 1920.

C.-J. SIMARD,  
524-6-2 Assistant Provincial Secretary.

**"The Canadian Fur Brokerage Company,  
Limited".**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour de janvier 1920, constituant en corporation : Francis George Bush, teneur-de-livres ; George Robert Drennan, sténographe ; Herbert William Jackson et Michael Joseph O'Brien, commis ; Alexander Gordon Yeoman, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes :

Faire affaires, soit seuls soit avec d'autres, comme agents, agents à commission, facteurs et courtiers, acheter et vendre des fourrures et d'autres marchandises, pour d'autres personnes, sociétés et corporations, percevoir et recevoir une commission ou un courtage en retour des services ainsi rendus ;

Faire affaires comme marchands généraux, trafiquant des fourrures et marchandises générales ;

Avancer de l'argent à titre de prêts aux clients et aux autres personnes en relations d'affaires avec la compagnie, garantir aussi l'exécution des contrats par d'autres personnes, sociétés et corporations pour le compte desquelles on transigera ;

Acheter ou autrement acquérir et assumer le commerce d'aucune personne, société ou corporation, semblable en tout ou en partie au commerce que la présente corporation est autorisée à exercer, et émettre des actions entièrement libérées en paiement intégral ou partiel d'icelui, assumer aussi le passif et les obligations d'aucune telle personne, société ou corporation ;

Acquérir, construire, entretenir, exploiter et gérer des magasins, entrepôts, d'autre outillage et l'installation nécessaire aux fins de la compagnie ;

Acquérir, détenir et posséder des actions dans d'autres corporations exerçant un commerce en tout ou en partie semblable, et le payer soit en argent, ou partie en argent, émettre aussi des actions libérées de la compagnie en paiement intégral ou partiel, ou autrement, tel que convenu, les vendre ou autrement en disposer ;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir aucunes patentes, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention ou à aucun procédé, et faire valoir, vendre, louer ou autrement trafiquer de ces patentes, licences ou concessions ;

Conclure aucun arrangement relatif au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou ayant l'intention d'exercer aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie ;

Vendre, louer, aliéner ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de l'entreprise et de l'actif de la corporation, pour le prix, aux termes et conditions que la compagnie jugera judicieux, et plus particulièrement accepter, à titre de considération, des actions, obligations ou débetures d'aucune autre compagnie exer-

**"The Canadian Fur Brokerage Company,  
Limited".**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of January 1920 incorporating : Francis George Bush, bookkeeper ; George Robert Drennan, stenographer, Herbert William Jackson and Michael Joseph O'Brien, clerks ; Alexander Gordon Yeoman, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business either alone or in conjunction with others, of agents, commission agents, commission merchants and brokers, to buy and sell furs and other merchandise for other persons, firms and corporations and to collect and receive a commission or brokerage in compensation for the services so rendered ;

To carry on business as general merchants dealing in furs and general merchandise ;

To advance moneys as loans to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by other persons, firms and corporations for whom it may be acting ;

To purchase or otherwise acquire and take over the business of any person, firm or corporation similar in whole or in part to the business which this company is authorized to carry on and to issue fully paid shares in payment or part payment therefor and to assume the liabilities and undertake to carry out the obligations of any such person, firm or corporation ;

To acquire, erect, maintain, operate and manage storehouses, warehouses and other plant and equipment necessary for the purposes of the company ;

To acquire, hold and own shares in other corporation doing business in whole or in part of a like nature and to pay for the same either in cash or in part cash or to issue fully paid up shares of the company in payment or part payment therefor, or otherwise as may be arranged, and to sell or otherwise deal with the same ;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any invention or process and to turn to account sell, lease or otherwise deal in such patents, licenses or concessions ;

To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or intending to carry on any business which this company is authorized to carry on or is capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company ;

To sell, lease, alienate or otherwise dispose of the undertaking and assets of the company, or any part thereof for such consideration and upon such terms and conditions as the company may deem expedient, and more particularly to accept as consideration shares, bonds or debentures of any other company carrying on business

gant un commerce en tout ou en partie semblable au commerce qu'exerce la compagnie ;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie, en espèces, aucune propriété, aucunes valeurs de la compagnie, de la manière et à l'époque que déterminera la corporation ;

Et généralement faire toutes les choses qui se rattachent à la réalisation des objets de la compagnie, sous le nom de "The Canadian Fur Brokerage Company, Limited", avec un fonds social de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1,000) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de janvier 1920.

Le sous-secrétaire de la province,

543-6-2

C.-J. SIMARD.

similar in whole or in part to the business carried on by the company ;

To distribute among the shareholders of the company in specie any property or assets of the company as and when the company may determine ;

And generally to do all such things as are incidental to the carrying out of the objects of the company, under the name of "The Canadian Fur Brokerage Company, Limited", with a capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00) divided into one thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of January, 1920.

C.-J. SIMARD,

544-6-2

Assistant Provincial Secretary.

**" Mining and Industrial Research Company, Incorporated "**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour de janvier 1920, constituant en corporation: René Chênevert, Léopold Barry, Max Bernfeld, avocats ; Armand Mosco-Viei, ingénieur, conseil des mines ; et Holsey Lorne Mitchell, bourgeois, tous de Montréal, pour les fins suivantes :

Prospecter, ouvrir, développer, exploiter, améliorer, entretenir, gérer, vendre, aliéner ou autrement trafiquer de mines, carrières, gisements minéraux, d'huile, de gaz et autres, et de propriété, et autrement disposer de leur totalité ou d'aucune de leurs parties ou d'aucun intérêt, et généralement exercer l'industrie d'une compagnie minière, à fourneau, d'affinage et de développement ;

Acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir des terrains ou intérêts en iceux, avec aucunes bâtisses ou structures, qui peuvent se trouver sur lesdits terrains ou sur aucun d'iceux, aussi vendre, louer, échanger ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des terrains, bâtisses ou structures qui y sont et peuvent être construites, en prendre la garantie qui pourra être considérée nécessaire ; prendre ou détenir des hypothèques, pour aucun excédant non payé du prix d'achat, sur les terrains, bâtisses ou structures ainsi vendus, et vendre ou autrement disposer desdites hypothèques ; améliorer, altérer et administrer lesdits terrains et bâtisses, garantir ou autrement aider à l'exécution des contrats ou obligations des personnes, sociétés, corporations avec lesquelles la compagnie peut se trouver en relations d'affaires, assumer et prendre charge de ces obligations ou contrats en souffrances ;

Construire, entretenir, altérer, utiliser et exploiter sur la propriété de la compagnie, ou sur une propriété contrôlée par la compagnie, des puits, conduits et autres structures, machines, outillages, appareils de toute description, électriques et autre ;

Exercer aucun autre commerce, de fabrication ou autre, que la compagnie jugera propre à être convenablement exercé en rapport avec son industrie, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables ;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun

**" Mining and Industrial Research Company, Incorporated "**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of January, 1920, incorporating: René Chênevert, Léopold Barry, Max Barnfeld, advocates ; Armand Mosco Viei, consulting mining engineer, and Holsey Lorne Mitchell, gentleman, all of Montreal, for the following purposes :

To prospect for, open, develop, work, improve maintain, manage, sell, dispose of or otherwise deal in mines, quarries, mineral, oil, gas and other deposits and properties and otherwise dispose of the same or any part thereof or any interest therein and generally to carry on the business of a mining, milling, reduction and development company ;

To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire land or interests therein, together with any buildings or structures, that may be on the said lands or any of them and to sell, lease, exchange or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands and all or any of the buildings or structures that are now or hereafter may be erected thereon and to take such security therefor as may be deemed necessary ; to take or hold mortgages, for any unpaid balances of the purchase money, on any of the lands, buildings or structures so sold and to sell or otherwise dispose of said mortgages ; to improve, alter and manage the said lands and buildings and to guarantee or otherwise assist in the performance of contracts or mortgages of persons, firms, corporations, with whom the company may have dealings and to assume or take over such mortgages or contracts on default ;

To construct, maintain, alter, make work and operate on the property of the company, or on property controlled by the company, wells, pipe lines and other works and machinery, plant and electrical and other appliances of every description ;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To acquire or undertake the whole or any part of business, property and liabilities of any person, persons or company, carrying on any busi-

commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux fins de la corporation ;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir aucunes patentes, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatifs à aucune invention qui paraîtra propre à servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera directement ou indirectement susceptible de profiter à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis ;

Faire société ou aucune convention relativement au partage des bénéfices à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la présente compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou aucun commerce ou genre d'affaires susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la corporation, aussi prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie, souscrire ou autrement acquérir des actions et obligations d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, les rémettre avec ou sans garantie, ou autrement en disposer

Souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant aucun commerce susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie ;

Organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie des propriétés et obligations de la compagnie, ou pour aucun autre objet qui semblera directement ou indirectement propre à profiter à la compagnie ;

Prêter de l'argent aux clients et autres personnes en relations d'affaires avec la compagnie, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telles personnes ;

Vendre ou disposer de l'entreprise corporative ou d'aucune partie d'icelle, ou des produits de la compagnie moyennant le prix que la compagnie croira convenable, et spécialement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie ;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Mining and Industrial Research Company, Limited", avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt sixième jour de janvier 1920.

Le sous-secrétaire de la province,  
547-6-2 C.-J. SIMARD.

ness, which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company ;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information, as to any invention which may seem capable of being used, for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company and to use, exercise, develop or grant licenses, in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction, which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same ;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company, having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted, so as directly or indirectly to benefit the company ;

To promote any company or companies, for the purpose of acquiring all or any of the properties and liabilities of the company, or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company ;

To lend money to customers and others, having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by such persons ;

To sell or dispose of the undertaking of the company, or any part thereof, or any of the products of the company, for such consideration as the company may see fit and in particular for shares, debentures, or securities of any other company, having objects altogether or in part similar to those of the company ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Mining and Industrial Research Company, Limited", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into two hundred (200) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of January, 1920.

C.-J. SIMARD,  
548-6-2 Assistant Provincial Secretary.

## Ordre de Cour

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4585. D.-C. Brosseau & Cie, Limitée, demanderesse, vs L.-J. Bonin, défendeur, et G. Duclos *et al*, tiers saisis, et Dame Onésime Letourneux *et al*, intervenants.

## Rule of Court

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4585. D. C. Brosseau & Cie, Limited, plaintiff ; vs L.-J. Bonin, defendant, and G. Duclos *et al*, tiers-saisis, and Dame Onésime Letourneux *et al*, intervenants.

## AVIS

Vu l'allégation d'insolvabilité dudit L.-J. Bonin, épiciier, des cité et district de Montréal, les créanciers qui n'auraient pas encore produit leur réclamation sont appelés à la produire en cette cause, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure, pour ce district, à Montréal, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, conformément aux dispositions des articles 673 et 674 du code de procédure civile.

Montréal, le 5 février 1920.

Le Dép. P. C. S.,  
L.-A. BEDARD.

551-6-2

## NOTICE

Considering the allegation of insolvency of the above named L. J. Bonin, grocer, of the city and district of Montreal, the creditors who have not yet produced their claims are summoned to produce same in this case, at the office of the prothonotary of the Superior Court, for this district, at Montreal, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice, in conformity with the dispositions of articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

Montreal, the 5th of February, 1920.

L. A. BEDARD,  
Dep. P. S. C.

552-6-2

## Vente par encan

## Auction Sale

## AVIS DE VENTE

## NOTICE OF SALE.

Dans l'affaire de A. Lahaie, insolvable, Upton, Qué.

Vente par encan public, LUNDI, le VINGT-TROISIEME jour de FEVRIER 1920, à UNE heure P. M., au bureau de M. Cyrille Thérout, notaire à Upton, de la propriété ci-après décrite :

Un emplacement situé au village d'Upton, sur la rue Saint-Ephrem, et faisant partie du lot numéro cent quatre (104) des plan et livre de renvoi officiels du village d'Upton, borné en front par la rue Saint-Ephrem, en profondeur par la Rivière Noire, d'un côté vers le nord, à Alfred Fréchette et du côté sud par le résidu du lot numéro cent quatre, comprenant, ledit terrain, quarante pieds de largeur, mesure anglaise, à partir du lot numéro cent cinq en se dirigeant vers le sud sur la profondeur du lot No 104—avec une maison et autres bâtisses dessus érigées avec en plus le droit de passage mitoyen en commun avec Aldège Lahaie, propriétaire du résidu du lot numéro cent quatre, à pied ou en voiture, se trouvant partie sur le terrain présentement décrit et partie sur le résidu du lot No 104, terrain voisin, pour communiquer à la dite rue Saint-Ephrem.

Un emplacement situé au village d'Upton, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village d'Upton sous le numéro cent quatre (104) à distraire la partie dudit lot No 104. appartenant à Aldège Lahaie, suivant acte de vente enregistré audit lot—avec bâtisses dessus.

Les terrains tels que ci-dessus décrits réunis formant le lot No 104 des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité du village d'Upton, borné au nord-ouest par la rue Saint-Ephrem, au sud-est par la rivière Noire et au sud-ouest par le No 103 et au nord-est par le No 105, ayant environ cent neuf pieds de largeur sur une profondeur de cent vingt pieds, formant treize mille quatre-vingts pieds, mesure anglaise, en superficie."

Conditions de vente : Argent comptant. Pour voir le cahier des charges de cette vente et avoir plus d'informations, s'adresser à Cyrille Thérout, notaire, Upton Qué.

Bureau de C. Thérout.  
Upton, 5 février 1920.

Les curateurs-conjoints,  
C. THEROUX & V. LAMARRE.

549

In the matter of A. Lahaie, insolvent, Upton, Qué.

Sale by public auction, on MONDAY, the TWENTY THIRD FEBRUARY, 1920, at ONE o'clock P. M., at the office of Mr. Cyrille Thérout, notary, at Upton, of the property hereunder described :

An emplacement situate in the village of Upton, on Saint Ephrem street, and forming part of the lot number one hundred and four (104) of the official plan and book of reference of the village of Upton, bounded in front by Saint Ephrem street, in depth by river Noire, on one side towards the north by Alfred Fréchette and on the south side by the residue of the lot number one hundred and four, measuring, said emplacement, forty feet in width, English measure, starting from the lot number one hundred and five and running southwesterly by the depth of said lot No. 104—with a house and other buildings thereon erected together with a common right of way with Aldege Lahaie, owner of the residue of the lot number one hundred and four, on foot or with vehicles, situated partly on the land presently described and the residue of the lot No. 104, the adjacent property, to communicate with said Saint Ephrem street.

An emplacement situate in the village of Upton, known and designated on the official plan and book of reference of the village of Upton, under the number one hundred and four (104), to be deducted the part of said lot No. 104 belonging to Aldege Lahaie, as per registered deed of sale of said lot—with the buildings thereon erected.

The lands above described united together forming the lot No. 104 of the official plan and book of reference of the municipality of the village of Upton, bounded on the northwest by Saint Ephrem street, on the southeast by the river Noire, on the southwest by the No. 103 and on the northeast by the No. 105 measuring about one hundred and nine feet in width by a depth of one hundred and twenty feet, forming thirteen thousand and eighty feet, English measure, in superficie..

Conditions of sale. Cash. For list of charges and further informations, apply to Cyrille Thérout, notary, Upton, Qué.

Office of C. Thérout.  
Upton, 3th February, 1920.

C. THEROUX & V. LAMARRE.  
Joint curators.

550

## Index de la Gazette Officielle de Québec, No 6.

## Index of the Quebec Official Gazette, No 6.

### ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Blumberg vs Axler.....	356
" Brosnan vs Lefebvre.....	357
" Duford vs Lavoie.....	357
" Lafond vs Descôteaux.....	356
" Patry vs Gendron.....	356
" Rodack vs Stuart.....	357
" Swad vs Joseph.....	357
" Tremblay vs Cauchon.....	357
" Veilleux vs Poulin.....	356

ANNONCEURS :—Avis aux :—.....	323
-------------------------------	-----

AVIS IMPORTANT :—.....	323
------------------------	-----

### AVIS DIVERS :—

Brompton Lumber Mfg. Co.....	358
------------------------------	-----

### BILLS PRIVÉS, PARLEMENT FÉDÉRAL :—AVIS :—

Chambre des Communes.....	331
---------------------------	-----

### CIE DISSOUTE :—

Lachute Mills, Qué.....	358
-------------------------	-----

### DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—

Capitaine Archambault.....	354
E. J. Cleaver & W. F. Empey.....	354
John Joseph Barry.....	354
North Railway Company.....	354
Ville Saint-Michel.....	354

### DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—

Lots Saint-Hyacinthe à mun. La-Présentation.....	355
Lots paroisse Saint-Stanislas à mun. Saint-Stanislas.....	355
Lots paroisse Saint-Etienne-des-Grès à Saint-Etienne-des-Grès.....	355
Lots Royal-Roussillon à mun. Royal-Roussillon.....	355
Lots Saint-Aimé à Saint-Louis-de-Bonsecours.....	355
Municipalité scolaire Saint-Pierre-de-Durham.....	355

### DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

The Ladies Catholic Benevolent Association.....	355
The Royal Scottish Insurance Coy, Ltd..	356

### FAILLITE—AVIS DE :—

Beaudry, nom. curateurs.....	358
Freer, dividende.....	359
Robitaille, cession.....	359

### LETTRES PATENTES :—

Archambault-Leclair Ltée.....	345
Bouvier, ltée.....	333
Bregent Sports & Cycles, Incorp.....	341
Canada Timber, Limited.....	342
Crichton Realities, Ltd.....	344
D. Jackel Limited.....	350
Eastern Canada Shoe Coy, Ltd.....	332
Elite Liquor Company Ltd.....	346

### ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Blumberg vs Axler.....	356
" Brosnan vs Lefebvre.....	357
" Duford vs Lavoie.....	357
" Lafond vs Descôteaux.....	356
" Patry vs Gendron.....	356
" Rodack vs Stuart.....	357
" Swad vs Joseph.....	357
" Tremblay vs Cauchon.....	357
" Veilleux vs Poulin.....	356

ADVERTISERS :—Notice to :—.....	323
---------------------------------	-----

IMPORTANT NOTICE :—.....	323
--------------------------	-----

### MISCELLANEOUS NOTICES :—

Brompton Lumber Mfg. Co.....	358
------------------------------	-----

### PRIVATE BILLS; FEDERAL PARLIAMENT :—NOTICE:

House of Commons.....	331
-----------------------	-----

### COMPANY DISSOLVED :—

Lachute Mills, Que.....	358
-------------------------	-----

### APPLICATIONS TO PARLIAMENT :—

Captain Archambault.....	354
E. J. Cleaver & W. F. Empey.....	354
John Joseph Barry.....	354
North Railway Company.....	354
Town Saint-Michel.....	354

### DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

Lots Saint-Hyacinthe to mun. La-Présentation.....	355
Lots parish Saint-Stanislas to mun. Saint-Stanislas.....	355
Lots parish Saint-Etienne-des-Grès to Saint-Etienne-des-Grès.....	355
Lots Royal-Roussillon to mun. Royal-Roussillon.....	355
Lots Saint-Aimé to Saint-Louis-de-Bonsecours.....	355
School municipality Saint-Pierre-de-Durham.....	355

### TREASURY DEPARTMENT :—

The Ladies Catholic Benevolent Association.....	355
The Royal Scottish Insurance Coy, Ltd..	356

### BANKRUPT NOTICES :—

Beaudry, curator's appt.....	358
Freer, dividend.....	359
Robitaille, abandonment.....	359

### LETTERS PATENT :—

Archambault-Leclair Ltée.....	345
Buvier, ltée.....	333
Bregent Sports & Cycles, Incorp.....	341
Canada Timber, Limited.....	342
Crichton Realities, Ltd.....	344
D. Jackel Limited.....	350
Eastern Canada Shoe Coy, Ltd.....	332
Elite Liquor Company Ltd.....	346

Goldstein's Limited.....	348	Goldstein's Limited.....	348
La Cie C. Lamb, Incorporée.....	349	The C. Lamb Company, Incorporated.....	349
La Cie des Utilités Domestiques Ltée.....	352	La Cie des Utilités Domestiques Ltée.....	352
L. G. Beaubien & Cie, ltée.....	338	L. G. Beaubien & Cie, Ltd.....	338
Mont-Royal-Securities.....	347	Mont-Royal-Securities.....	347
Mining & Industrial Research Coy Ltd.....	375	Mining & Industrial Research Coy Ltd.....	375
Ocmi Compagnie, ltée.....	334	Ocmi Company, Ltd.....	334
Rubber Company of Canada, Ltd.....	334	Rubber Company of Canada, Ltd.....	334
The Canadian Fur Brokerage Company Ltd.....	374	The Canadian Fur Brokerage Company Ltd.....	374
The Dyers of Montreal-Ltd.....	372	The Dyers of Montreal Ltd.....	372
The Railway & Steamship Employees Club.....	352	The Railway & Steamship Employees Club.....	352
Verdun House Furnishing Ltd.....	351	Verdun House Furnishing Ltd.....	351
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—	
Allens Montreal Theatre Ltd.....	353	Allens Montreal Theatre Ltd.....	353
F. Côté Limitée.....	353	F. Côté Limitée.....	353
La Cie manufacturière de Matane, ltée.....	354	La Cie manufacturière de Matane, ltée.....	354
LIQUIDATION—AVIS DE :—		WINDING UP NOTICE :—	
Holmes Hogue, limitée.....	359	Holmes Hogue, limitée.....	359
MINUTES DE NOTAIRE :		NOTARIAL MINUTES :—	
Demande par M. L.-D.-Eug. Rousseau... 360		Application by Mr. L. D. Eug. Rousseau.. 360	
Demande par M. Ls-Achille Beriau..... 360		Application by Mr. Ls-Achille Beriau.... 360	
Demande par M. Max.-Henri Gagnon..... 361		Application by Mr. Max. Henri Gagnon.. 361	
NOMINATIONS :—		APPOINTMENTS :—	
L'hon. P. Roy, commissaire pour recevoir les affidavits.....	324	Hon. P. Roy, commissioner to receive affidavits.....	324
Dr L.-E.-A. Parrot, membre du conseil supérieur d'hygiène.....	325	Dr L.-E.-A. Parrot, member of the Su- perior Board of Health.....	325
Juge de paix pour les districts : Chicouti- mi ; Joliette ; Saint-François ; Pon- tiac ; Bedford ; Montréal ; Gaspé ; Roberval ; Trois-Rivières.....	324	Justice of the peace for the districts : Chi- coutimi ; Joliette ; Saint-François ; Pon- tiac ; Bedford ; Montreal ; Gaspé ; Roberval ; Three Rivers.....	324
ORDRE DE COUR :—		RULE OF COURT :—	
D.-C. Bresseau & Cie Ltée.....	376	D.-C. Bresseau & Cie Ltée.....	376
La corporation de la ville de Saint-Ger- main-de-Rimouski vs Dme Ringuet <i>et al.</i> .....	361	The corporation of the town of Saint- Germain-de-Rimouski vs Dme Ringuet <i>et al.</i> .....	361
PROCLAMATION :—		PROCLAMATION :—	
Saint-Barnabé-de-Landrienne.....	325	Saint-Barnabé-de-Landrienne.....	325
Saint-Jacques-le-Majeur-de-Barraute....	329	Saint-Jacques-le-Majeur-de-Barraute....	329
Saint-Luc-de-la-Motte.....	330	Saint-Luc-de-la-Motte.....	330
Saint-Paul-de-Senneterre.....	327	Saint-Paul-de-Senneterre.....	327
Saint-Simon-de-Villemontel.....	328	Saint-Simon-de-Villemontel.....	328
VENTE PAR ENCAN :—		ACTION SALE :—	
A. Lahaie, failli.....	377	A. Lahaie, insolvent.....	377
VENTE PAR LICITATION :—		SALE BY LICITATION :—	
Groulx (Dme) <i>et vir</i> vs Dme Groulx <i>et al.</i> 362		Groulx (Dme) <i>et vir</i> vs Dme Groulx <i>et al.</i> 362	
VENTE POUR TAXES MUNICIPALES :—		SALE FOR MUNICIPAL TAXES :—	
Municipalité du comté Montmorency, No 2.....	363	Municipality of county of Montmorency No. 2.....	363
VENTES PAR LES SHÉRIFS :—		SHERIFFS' SALES :—	
ARTHABASKA :—		ARTHABASKA :—	
Labbé vs héritiers Gagnon.....	364	Labbé vs heirs Gagnon.....	364
Rousseau vs Marcotte.....	363	Rousseau vs Marcotte.....	363

## CHICOUTIMI :—

Tremblay *et al* vs McCarthy..... 364

## MONTRÉAL :—

Blanchard vs Gauthier..... 364

DeLorimier (l'hon.) vs Mallette *et al*.... 366

Jeannotte vs Bernard..... 366

La Société de Placements de Montréal,  
Itée vs La société Nationale d'immeubles  
Itée..... 367Les Commissaires d'écoles de la municipalité  
de Westmount vs Sunnyside  
Realties, Limited..... 365

## NICOLET :—

La Banque Nationale vs Boisclair *et al*.. 369

## OTTAWA :—

The Rock City Tobacco Co., Ltd. vs  
Dame Cloutier..... 369

## QUÉBEC :—

Lambert vs Desruisseaux..... 370

Quebec Land Coy vs Montreal Quebec  
Realty Coy..... 371

## CHICOUTIMI :—

Tremblay *et al* vs McCarthy..... 364

## MONTREAL :—

Blanchard vs Gauthier..... 364

DeLorimier (Hon.) vs Mallette *et al*..... 366

Jeannotte vs Bernard..... 366

La Société de Placements de Montréal,  
Itée vs La société Nationale d'immeubles  
Itée..... 367The School Commissioners of the municipality  
of the city of Westmount vs  
Sunnyside Realities, Limited..... 365

## NICOLET :—

La Banque Nationale vs Boisclair *et al*.. 369

## OTTAWA :—

The Rock City Tobacco Co., Ltd. vs  
Dame Cloutier..... 369

## QUEBEC :—

Lambert vs Desruisseaux..... 370

Quebec Land Coy vs Montreal Quebec  
Realty Coy..... 371